

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Philippe  
MACHENAUD-JACQUIERMatahiti 147  
N° 51

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 17  
no Titema 1998

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES PROMULGUES

##### Pages

Décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998 portant modification de la partie Réglementaire du code de la propriété intellectuelle. (Arrêté de promulgation n° 654-DRCL du 3 décembre 1998) . . . . .	2671
Décret n° 98-1041 du 18 novembre 1998 portant application des articles L. 132-20-1 et L. 217-2 du code de la propriété intellectuelle. (Arrêté de promulgation n° 654-DRCL du 3 décembre 1998) . . . . .	2675
Décret n° 98-1042 du 18 novembre 1998 portant application des articles L. 132-20-2 et L. 217-3 du code de la propriété intellectuelle. (Arrêté de promulgation n° 654-DRCL du 3 décembre 1998) . . . . .	2675

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

##### EXTRAITS

Arrêté n° 587 MAFIC du 2 novembre 1998 allouant par imputation sur le budget de l'Etat une subvention aux collectivités locales, territoriales et autres organismes locaux au titre de l'Aménagement des rythmes de vie de l'enfant et du jeune . . . . .	2677
Arrêté n° 636 MAC du 26 novembre 1998 constatant la caducité de l'arrêté n° 1145-BPR du 22 octobre 1992 portant attribution d'une subvention sur le compte spécial du Trésor n° 90200 (F.N.D.A.E.), ministère de l'agriculture, à la commune de Uturoa, îles Sous-le-Vent, A.E.P. centre-ville . . . . .	2677
Arrêtés n° 639 et n° 640 MAFIC du 27 novembre 1998 allouant respectivement par imputation sur le budget de l'Etat une subvention aux collectivités locales, territoriales et autres organismes locaux : - au titre de l'Aménagement des rythmes de vie de l'enfant et du jeune ; - au titre de l'aide à la formation professionnelle . . . . .	2677
Arrêté n° 649 SG du 30 novembre 1998 portant modification de la composition du jury de l'examen du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1er degré, formation commune (contrôle continu des connaissances) . . . . .	2677
Arrêté n° 650 MIDCR du 30 novembre 1998 portant modification de l'arrêté n° 326 MIDCR du 23 juin 1998 attribuant une subvention au titre du ministère de l'éducation nationale, chapitre 66-33, article 5, au profit du territoire de la Polynésie française pour la réalisation de la 1re tranche du programme 1998 des constructions scolaires (contrat de développement, chapitre 2 : équipement du territoire/désenclavement des archipels, article 11.1 : constructions scolaires) . . . . .	2677
Arrêté n° 656 MIDCR du 4 décembre 1998 portant attribution d'une subvention au titre de la section territoriale du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer, secrétariat d'Etat à l'outre-mer, Centre polynésien des sciences humaines, valorisation du Musée de Tahiti (1re tranche : aménagement d'un espace vidéo), tranche 1995 . . . . .	2677

- Arrêté n° 657 MIDCR du 4 décembre 1998 portant attribution d'une subvention au titre de la section générale du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer, ministère des départements et territoires d'outre-mer, chapitre 68-90, article 10, exercice 1998, territoire de la Polynésie française, actions pédagogiques en faveur de la lecture (contrat de développement, chapitre 2 : équipement du territoire/désenclavement des archipels, article 11.2 : actions à caractère pédagogique) ..... 2678
- Arrêté n° 429 DAF/PERS du 4 décembre 1998 portant nomination des membres du jury de deux concours pour le recrutement de trois secrétaires administratifs du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 1998. .... 2678
- Arrêté n° 7 TG du 7 décembre 1998 portant modification de la liste des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 1999. .... 2678

## ACTES PRIS CONJOINTEMENT

### CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

- Convention de financement n° 410-98 FREPF du 17 novembre 1998 relative à la participation de l'Etat (ministère de la défense) au financement des travaux d'extension du port de pêche de Papeete (quai ouest, aménagement des voiries et parking) au titre de la programmation de l'année 1998. .... 2678

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

- Arrêté n° 1590 CM du 4 décembre 1998 fixant, au titre de l'année 1999, la liste des fêtes légales et jours fériés applicable aux agents en fonctions dans les services et établissements publics du territoire ..... 2680
- Arrêté n° 1592 CM du 4 décembre 1998 portant création d'un comité de suivi des travaux de réalisation et d'exploitation du centre de recyclage et de transfert situé à Motu Uta, commune de Papeete ..... 2681
- Arrêté n° 1593 CM du 7 décembre 1998 nommant Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin commissaire de gouvernement de l'Institut de formation des travailleurs sociaux (I.F.T.S.) ..... 2681
- Arrêté n° 1594 CM du 7 décembre 1998 mettant fin aux fonctions de M. Henri Lanoux en qualité de chef de service de la délégation à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'insertion sociale des jeunes ..... 2682
- Arrêté n° 1610 CM du 9 décembre 1998 portant création d'une commission médicale dans les établissements de santé privés ..... 2682
- Arrêté n° 1616 CM du 15 décembre 1998 portant nomination des représentants du territoire aux fonctions d'administrateurs de la "S.E.M. Assainissement des eaux de Tahiti" et autorisant la souscription de 800 actions émises par cette société. .... 2683

### EXTRAITS

- Arrêté n° 1585 CM du 4 décembre 1998 autorisant l'occupation du domaine public maritime situé au droit du domaine Matchi à Haapiti, Moorea, au profit de la Société Gaumont Télévision. .... 2684
- Arrêtés n° 1586 à n° 1589 CM du 4 décembre 1998 accordant des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue : - à M. Arcel Rey en ce qui concerne la modification du 4<sup>e</sup> étage de l'immeuble d'habitation édifié pour le compte de la S.C.I. Tetiamoarui sis rue du 5 mars 1797 à Papeete ; - à M. Michel Barbier pour le projet d'habitation à Papeete, vallée de Tipaerui ; - au ministère de la culture, de l'artisanat et de la vie associative pour la réalisation du projet du bâtiment "Culture" face au C.E.S.C. à l'angle de la rue des Poilus-Tahitiens et de l'avenue Bruat, à Papeete ; - à M. Jérôme Matahi de Vals en ce qui concerne le projet d'immeuble de 9 logements à réaliser sur la parcelle cadastrée n° 310, section R2, Pirae (lot n° 1 du lotissement Matahoi). . 2684
- Arrêté n° 1591 CM du 4 décembre 1998 portant admission du navire Tianee (M. Terehu Dimos) au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par les délibérations n° 90-86 AT du 30 août 1990 et n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 (carburant et huiles lubrifiantes) ..... 2684
- Arrêté n° 1595 CM du 7 décembre 1998 rendant exécutoires les délibérations n° 98-30 OPT et n° 98-32 OPT adoptées par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications lors de sa séance extraordinaire du 19 novembre 1998 ..... 2685

Arrêtés n° 1596 CM et n° 1597 CM du 7 décembre 1998 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 15-98 CA et n° 16-98 CA prises par le conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale dans sa séance du 30 octobre 1998 .....	2687
Arrêté n° 1598 CM du 7 décembre 1998 autorisant l'ouverture par voie de création d'une officine de pharmacie par M. El Battah Abdellah dans la commune de Tahaa, sise à Haamene, sur la parcelle du lot F de la terre Haamene (licence n° 50) .....	2687
Arrêté n° 1599 CM du 7 décembre 1998 autorisant le docteur Evelyn Kerleau à exercer la propharmacie dans l'île de Tahaa (îles Sous-le-Vent) .....	2687
Arrêtés n° 1600 à n° 1602 CM du 7 décembre 1998 rendant exécutoires les délibérations n° 5-98 et n° 6-98, n° 8-98 à n° 10-98 du conseil d'administration du Centre de formation professionnelle des adultes .....	2688
Arrêté n° 1604 CM du 8 décembre 1998 fixant les prix de vente du riz conditionné en sachets de 1 kg importé par voie d'appel d'offres en Polynésie française .....	2688
Arrêté n° 1605 CM du 8 décembre 1998 fixant les prix de vente de la farine de froment panifiable conditionnée en sachets de 50 kg importée par voie d'appel d'offres en Polynésie française .....	2688
Arrêté n° 1606 CM du 8 décembre 1998 fixant les prix de vente des sucres importés par voie d'appel d'offres en Polynésie française .....	2688
Arrêtés n° 1607 CM et n° 1608 CM du 8 décembre 1998 autorisant respectivement le transfert de la concession temporaire de divers emplacements du domaine public maritime à Nunue, commune de Bora Bora, de M. Olivier Petitjean au profit de la S.A.R.L. Top Hotel, et de la S.A.R.L. Top Hotel au profit de la S.N.C. Monceau Loc 11 .....	2689
Arrêté n° 1609 CM du 8 décembre 1998 portant agrément de la société Nemo World S.A. au bénéfice des dispositions du code des investissements .....	2690
Arrêté n° 1615 CM du 15 décembre 1998 autorisant l'occupation du domaine public routier pour la construction d'une passerelle piétonne à Auaa, Faaa, au profit de la société S.A. Les Hôtels Tahitiens .....	2691

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### Présidence

Arrêté n° 1335 PR du 10 décembre 1998 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la culture, de l'enseignement supérieur et de la vie associative .....	2691
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

### Vice-présidence, ministère du développement des archipels et des postes et télécommunications

#### EXTRAITS

Arrêté n° 1353 PR du 8 décembre 1998 portant nomination de M. Jacques Limoge, sous-préfet hors classe A, 3e chevron, en qualité de conseiller auprès du vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative .....	2691
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

### Ministère des finances et des réformes administratives

Arrêté n° 9052 MFR du 7 décembre 1998 portant acceptation de la donation par le ministère de la défense au profit du territoire d'un ensemble de biens mobiliers de l'Hôpital des armées Jean-Prince .....	2691
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

#### EXTRAITS

Arrêtés n° 8967 et n° 8968 MFR du 3 décembre 1998 nommant les membres du jury pour les concours externes sur épreuves, pour le recrutement de deux ingénieurs subdivisionnaires de catégorie A relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, pour une affectation à la direction de l'équipement .....	2692
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

### Ministère des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

#### EXTRAITS

Arrêté n° 9044 MAA.AU du 4 décembre 1998 approuvant le dossier après travaux de la deuxième partie du lotissement Bel Air sis à Moorea, Teavaro, présenté par M. Guion Christian, mandataire de M. Jean Pierre Victor Claude dit Jean-Claude Brouillet .....	2692
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

- Arrêté n° 9069 MAA.AU du 8 décembre 1998 autorisant M. et Mme Eric et Nadine Ludi à réaliser les travaux de viabilisation du lotissement Moorea Country Club sur la terre Apitia dite Vaiofano sise à Paopao, commune de Moorea-Maiao ..... 2692

### **Ministère de l'éducation et de l'enseignement technique**

#### **EXTRAITS**

- Arrêté n° 8975 MED du 4 décembre 1998 constatant la composition nominative du conseil d'administration de l'Etablissement d'achats groupés (E.T.A.G.) ..... 2693
- Arrêté n° 9047 MED du 7 décembre 1998 portant attribution, renouvellement, transformation et suppression de bourses aux élèves de l'enseignement public et privé du territoire pour l'année 1998-1999. .... 2694
- Arrêté n° 9048 MED du 7 décembre 1998 portant attribution d'une indemnité de trousseau aux élèves internes des centres scolaires primaires pour l'année scolaire 1998-1999 ..... 2694
- Arrêté n° 9050 MED du 7 décembre 1998 constatant la composition nominative du conseil d'administration de l'Etablissement d'achats groupés (E.T.A.G.) ..... 2694
- Arrêté n° 1354 PR du 10 décembre 1998 accordant un deuxième et dernier acompte de cinq millions de francs FCP à l'Association polynésienne de l'enseignement supérieur (A.P.E.S.-C.N.A.M.). .... 2694

### **Ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires**

- Arrêté n° 9172 MEQ du 10 décembre 1998 annulant et remplaçant l'arrêté n° 5640 MEQ du 25 septembre 1996 portant délégation de signature du ministre de l'équipement à M. François Durgeat, directeur de cabinet ..... 2694

#### **EXTRAITS**

- Arrêté n° 9066 MEQ du 8 décembre 1998 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles N57, N58 et N373 (plan 117) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia-pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia. .... 2695
- Arrêté n° 9161 MEQ du 9 décembre 1998 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre nécessaires au projet de création d'un centre d'enfouissement technique au P.K. 21 à Papenoo dans la commune de Hitiaa O Te Ra ..... 2695

### **Ministère du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales**

#### **EXTRAITS**

- Arrêté n° 9166 MLD du 10 décembre 1998 rectifiant l'article 1er de l'arrêté n° 8120 MLD du 2 novembre 1998 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Vairao, commune de Taiarapu-Ouest, au profit de l'Iframer (Centre océanologique du Pacifique) ..... 2696

### **Ministère de l'agriculture et de l'élevage**

#### **EXTRAITS**

- Arrêté n° 9070 MAG du 8 décembre 1998 transférant l'agrément sanitaire de l'atelier de conditionnement d'œufs frais de M. Lucien Lirzin à Mme Tatiana Tekohuotetua à Taiohae (Nuku Hiva). .... 2696

### **Ministère de l'environnement**

- Arrêté n° 9054 MEN du 8 décembre 1998 autorisant Mme Win Chin Josiane à installer et exploiter un dépôt-vente de produits agro-pharmaceutiques, commune de Huahine (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits) ..... 2696

### **Ministère des transports**

#### **EXTRAITS**

- Arrêté n° 9180 MTR du 10 décembre 1998 autorisant le navire Hotu Maru à collecter du poisson lagunaire à Arutua lors de son voyage n° 37-98 du 16 décembre 1998 ..... 2698

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Arrêté ministériel du 20 novembre 1998 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs). (J.O.R.F. du 28 novembre 1998, page 17982) ..... **2698**

Décision n° 98-829 du 25 novembre 1998 portant nomination du président de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision française pour l'outre-mer (R.F.O.). (J.O.R.F. du 28 novembre 1998, page 17992). ..... **2698**

### EXTRAITS

Décret du 10 novembre 1998 portant promotion et nomination. (J.O.R.F. du 15 novembre 1998, page 17229). ..... **2699**

Arrêté ministériel du 9 novembre 1998 fixant au titre de l'année 1999 les modalités d'organisation des concours pour le recrutement de lieutenants de police de la police nationale (J.O.R.F. du 20 novembre, page 17522). ..... **2699**

Arrêté ministériel du 9 novembre 1998 fixant au titre de l'année 1999 les modalités d'organisation des concours pour le recrutement de commissaires de police de la police nationale (J.O.R.F. du 20 novembre, page 17522). ..... **2699**

Arrêté ministériel du 17 novembre 1998 portant ouverture de la session de 1999 conduisant à l'obtention des unités de spécialisation 1 et 2 de l'examen du certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaires en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française. (J.O.R.F. du 25 novembre 1998, page 17777) ..... **2699**

Arrêté interministériel du 23 novembre 1998 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement de conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (femmes et hommes). (J.O.R.F. du 27 novembre 1998, page 17926) ..... **2700**

Arrêté interministériel du 24 novembre 1998 autorisant l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs pédagogiques régionaux - inspecteurs d'académie au titre de l'année 1999. (J.O.R.F. du 28 novembre 1998, page 17957) ..... **2700**

Avis relatif à la publication générale des comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 1997. (J.O.R.F. du 18 novembre 1998, page 17388) ..... **2700**

Comptes des formations politiques considérés par la commission comme ayant rempli leurs obligations comptables. (J.O.R.F. du 18 novembre 1998, pages CCC 36022 et 36023, CCC 36106 et 3636107, CCC 36119 et 36120, CCC 36263 et 36264) ..... **2705**

Tableau synoptique de synthèse des formations politiques tenues de déposer des comptes certifiés auprès de la C.C.F.P. avant le 30 juin 1996 au titre de l'exercice 1997 et avis de la commission sur la conformité légale du dépôt. (J.O.R.F. du 18 novembre 1998, page CCC 36010) ..... **2713**

Convention de financement n° 416-98 du 19 novembre 1998 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rapa (opération "Aménagement d'un centre socio-culturel") ..... **2713**

Convention de financement n° 418-98 du 20 novembre 1998 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Raivavae (opération "Acquisition d'un camion à benne") ..... **2713**

Conventions de financement n° 431-98 du 30 novembre 1998 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Pirae (opération "Etude d'aménagement du site de Hamuta") ..... **2714**

Conventions de financement n° 437-98 et n° 438-98 du 2 décembre 1998 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Huahine (opérations "Grosses réparations de l'école maternelle de Fitii" et "Grosses réparations de l'école primaire de Fitii"). ..... **2714**

### ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service des douanes.— Cours des changes (période du 17 au 30 décembre 1998 inclus) ..... **2715**

Service de l'urbanisme.— 1°) Avis officiel n° L/98-22 AU du 3 décembre 1998 concernant une demande d'autorisation de lotir à Faaone formulée par M. Guion Christian pour l'Office territorial de l'habitat social ..... **2715**

2°) Certificat de conformité n° 2062 MAA.AU du 7 décembre 1998 concernant la réalisation de la deuxième partie du lotissement Bel Air par M. Jean-Claude Brouillet à Moorea .....	2715
3°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de novembre 1998 .....	2715
Direction des affaires foncières.— Avis n° 1350 et n° 1351 MAA du 3 décembre 1998 portant à la connaissance du public que certaines sections des communes de Moorea-Maiao et de Bora Bora sont soumises à la conservation cadastrale. ....	2717
Inspection du travail.— 1°) Avis et avenant du 17 novembre 1998 à la convention collective du secteur des banques et sociétés financières (accord de salaires pour l'année 1999) .....	2717
Etablissement d'achats groupés.— Délibérations n° 9-98 et n° 10-98 du 7 décembre 1998 portant respectivement adoption : - de la décision modificative budgétaire n° 2-98 ; - de l'état prévisionnel des dépenses et des recettes de l'exercice 1999. ....	2718
Avenant n° 9 (98-4285 du 3 décembre 1998) à la convention collective du 10 mai 1968 des ANFA .....	2719

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales .....	2720
Annonces diverses .....	2721

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PROMULGUÉS

**ARRETE n° 654 DRCL du 3 décembre 1998 portant promulgation des décrets n° 98-1040, n° 98-1041 et n° 98-1042 du 18 novembre 1998.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur.

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé.

Arrête :

Article 1er. — Sont promulgués en Polynésie française pour y être exécutés selon leur forme et teneur les textes suivants :

— Décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998 portant modification de la partie Réglementaire du code de la propriété intellectuelle, paru au J.O.R.F. du 19 novembre 1998 à la page 17447 ;

— Décret n° 98-1041 du 18 novembre 1998 portant application des articles L. 132-20-1 et L. 217-2 du code de la propriété intellectuelle, paru au J.O.R.F. du 19 novembre 1998 à la page 17450 ;

— Décret n° 98-1042 du 18 novembre 1998 portant application des articles L. 132-20-2 et L. 217-3 du code de la propriété intellectuelle, paru au J.O.R.F. du 19 novembre 1998 à la page 17451.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 décembre 1998.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

Le secrétaire général  
de la Polynésie française,  
Michel JEANJEAN.

**Décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998 portant modification de la partie Réglementaire du code de la propriété intellectuelle**

Le Premier ministre,  
Sur le rapport de la ministre de la culture et de la communication,

Vu le code de la propriété intellectuelle ;  
Après avis du Conseil d'Etat (section de l'intérieur),

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** — Sont insérés au chapitre 1<sup>er</sup> du titre II du livre III du code de la propriété intellectuelle (partie Réglementaire), après l'article R. 321-7, un article R. 321-8 et un article R. 321-9 ainsi rédigés :

« Art. R. 321-8. — La communication des comptes annuels des sociétés de perception et de répartition des droits, prévue en application du 1<sup>er</sup> de l'article L. 321-5 à tout associé et en application du premier alinéa de l'article L. 321-12, au ministre chargé de la culture doit comporter :

« A. — En ce qui concerne la gestion financière de la société :

« 1. Dans le respect des règles comptables usuelles en matière de constatation de produits et de charges, un compte de gestion conforme à l'annexe 1.

« Les sociétés concernées auront également la faculté :

« a) De faire figurer, soit au compte de gestion, soit dans un compte distinct, les opérations relatives à l'action sociale au bénéfice des associés, d'une part, aux actions culturelles, d'autre part ;

« b) De faire figurer au compte de gestion les droits perçus en produits les sommes à affecter et les sommes effectivement payées en charges de l'exercice.

« 2. Comme indicateurs de gestion :

« a) Un tableau, conforme à l'annexe 2, retraçant par type de rémunération l'affectation des sommes perçues ;

« b) Un tableau, conforme à l'annexe 3, retraçant par type de rémunération :

« — l'état des sommes effectivement payées au cours de l'exercice au titre des affectations individuelles ;

« — les montants des actions réalisées au cours de l'exercice au titre des affectations collectives ;

« c) Un tableau, conforme à l'annexe 4, indiquant, par type de rémunération, la récapitulation des sommes restant à affecter individuellement ;

« d) Un tableau, conforme à l'annexe 5, indiquant, par année d'affectation et par type de rémunération, l'état des sommes affectées individuellement et non encore payées ;

« e) Un tableau indiquant le rapport des prélèvements sur droits aux perceptions de l'exercice ;

« f) Un tableau indiquant le montant et l'affectation des produits financiers ;

« B. — En ce qui concerne la mise en œuvre des actions dont le financement est prévu par l'article L. 321-9 ;

« 1. La ventilation des montants versés, par catégorie d'actions définies au premier alinéa de l'article L. 321-9, assortie d'une information particulière sur :

- « - le coût de la gestion de ces actions ;
- « - les organismes ayant bénéficié de concours pendant trois années consécutives ;

« 2. Une description des procédures d'attribution ;

« 3. Un commentaire des orientations suivies en la matière par la société.

« C. - Une information annuelle sur les actions éventuellement engagées pour la défense des catégories professionnelles concernées par leur objet social.

« Art. R. 321-9. - L'aide à la création mentionnée à l'article L. 321-9 s'entend :

« a) D'une part, des concours apportés à la création d'une œuvre, à son interprétation, à la première fixation d'une œuvre ou d'une interprétation sur un phonogramme ou un vidéogramme ;

« b) D'autre part, des actions propres à assurer la défense et la promotion de la création.

« L'aide à la formation d'artistes mentionnée au même article s'entend de la formation d'auteurs et de la formation d'artistes-interprètes. »

**Art. 2.** - Les dispositions de l'article R. 321-8 sont applicables à compter de l'exercice comptable 1998.

**Art. 3.** - Les dispositions du présent décret sont applicables dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte.

**Art. 4.** - Le ministre de l'intérieur, la ministre de la culture et de la communication et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 novembre 1998.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*La ministre de la culture et de la communication,*

CATHERINE TRAUTMANN

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,*  
*ministre de l'intérieur par intérim,*

JEAN-JACK QUEYRANNE

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,*

JEAN-JACK QUEYRANNE

## ANNEXE 1

### COMPTE DE GESTION DE L'ANNÉE N

CHARGES			RESSOURCES		
	Année N	Année N-1		Année N	Année N-1
I. - Charges d'exploitation :			I. - Ressources d'exploitation :		
A. - Achats et charges externes.....			A. - Récupération et refacturation des charges.....		
B. - Impôts et taxes.....			B. - Retenues sur droits.....		
C. - Charges de personnel.....			C. - Autres ressources d'exploitation..		
D. - Autres charges d'exploitation.....			D. - Reprise de provisions.....		
E. - Dotation aux amortissements.....					
F. - Dotations aux provisions.....					
II. - Charges financières.....			II. - Ressources financières.....		
III. - Charges exceptionnelles.....			III. - Ressources exceptionnelles.....		
IV. - Intéressement (le cas échéant).....					
Total des charges (I + II + III + IV).....			Total des ressources (I + II + III).....		
Excédent de prélèvement à la fin de l'exercice.....			Insuffisance de prélèvement à la fin de l'exercice.....		
Total général.....			Total général.....		

## ANNEXE 2

### AFFECTATION DES SOMMES EN FIN D'EXERCICE

NATURE des rémunérations	DROITS restant à effectuer au 31 décembre de l'année N-1 (1)	PERCEPTIONS de l'exercice (2)	PRÉLÈVEMENTS pour la gestion (3)	MONTANTS affectés (art. L. 321-9) (4)	MONTANTS affectés à des œuvres sociales ou culturelles (5)	MONTANTS affectés aux ayants droit (1°) (6)	DROITS restant à effectuer au 31 décembre de l'année N (7) = (1) + (2) - (3 + 4 + 5 + 6)
Rémunérations dont la gestion est confiée par les ayants droit (à détailler selon la nature de la rémunération) :							



NATURE des rémunérations	DROITS restant à affecter au 31 décembre de l'année N-1 (1)	PERCEPTIONS de l'exercice (2)	PRÉLÈVEMENTS pour la gestion (3)	MONTANTS affectés (art. L. 321-9) (4)	MONTANTS affectés à des œuvres sociales ou culturelles (5)	MONTANTS affectés aux ayants droit (*) (6)	DROITS restant à effectuer au 31 décembre de l'année N (7) = (1) + (2) - (3 + 4 + 5 + 6)
<p>Rémunérations dont la gestion est confiée en application de la loi :</p> <p>Article L. 122-10 (pour le droit de reproduction par reprographie) ;</p> <p>Article L. 132-20-1 (pour le droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement, sur le territoire national, d'une œuvre télédiffusée à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne) ;</p> <p>Article L. 217-2 (pour le droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement, sur le territoire national, de la prestation d'un artiste interprète, d'un phonogramme ou d'un vidéogramme à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne) ;</p> <p>Article L. 214-1 (pour le droit de communiquer au public un phonogramme publié à des fins de commerce) ;</p> <p>Article L. 311-1 (pour la copie privée des œuvres sonores) ;</p> <p>Article L. 311-1 (pour la copie privée des œuvres audiovisuelles) ;</p> <p>Total .....</p>							
(*) Les « montants affectés » s'entendent de l'inscription des sommes correspondantes au compte individuel de l'ayant droit.							

## ANNEXE 3

## ÉTAT DES SOMMES EFFECTIVEMENT PAYÉES AU COURS DE L'EXERCICE AU TITRE DES AFFECTATIONS INDIVIDUELLES ET DES ACTIONS RÉALISÉES AU TITRE DES AFFECTATIONS COLLECTIVES

3-1 :

ÉTAT DES SOMMES EFFECTIVEMENT PAYÉES au cours de l'exercice au titre des affectations individuelles (Rubriques à ne remplir que si l'inscription au compte individuel de l'ayant droit des sommes figurant en colonne 6 de l'annexe II ne permet pas à celui-ci d'en réclamer le règlement.)	
Rémunérations dont la gestion est confiée par les ayants droit (à détailler selon la nature de la rémunération) :	
- .....	
- .....	
Rémunérations dont la gestion est confiée en application de la loi :	
Article L. 122-10 (pour le droit de reproduction par reprographie) ;	

ÉTAT DES SOMMES EFFECTIVEMENT PAYÉES  
au cours de l'exercice au titre des affectations individuelles  
(Rubriques à ne remplir que si l'inscription au compte individuel de l'ayant droit des sommes figurant en colonne 6 de l'annexe II ne permet pas à celui-ci d'en réclamer le règlement.)

Article L. 132-20-1 (pour le droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement, sur le territoire national, d'une œuvre télédiffusée à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne) ;	
Article L. 217-2 (pour le droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement, sur le territoire national, de la prestation d'un artiste-interprète, d'un phonogramme ou d'un vidéogramme à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne) ;	
Article L. 214-1 (pour le droit de communiquer au public un phonogramme publié à des fins de commerce) ;	
Article L. 311-1 (pour la copie privée des œuvres sonores) ;	
Article L. 311-1 (pour la copie privée des œuvres audiovisuelles).	
Total .....	

3-2 :

ACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE au titre des affectations collectives	
Article L. 321-9.....	
Œuvres sociales ou culturelles.....	
Total.....	

## ANNEXE 4

RÉCAPITULATION DES SOMMES  
RESTANT À AFFECTER INDIVIDUELLEMENT

4-1 :

RÉMUNÉRATIONS DONT LA GESTION est confiée par les ayants droit (à détailler selon la nature de la rémunération)	MONTANT
Total.....	

4-2 :

RÉMUNÉRATIONS dont la gestion est confiée en application de la loi	MONTANT	ANNÉE de perception
Article L. 122-10 (pour le droit de reproduction par reprographie).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Article L. 132-20-1 (pour le droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, inté- grale et sans changement, sur le territoire national, d'une œuvre télédiffusée à partir d'un Etat membre de la Communauté euro- péenne).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Article L. 217-2 (pour le droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, inté- grale et sans changement, sur le territoire national, de la prestation d'un artiste inter- prète, d'un phonogramme ou d'un vidéo- gramme à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Article L. 214-1 (pour le droit de communiquer au public un phonogramme publié à des fins de commerce).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Article L. 311-1 (pour la copie privée des œuvres sonores).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Article L. 311-1 (pour la copie privée des œuvres audiovisuelles).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Total.....		

## ANNEXE 5

RÉCAPITULATION DES SOMMES  
AFFECTÉES INDIVIDUELLEMENT ET NON PAYÉES

(Les rubriques correspondant au détail par types de rémunération ne sont à remplir que si l'inscription au compte individuel de l'ayant droit des sommes figurant en colonne 6 de l'annexe 2 ne permet pas à celui-ci d'en réclamer le règlement)

5-1 :

RÉMUNÉRATIONS DONT LA GESTION est confiée par les ayants droit (à détailler selon la nature de la rémunération)	MONTANT
Total.....	

5-2 :

RÉMUNÉRATIONS dont la gestion est confiée en application de la loi	MONTANT	ANNÉE de perception
Article L. 122-10 (pour le droit de reproduction par reprographie).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Article L. 132-20-1 (pour le droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, inté- grale et sans changement, sur le territoire national, d'une œuvre télédiffusée à partir d'un Etat membre de la Communauté euro- péenne).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Article L. 217-2 (pour le droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, inté- grale et sans changement, sur le territoire national, de la prestation d'un artiste inter- prète, d'un phonogramme ou d'un vidéo- gramme à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Article L. 214-1 (pour le droit de communiquer au public un phonogramme publié à des fins de commerce).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Article L. 311-1 (pour la copie privée des œuvres sonores).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Article L. 311-1 (pour la copie privée des œuvres audiovisuelles).	n n-1 n-2 n-3 n...	n n-1 n-2 n-3 n...
Sous-total.....		
Total.....		

**Décret n° 98-1041 du 18 novembre 1998 portant application des articles L. 132-20-1 et L. 217-2 du code de la propriété intellectuelle**

Le Premier ministre,  
Sur le rapport de la ministre de la culture et de la communication,

Vu le code de la propriété intellectuelle, et notamment ses articles L. 132-20-1 et L. 217-2;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

**Décète :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Il est ajouté au titre II du livre III du code de la propriété intellectuelle (partie Réglementaire) un chapitre III ainsi rédigé :

**« CHAPITRE III**

**« Des sociétés agréées pour la gestion du droit d'autoriser la retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement, sur le territoire national, à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne »**

« Art. R. 323-1. – Une société régie par le titre II du livre III peut être agréée au titre du I de l'article L. 132-20-1 et du I de l'article L. 217-2 si elle remplit les conditions suivantes :

« 1<sup>o</sup> Apporter la preuve de la gestion effective du droit d'autoriser la retransmission par câble, à raison du nombre des ayants droit et de l'importance économique exprimée en revenu ou en chiffre d'affaires ;

« 2<sup>o</sup> Justifier par toutes pièces la qualification de ses gérants et mandataires sociaux appréciée en fonction :

« a) De la nature et du niveau de leurs diplômes ;

« b) Ou de leur expérience de la gestion d'organismes professionnels ;

« 3<sup>o</sup> Donner toutes informations relatives :

« a) A l'organisation administrative et aux conditions d'installation et d'équipement ;

« b) Aux perceptions reçues ou attendues à l'occasion de la retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement, sur le territoire national, à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne et aux données nécessaires pour leur répartition ;

« 4<sup>o</sup> Communiquer :

« a) Copie des conventions passées avec les tiers relatives à la retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement, sur le territoire national, à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne ;

« b) Le cas échéant, copie des conventions passées avec les organisations professionnelles étrangères chargées de la perception et de la répartition des droits.

« Art. R. 323-2. – La demande d'agrément, accompagnée d'un dossier établi conformément à l'article R. 323-1, est transmise par lettre recommandée avec avis de réception au ministre chargé de la culture qui en délivre récépissé. Lorsque le dossier n'est pas en état, le ministre chargé de la culture demande par lettre recommandée avec avis de réception un dossier complémentaire qui doit être remis dans la même forme dans un délai d'un mois à compter de la réception de cette lettre.

« L'agrément est délivré par arrêté du ministre chargé de la culture, publié au *Journal officiel* de la République française.

« L'agrément est accordé pour cinq années. Il est renouvelable dans les mêmes conditions que l'agrément initial.

« Si la société cesse de remplir l'une des conditions fixées à l'article R. 323-1, l'administration lui adresse une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception. Le bénéficiaire de l'agrément dispose d'un délai d'un mois pour présenter ses observations. Faute de régularisation de la situation, l'agrément peut être retiré par arrêté du ministre chargé de la culture, publié au *Journal officiel* de la République française.

« Art. R. 323-3. – Tout changement de statut ou de règlement général, toute cessation de fonction d'un membre des

organes dirigeants et délibérants d'une société agréée sont communiqués au ministre chargé de la culture dans un délai de quinze jours à compter de la décision correspondante. Le défaut de déclaration peut entraîner retrait de l'agrément.

« Art. R. 323-4. – La liste des sociétés bénéficiant de l'agrément est publiée chaque année par le ministre chargé de la culture.

« Art. R. 323-5. – La désignation prévue au deuxième alinéa du I de l'article L. 132-20-1 et au deuxième alinéa du I de l'article L. 217-2 se fait par lettre recommandée avec avis de réception adressée à une société de perception et de répartition des droits.

« La rétractation peut être effectuée dans les conditions prévues par les statuts de cette société. »

**Art. 2.** – Les dispositions du présent décret sont applicables dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

**Art. 3.** – Le ministre de l'intérieur, la ministre de la culture et de la communication et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 novembre 1998.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

La ministre de la culture et de la communication,  
CATHERINE TRAUTMANN

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,  
ministre de l'intérieur par intérim,  
JEAN-JACK QUEYRANNE

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,  
JEAN-JACK QUEYRANNE

**Décret n° 98-1042 du 18 novembre 1998 portant application des articles L. 132-20-2 et L. 217-3 du code de la propriété intellectuelle**

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de la culture et de la communication,

Vu le code de la propriété intellectuelle, et notamment ses articles L. 132-20-2 et L. 217-3 ;

Vu le décret n° 98-1041 du 18 novembre 1998 portant application des articles L. 132-20-1 et L. 217-2 du code de la propriété intellectuelle ;

Vu le décret n° 97-1200 du 19 décembre 1997 pris pour l'application à la ministre chargée de la culture et de la communication du 1<sup>er</sup> de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

**Décète :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Il est ajouté au titre II du livre III du code de la propriété intellectuelle (partie Réglementaire) un chapitre IV ainsi rédigé :

**« CHAPITRE IV**

**« Des médiateurs chargés de favoriser la résolution des différends relatifs à l'octroi de l'autorisation de retransmission par câble, simultanée, intégrale et sans changement, sur le territoire national à partir d'un Etat membre de la Communauté européenne »**

« Art. R. 324-1. – Pour l'application des articles L. 132-20-2 et L. 217-3, une liste de vingt médiateurs est établie par le ministre chargé de la culture sur proposition des sociétés de per-

ception et de répartition des droits agréés figurant sur la liste mentionnée à l'article R. 323-4, des organisations professionnelles représentatives des organismes de télédiffusion et des organisations professionnelles représentatives des bénéficiaires du droit d'autoriser la retransmission par câble.

« Le ministre chargé de la culture arrête la liste des organisations professionnelles mentionnées à l'alinéa précédent.

« La liste des médiateurs est publiée au *Journal officiel* de la République française.

« Art. R. 324-2. – Les médiateurs doivent remplir les conditions suivantes :

« 1. Jouir de leurs droits civils et politiques ;

« 2. Ne pas avoir été auteurs de faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative ;

« 3. Posséder la qualification nécessaire à la résolution des différends dont ils seront saisis ;

« 4. Présenter les garanties d'indépendance nécessaires à l'exercice de la médiation et notamment ne pas être associé, dirigeant, mandataire social ou salarié d'une société ou d'un organisme mentionné à l'article R. 324-1.

« Art. R. 324-3. – Les médiateurs sont désignés pour une durée de trois ans renouvelable.

« Art. R. 324-4. – Un médiateur peut demander sa radiation de la liste prévue à l'article R. 324-1 par lettre recommandée avec avis de réception adressée au ministre chargé de la culture.

« Il est pourvu à son remplacement dans les conditions fixées à l'article R. 324-1.

« Art. R. 324-5. – Le médiateur peut être saisi sur requête conjointe des parties par lettre recommandée avec avis de réception exposant les points sur lesquels porte le différend.

« Art. R. 324-6. – Le médiateur peut également être saisi par l'une des parties. Il informe de cette demande, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de huit jours, les autres parties qui disposent d'un délai d'un mois pour faire connaître leur position par lettre recommandée avec avis de réception et, en cas de désaccord sur le choix du médiateur, proposer un autre médiateur.

« Dès que le choix du médiateur est arrêté par toutes les parties, le médiateur choisi les en informe par lettre recommandée avec avis de réception.

« Art. R. 324-7. – La durée de la médiation ne peut excéder trois mois à compter de la date de réception de la requête conjointe ou de la date du dernier avis de réception dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article précédent.

« La médiation peut être reconduite une fois pour la même durée à la demande du médiateur et avec l'accord des parties.

« Art. R. 324-8. – Le médiateur informe les parties du montant de sa rémunération. La charge de cette rémunération et des frais est supportée à parts égales par les parties.

« Art. R. 324-9. – Le médiateur convoque les parties pour les entendre dès le début de la médiation.

« Il invite les parties à lui fournir toutes les précisions qu'il estime nécessaires et peut entendre toute personne dont l'audition lui paraît utile. Les parties peuvent se faire assister par un avocat ou par toute personne de leur choix qui a reçu l'accord du médiateur. Seules sont admises à participer aux réunions les personnes convoquées par lui.

« Le médiateur ne peut retenir aucun fait, grief, élément d'information ou de preuve sans en aviser les parties intéressées dans des conditions permettant à celles-ci d'en discuter le bien-fondé.

« Art. R. 324-10. – Le médiateur est tenu de garder le secret sur les affaires portées à sa connaissance.

« Les constatations du médiateur et les déclarations qu'il recueille ne peuvent être ni produites ni invoquées sans l'accord des parties dans le cadre d'une autre procédure de médiation, d'une procédure d'arbitrage ou d'une instance judiciaire.

« Art. R. 324-11. – Lorsque le médiateur constate un accord entre les parties, il rédige un procès-verbal précisant les mesures à prendre pour le mettre en œuvre et fixant un délai pour leur exécution. Il adresse copie de ce procès-verbal aux parties par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de dix jours.

« Art. R. 324-12. – Si, à l'issue du délai prévu à l'article R. 324-7, aucun accord n'a pu être trouvé entre les parties, le médiateur peut, par lettre recommandée avec avis de réception, soit faire des recommandations aux parties, soit proposer la solution qu'il juge appropriée au règlement de tout ou partie du différend.

« Faute d'avoir exprimé au médiateur leur opposition par écrit dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de sa proposition, les parties sont réputées avoir accepté celle-ci. »

Art. 2. – Les dispositions du présent décret sont applicables dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Art. 3. – Le ministre de l'intérieur, la ministre de la culture et de la communication et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 novembre 1998.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

La ministre de la culture et de la communication,

CATHERINE TRAUTMANN

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,  
ministre de l'intérieur par intérim,

JEAN-JACK QUEYRANNE

Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,

JEAN-JACK QUEYRANNE

## ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Par arrêté n° 587 MAFIC** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 2 novembre 1998.— Une subvention de *vingt-quatre mille francs français* (24.000 FF), soit *quatre cent trente-six mille trois cent soixante-trois francs pacifiques* (436.363 F CFP), est accordée à l'A.S.S. Hunanui du C.S.P. de Hakahau, au titre de l'Aménagement des rythmes de vie de l'enfant et du jeune (A.R.V.E.).

La dépense est imputable au budget de l'Etat "Ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 43.91, article 50, paragraphe 20, section 132, exercice 1998.

**Par arrêté n° 636 MAC** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 26 novembre 1998.— L'arrêté n° 1145 BPR du 22 octobre 1992 portant attribution d'une subvention sur le compte spécial du Trésor n° 90200 (F.N.D.A.E.), ministère de l'agriculture, est caduc.

L'autorisation de programme n° 216 du 28 janvier 1987 d'un montant de 1.300.000 FF déléguée sur le compte spécial du Trésor n° 90200 (F.N.D.A.E.), ministère de l'agriculture, est ainsi dégagee à hauteur de 805.000 FF.

**Par arrêté n° 639 MAFIC** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 27 novembre 1998.— Une subvention de *dix mille un francs français* (10.001 FF), soit *cent quatre-vingt-un mille huit cent trente-six francs pacifiques* (181.836 F CFP), est accordée à la Coopérative internat C.S.P. Hao, au titre de l'Aménagement des rythmes de vie de l'enfant et du jeune.

La dépense est imputable au budget de l'Etat "Ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 43.90, article 50, paragraphe 20, section 132, exercice 1998.

**Par arrêté n° 640 MAFIC** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 27 novembre 1998.— Est accordée au titre de l'aide à la formation professionnelle, une subvention de :

- *sept mille cent soixante-neuf francs et soixante-dix centimes* (7.169,66 FF), soit *cent trente mille trois cent cinquante-sept francs pacifiques* (130.357 F CFP) à l'Union territoriale de la fédération sportive et culturelle de France (U.T.F.S.C.F.) ;
- *sept mille cent soixante-neuf francs et soixante-six centimes* (7.169,66 FF), soit *cent trente mille trois cent cinquante-sept francs pacifiques* (130.357 F CFP) au Comité protestant des centres de vacances (C.P.C.V.) ;
- *sept mille cent soixante-neuf francs et soixante-six centimes* (7.169,66 FF), soit *cent trente mille trois cent cinquante-sept francs pacifiques* (130.357 F CFP) au Centre d'entraînement aux méthodes éducatives (C.E.M.E.A.).

La dépense est imputable au budget de l'Etat "Ministère de la jeunesse et des sports", chapitre 43.90, article 30, paragraphe 20, section 132, exercice 1998.

**Par arrêté n° 649 SG** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 30 novembre 1998.— A l'article 1er de l'arrêté n° 618 SG du 19 novembre 1998 portant composition du jury de l'examen du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1er degré, formation commune (contrôle continu des connaissances) :

*Lire* : "du 3 décembre 1998 au 12 mars 1999 ;  
*Au lieu de* : "du 11 janvier 1999 au 12 mars 1999".

A l'article 1er de l'arrêté précité, il est ajouté à la liste des membres :

"M. Jean-Philippe Berlemont, inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs, adjoint au chef de service".

Le reste sans changement.

**Par arrêté n° 650 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 30 novembre 1998.— Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 326 MIDCR du 23 juin 1998 portant attribution d'une subvention d'un montant de 6.050.000 FF (110.000.000 F CFP) imputable sur les crédits du chapitre 66-33, article 5, du ministère de l'éducation nationale (programmation 1998) au profit du territoire de la Polynésie française pour la réalisation de la 1re tranche du programme 1998 des constructions scolaires comprenant notamment la construction du G.O.D. de Arutua, sont modifiées comme suit :

*Au lieu de* : - La construction du G.O.D. de Arutua (1re tranche de travaux) ;

*Lire* : - La construction de l'internat du collège de Rangiroa (tranche complémentaire).

Le reste sans changement.

**Par arrêté n° 656 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 décembre 1998.— Par imputation sur les disponibilités du chapitre 68-92, article 10, de la section territoriale du F.I.D.E.S., il est attribué au Centre polynésien des sciences humaines (C.P.S.H.) une subvention d'un montant de 114.036,94 FF, soit 2.073.399 F CFP, pour la réalisation du projet ci-après : valorisation du Musée de Tahiti (1re tranche : aménagement d'un espace vidéo).

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- Montant de l'opération	114.036,94 FF	2.073.399 F CFP
- Taux de la subvention	100 %	
- Montant de la subvention	114.036,94 FF	2.073.399 F CFP

Le versement de la subvention s'effectuera sur présentation des justificatifs de la réalisation effective de l'opération (états de mandatement visés par le payeur des établissements publics).

Les pièces justificatives seront visées par le service du plan.

Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle du programme prévu, l'Etat se réserve le droit d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la présente subvention.

**Par arrêté n° 657 MIDCR** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 décembre 1998.— Par imputation sur les disponibilités du chapitre 68-90, article 10, de la section générale du F.I.D.E.S., il est attribué au territoire de la Polynésie française une subvention d'un montant de 980.793,5 FF, soit 17.832.601 F CFP, pour la réalisation du projet ci-après : actions pédagogiques en faveur de la lecture : équipements des bibliothèques en livres, actions de formation de documentalistes, action d'incitation en direction des élèves (rallye-lecture).

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- Montant des travaux	980.793,5 FF	17.832.601 F CFP
- Taux de la subvention	100 %	
- Montant de la subvention	980.793,5 FF	17.832.601 F CFP

Le versement de la subvention s'effectuera dans la limite des crédits disponibles sur le chapitre susvisé et selon les modalités suivantes :

- un acompte de 50 % sera versé sur présentation de justificatifs de commencement de l'opération (copie des bons ou lettres de commandes) ;
- le versement du solde s'effectuera sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (états complémentaires de mandatement visés par le payeur du territoire).

Les modalités de versement pourront être appliquées pour tout ou partie de l'opération.

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle du programme prévu, l'Etat se réserve le droit d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la présente subvention.

Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

**Par arrêté n° 429 DAF/PERS** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 décembre 1998.— Le jury prévu à l'article 2 de l'arrêté n° 373 DAF/PERS du 14 octobre 1998 portant organisation de deux concours (externe et interne) pour l'accès au grade de secrétaire administratif du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française au titre de l'année 1998, est composé de la manière suivante :

*Président :*

- M. Michel Jeanjean, secrétaire général de la Polynésie française ;

*Membres :*

- Mme Claudie Quillien, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier ;
- Mme Sylvie André, professeur des universités ;
- M. Louis Savoie, responsable de la cellule des concours et formation au sein du service du personnel et de la fonction publique du gouvernement de la Polynésie française.

**Par arrêté n° 7 TG** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 7 décembre 1998.— La liste des délégués de l'administration siégeant au sein des commissions administratives chargées, pour chaque bureau de vote de la subdivision des îles Tuamotu-Gambier, de dresser la liste électorale pour l'année 1999 est modifiée comme suit :

Commune de Nukutavake

*Bureau de vote de Vahitahi*

*Au lieu de :* M. Dominique Tehei ;

*Lire :* Mme Denise Petis, épouse Sandford.

## ACTES PRIS CONJOINTEMENT

### CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

**CONVENTION de financement n° 410-98 FREPF** du 17 novembre 1998 relative à la participation de l'Etat (ministère de la défense) au financement des travaux d'extension du port de pêche de Papeete (quai ouest, aménagement des voiries et parking) au titre de la programmation de l'année 1998.

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 96-1983 du 8 août 1996 pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie française signée le 25 juillet 1996 ;

Vu la convention particulière n° 60-97 du 15 juillet 1997 portant modalités de gestion du fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française ;

Vu la demande de l'EPIC Port autonome de Papeete (P.A.P.) en date du 25 septembre 1998 relative au projet de réalisation des travaux d'extension du port de pêche de Papeete ;

Vu la décision n° 1-98 du comité de gestion du fonds pour la reconversion économique de la Polynésie française en date du 2 juillet 1998 ;

Vu les décisions de lancement d'opération libérée n° 42-97 et n° 26-98 des 16 juillet 1997 et 25 août 1998 relative à la participation financière du ministère de la défense, dans le cadre du maintien, en faveur de la Polynésie française du niveau des flux financiers qui résultent de l'activité du C.E.P., au titre des exercices 1996 et 1997 ;

Vu les délégations d'autorisation de programme suivantes :

- n° 4665 du 31 juillet 1997 d'un montant de 10.500.000 FF (à hauteur de 6.375.000 FF) ;
- n° 3982 du 9 septembre 1998 d'un montant de 157.300.000 FF (à hauteur de 2.287.500 FF), imputables sur le chapitre 66-50, article 21, du ministère de la défense ;

Vu le dossier technique et financier présenté ;

L'Etat (ministère de la défense), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Le territoire de la Polynésie française, représenté par le Président du gouvernement de la Polynésie française,

et

Le port autonome de Papeete (P.A.P.), représenté par la directrice,

#### Préambule :

Le programme stratégique présente la filière pêche comme une composante importante du renforcement des ressources propres du territoire.

Les équipements actuels du port de pêche sont insuffisants et inadaptés pour permettre aux pêcheurs de développer leur activité et notamment l'exportation. Cette activité passe par la mise aux normes d'hygiène imposées par les deux grands marchés américains et européens.

Dans ce contexte, un programme de réaménagement et d'extension des équipements du port de pêche de Papeete a été envisagé pour accompagner le développement recherché de la filière pêche en Polynésie française, en particulier pour l'exportation.

Ce programme porte sur :

- d'une part, la construction d'un bâtiment mareyage destiné à l'exportation et le réaménagement des infrastructures existantes destinées au mareyage local ;
- et d'autre part, la construction du quai ouest et l'aménagement des voiries et parking nécessaires, dont le financement fait l'objet de la présente convention.

Convient de ce qui suit :

#### Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement et d'utilisation des crédits affectés au financement des travaux d'extension du port de pêche de Papeete (quai ouest, aménagement des voiries et parking), au titre de la programmation de l'année 1998, soit 8.662.500 FF (157.500.000 F CFP).

#### Art. 2.— *Description et coût de l'opération*

La présente opération relative à la réalisation des travaux d'extension du port de pêche de Papeete mise en œuvre par le

port autonome de Papeete s'élève à 157.500.000 F CFP comprenant notamment :

- la construction du quai de débarquement du poisson frais situé face au bâtiment de mareyage export (quai n° 2 ou quai ouest) pour un montant global de 100 M F CFP ;
- l'aménagement de la voirie autour du bâtiment export et la réalisation d'un parking pour un montant global de 50 M F CFP (réseau d'assainissement des eaux pluviales : 4,6 M F CFP, mise en place d'une clôture : 5 M F CFP et aménagement des voies de desserte et d'aires de stationnement 40,40 M F CFP).

#### Art. 3.— *Plan de financement*

Par imputation sur les disponibilités du chapitre 66-50, article 21, du ministère de la défense, il est accordé au port autonome de Papeete (P.A.P.) une subvention d'un montant de 8.662.500 FF (157.500.000 F CFP) pour la réalisation des travaux d'extension du port de pêche de Papeete (quai ouest, aménagement des voiries et parking).

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- montant de l'opération	8.662.500 FF (157.500.000 F CFP)
- taux de subvention	100 %
- montant de la subvention	8.662.500 FF (157.500.000 F CFP)

#### Art. 4.— *Modalités de versement*

L'Etat s'engage à verser la subvention, dans la limite des crédits disponibles, dans les conditions suivantes :

- un premier acompte de 20 % sur présentation de justificatif de commencement de l'opération (copie de la notification du marché et de l'ordre de service) ;
- un second acompte de 50 % sur présentation de justificatif d'utilisation du premier acompte (états de mandatement visés par le payeur des établissements publics) ;
- le solde sur présentation des justificatifs de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté (états de mandatement visés par le payeur des établissements publics, copie du procès-verbal de réception des travaux).

Pour tenir compte des délais de fin de gestion annuelle, les pièces justificatives d'utilisation de la présente subvention seront adressées à l'ordonnateur avant le 1er novembre de l'exercice du versement sollicité.

La présente subvention est imputable au chapitre 66-50, article 21, du ministère de la défense.

La participation financière de l'Etat (ministère de la défense) correspond à un montant plafond de subvention. Le montant définitif sera fonction du coût de l'exécution effective du programme.

#### Art. 5.— *Contrôle*

En application des dispositions de l'article 24 de la convention particulière n° 60-97 visée ci-dessus, l'ordonnateur s'assurera de l'exécution du service fait et de la bonne utilisation des fonds.

**Art. 6.— Obligations du bénéficiaire**

Dans le respect des dispositions de la convention particulière n° 60-97 visée ci-dessus, le bénéficiaire s'engage à :

- utiliser la subvention qui lui est octroyée exclusivement à la réalisation du programme présenté dans le dossier technique ;
- faciliter les contrôles et fournir tous documents nécessaires à ces contrôles (art. 24) ;
- garantir la probité des documents fournis à l'administration ;
- porter à la connaissance du public des éléments d'informations concernant l'opération (art. 27) ;
- fournir tous documents nécessaires à l'évaluation (art. 28).

**Art. 7.— Sanctions**

En cas de non-exécution, d'exécution partielle ou d'exécution non conforme au programme présenté, l'Etat se réserve le droit d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la présente subvention.

**Art. 8.— Modifications**

Les dispositions de la présente convention pourront être modifiées ou complétées par voie d'avenant soumis à la décision préalable du comité de gestion après agrément des parties signataires.

**Art. 9.— Dénonciation**

Toute dénonciation de la convention ne peut intervenir de plein droit qu'en raison du non-respect des engagements contractuels. La demande de résiliation devra être accompagnée d'un exposé des motifs.

**Art. 10.— Durée de la convention**

La présente convention, dont l'extrait (composé des visas, du préambule et des articles 1er, 2 et 3) sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, prend effet dès signature.

Si à l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente convention sera considérée comme caduque.

Fait à Papeete, le 17 novembre 1998.

Pour le territoire :

Le Président du gouvernement  
de la Polynésie française,  
Gaston FLOSSE.

Pour l'Etat :

Le haut-commissaire  
de la République  
en Polynésie française,  
Jean ARIAUD.

Pour le port autonome de Papeete :

La directrice,  
Béatrice CHANSIN.

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 1590 CM du 4 décembre 1998 fixant, au titre de l'année 1999, la liste des fêtes légales et jours fériés applicable aux agents en fonctions dans les services et établissements publics du territoire.**

NOR : PEL9801881AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 2 décembre 1998,

Arrête :

**Article 1er.—** Au titre de l'année 1999, dans les services et établissements publics du territoire de la Polynésie française, la liste des fêtes légales et jours fériés est fixée comme suit :

- |                               |                          |
|-------------------------------|--------------------------|
| - Jour de l'an                | : vendredi 1er janvier ; |
| - Arrivée de l'Evangile       | : vendredi 5 mars ;      |
| - Vendredi saint              | : vendredi 2 avril ;     |
| - Pâques                      | : dimanche 4 avril ;     |
| - Lundi de Pâques             | : lundi 5 avril ;        |
| - Fête du travail             | : samedi 1er mai ;       |
| - Armistice 1945              | : samedi 8 mai ;         |
| - Ascension                   | : jeudi 13 mai ;         |
| - Pentecôte                   | : dimanche 23 mai ;      |
| - Lundi de Pentecôte          | : lundi 24 mai ;         |
| - Fête de l'autonomie interne | : mardi 29 juin ;        |
| - Fête nationale              | : mercredi 14 juillet ;  |
| - Assomption                  | : dimanche 15 août ;     |
| - Toussaint                   | : lundi 1er novembre ;   |
| - Fête de la Victoire 1918    | : jeudi 11 novembre ;    |
| - Noël                        | : samedi 25 décembre.    |

**Art. 2.—** Le ministre des finances et des réformes administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 décembre 1998.

Pour le Président absent :

Le vice-président,  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre des finances  
et des réformes administratives,  
Patrick PEAUCELLIER.



**ARRETE n° 1592 CM du 4 décembre 1998 portant création d'un comité de suivi des travaux de réalisation et d'exploitation du centre de recyclage et de transfert situé à Motu Uta, commune de Papeete.**

NOR : ENV980188AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 2 décembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé un comité de suivi des travaux de réalisation et d'exploitation du centre de recyclage et de transfert de Motu Uta, commune de Papeete.

Art. 2.— Le comité de suivi est composé des membres suivants :

- le ministre de l'environnement ou son représentant ;
- le ministre de la santé et de la recherche ou son représentant ;
- le ministre de l'équipement ou son représentant ;
- le maire de la commune de Taiarapu-Est ou son représentant ;
- le maire délégué de la section de commune de Afaahiti ou son représentant ;
- le maire de la commune de Papeete ou son représentant ;
- la directrice du port autonome de Papeete ou son représentant ;
- le représentant de l'Etat ;
- le président du conseil d'administration de la Société environnement polynésien ;
- deux représentants des associations de protection et de défense de l'environnement, désignés par la fédération des associations de protection de l'environnement ;
- le président de l'association Taravao Nui Ma.

Art. 3.— La présidence du comité est assurée par le ministre de l'environnement ou son représentant. La vice-présidence est assurée par le ministre de la santé et de la recherche, ou son représentant et le secrétariat est assuré par la Société environnement polynésien.

Art. 4.— Le rôle du comité est de contrôler la conformité des travaux de réalisation et d'exploitation du centre de recyclage et de transfert de Motu Uta par rapport aux prescriptions.

Art. 5.— Le comité se réunit soit sur convocation du ministre de l'environnement, soit à la demande de la moitié des membres et au moins une fois par trimestre.

Art. 6.— Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 décembre 1998.

Pour le Président absent :

Le vice-président,  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre de l'environnement,  
Lucie LUCAS.

**ARRETE n° 1593 CM du 7 décembre 1998 nommant Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin commissaire de gouvernement de l'Institut de formation des travailleurs sociaux (I.F.T.S.).**

NOR : AFS9801887AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité et de la famille,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-105 AT du 4 août 1988 portant création de l'Institut de formation des travailleurs sociaux ;

Vu les délibérations n° 95-45 AT du 24 février 1995 et n° 96-118 APF du 10 octobre 1996 portant dissolution de l'I.F.T.S. ;

Vu l'arrêté n° 1144 CM du 13 octobre 1988 portant attributions, fonctionnement, gestion financière et comptable de l'établissement public modifié par arrêté n° 998 CM du 16 juillet 1998 ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics modifié par arrêté n° 1070 CM du 3 décembre 1993 ;

Vu l'arrêté n° 753 CM du 17 juillet 1995 complétant l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 2 décembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— Mme Voltina Roomataaroa-Dauphin, chef du service de la traduction et de l'interprétariat, est nommée commissaire de gouvernement auprès de l'I.F.T.S.

Art. 2.— Le ministre de la solidarité et de la famille est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 décembre 1998.

Pour le Président absent :

Le vice-président,  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre de la solidarité  
et de la famille,  
Béatrice VERNAUDON.

**ARRETE n° 1594 CM du 7 décembre 1998 mettant fin aux fonctions de M. Henri Lanoux en qualité de chef de service de la délégation à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'insertion sociale des jeunes.**

NOR : EMP9801388AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 382 CM du 31 mars 1998 portant nomination de M. Henri Lanoux en qualité de chef de service de la délégation à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'insertion sociale des jeunes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 2 décembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 2 décembre 1998, il est mis fin aux fonctions de M. Henri Lanoux en qualité de chef de service de la délégation à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'insertion sociale des jeunes.

Art. 2.— A compter de la même date, M. Bruno Lai est nommé chef de service par intérim de la délégation à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'insertion sociale des jeunes.

Art. 3.— Le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 décembre 1998.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'emploi  
et de la formation professionnelle,*  
Lucette TAERO.

**ARRETE n° 1610 CM du 9 décembre 1998 portant création d'une commission médicale dans les établissements de santé privés.**

NOR : DSP9801871AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et de la recherche,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 27 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 92-96 AT du 1er juin 1992 portant réforme du système hospitalier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 25 novembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé dans chaque établissement de santé privé une commission médicale chargée de veiller à l'indépendance professionnelle des praticiens et de participer à l'évaluation des soins.

Art. 2.— La commission médicale est constituée de plein droit par les praticiens qui exercent dans l'établissement. Elle élit en son sein le président et le vice-président au scrutin majoritaire à deux tours, pour une durée de mandat de deux ans.

Art. 3.— Lors de sa première réunion, la commission médicale fixe les modalités de son fonctionnement, notamment en ce qui concerne les fréquences de ses réunions et l'organisation de son secrétariat. Elle établit son règlement intérieur et désigne un secrétaire de séance.

Art. 4.— Le directeur de l'établissement assiste avec voix consultative aux séances de la commission. Il peut être assisté des collaborateurs de son choix, après accord du président de la commission médicale.

Par ailleurs, la commission peut entendre toute personne compétente sur les questions à l'ordre du jour. Ses séances ne sont pas publiques.

Art. 5.— La commission médicale est obligatoirement consultée sur :

- le projet d'établissement comprenant notamment la définition des spécialités médicales pratiquées au sein de l'établissement ;
- le règlement intérieur ;
- les questions intéressant l'aménagement et l'équipement de l'établissement, ainsi que l'hygiène et la salubrité des locaux ;
- l'organisation et le fonctionnement des services de soins ainsi que tous les aspects techniques des activités médicales ;
- les dispositions propres à la mise en œuvre d'une politique de maîtrise des dépenses de santé et en particulier les prévisions annuelles de l'activité de l'établissement ainsi que l'analyse des résultats des tableaux de bord de suivi des dépenses de soins.

Art. 6.— La commission peut créer des comités ou commissions pour l'étude, la mise en place et le suivi d'activités ou missions spécifiques. Elle crée notamment en liaison avec l'administration de l'établissement un comité de lutte contre l'infection nosocomiale et une commission du médicament.

Art. 7.— Avec le concours de la direction de l'établissement, la commission établit un rapport annuel relatif à l'évaluation technique des soins dispensés dans l'établissement. Ce rapport est transmis par la direction de l'établissement à

la direction de la santé et au service du contrôle médical de la Caisse de prévoyance sociale. En outre, en l'absence d'un responsable de département d'information médicale, le président de la C.M.E. organise avec la direction de l'établissement l'archivage et la communication des dossiers médicaux.

Art. 8.— Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 décembre 1998.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de la santé  
et de la recherche,*  
Patrick HOWELL.

**ARRETE n° 1616 CM du 15 décembre 1998 portant nomination des représentants du territoire aux fonctions d'administrateurs de la "S.E.M. Assainissement des eaux de Tahiti" et autorisant la souscription de 800 actions émises par cette société.**

NOR : SEC9801039AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération modifiée n° 94-5 du 13 janvier 1994 fixant les statuts types des sociétés d'économie mixte associant le territoire de la Polynésie française ou ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 98-7 APF du 3 février 1998 abrogeant la délibération n° 94-16 AT du 10 mars 1994 et portant création de la "S.E.M. Assainissement des eaux de Tahiti" ;

Vu l'arrêté n° 735 CM du 29 mai 1998 portant nomination d'un représentant du territoire pour l'approbation des statuts de la "S.E.M. Assainissement des eaux de Tahiti" ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé ou du domaine public du territoire ;

Vu la délibération n° 97-221 APF du 4 décembre 1997 modifiée approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1998 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 9 décembre 1998,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés aux postes d'administrateurs de la "S.E.M. Assainissement des eaux de Tahiti" au titre de représentants du territoire :

- M. Jonas Tahuaitu, ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires ;
- M. Patrick Peaucellier, ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès ;
- M. Gaston Tong Sang, ministre des affaires foncières, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, chargé de la prévention des risques naturels ;
- Mme Lucie Lucas, ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel.

Art. 2.— Le mandat des représentants du territoire prend fin sur décision du conseil des ministres ou lors du renouvellement intégral des membres du gouvernement.

Dans ce dernier cas, le mandat de ces représentants est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants.

Art. 3.— Est autorisée la souscription de 800 actions émises par la "S.E.M. Assainissement des eaux de Tahiti".

Art. 4.— La dépense s'élève à 4.000.000 F CFP (*quatre millions de francs CFP*), soit 5.000 F CFP (*cinq mille francs CFP*) par action, et est imputable au budget local d'investissement, chapitre 914, pour 4.000.000 F CFP à l'opération AP 304-95 : "Participation au capital des S.A.E.M."

Art. 5.— Le Président du gouvernement de la Polynésie française est habilité à signer le bulletin de souscription.

Art. 6.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, et le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 décembre 1998.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

Pour le ministre des finances  
et des réformes administratives :

*Le vice-président,  
ministre du développement des archipels  
et des postes et télécommunications,*  
Edouard FRITCH.

*Le ministre de l'équipement  
et des autres circonscriptions portuaires,*  
Jonas TAHUAITU.

NOR : AFD9801895AC

**Par arrêté n° 1585 CM du 4 décembre 1998.**— Est autorisée l'occupation du domaine public maritime d'une superficie de 1.000 m<sup>2</sup> situé au droit du lot 2 du partage du domaine Matoi au profit de la Société Gaumont Télévision pour la construction d'un décor de film.

La Société Gaumont Télévision est autorisée à construire un décor comprenant trois fare sur pilotis : un fare greffe d'une superficie de 105 m<sup>2</sup>, un fare commun d'une superficie de 147 m<sup>2</sup> et un fare bureau de 141 m<sup>2</sup>. Le tout relié par un ponton de 58 m de long sur 1,20 m de large.

Cette occupation est autorisée pour une durée de six mois, renouvelable par période de trois mois, à l'initiative de la société et pour une durée totale de 24 mois. A la fin de son occupation, la société s'engage à remettre les lieux en leur état naturel.

La présente occupation est exonérée de redevance.

NOR : SAU9801816AC

**Par arrêté n° 1586 CM du 4 décembre 1998.**— Une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue est accordée à M. Arcel Rey pour le compte de la S.C.I. Tetiamoarii en ce qui concerne la modification du 4<sup>e</sup> étage de l'immeuble d'habitation sis rue du 5 mars 1797 telle que réalisée selon les documents présentés au COMAP du 26 août 1998 sous le n° 98-26 COMAP.

Cette dérogation porte sur les dispositions de l'article 12 H en secteur A du plan d'urbanisme et permet un dépassement de la hauteur absolue de 11 m + 1 étage en retrait selon H = L, la hauteur de l'immeuble passant à 13,70 m au dernier niveau.

Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

NOR : SAU9801885AC

**Par arrêté n° 1587 CM du 4 décembre 1998.**— Une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue est accordée à M. Michel Barbier en vue de la réalisation à Papeete, dans la vallée de Tipaerui, route du Pic Rouge, d'un immeuble d'habitation, selon les dispositions du dossier enregistré sous le n° 98-35 COMAP du 7 octobre 1998.

La dérogation accordée porte sur l'article 12 H du règlement d'urbanisme, secteur B', et autorise la construction sur une hauteur de 7,75 mètres en façades, au lieu de 7 mètres.

La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

NOR : SAU9801884AC

**Par arrêté n° 1588 CM du 4 décembre 1998.**— Une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue est accordée au ministère de la culture, de l'artisanat et de la vie associative pour la réalisation du projet du bâtiment "Culture" face au C.E.S.C. selon les éléments établis par la direction de l'équipement et présentés au COMAP en séance du 26 août 1998 sous le n° 98-25 COMAP.

Cette dérogation concerne les dispositions de l'article 8 H en secteur A et autorise la construction sans galerie couverte à l'alignement des voies.

Toutefois, et afin d'améliorer le cheminement piéton, il est demandé de porter l'emprise du trottoir à 2 m de large de passage libre, à réserver hors de l'emprise de la voirie.

La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

NOR : SAU9801893AC

**Par arrêté n° 1589 CM du 4 décembre 1998.**— Des dérogations au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, Pirae et Arue sont accordées à M. Jérôme Matahi de Vals en ce qui concerne le projet d'immeuble de logements à réaliser sur la parcelle cadastrée n° 310, section R2, à Pirae (lot n° 1 du lotissement Matahoi), selon les éléments présentés au COMAP dans la séance du 7 octobre 1998 sous le n° 98-34 COMAP.

Ces dérogations portent sur les dispositions des articles 8 H et 9 H en secteur B' et autorisent respectivement :

- l'implantation du bâtiment en retrait de 1 m au lieu de 5 m vis-à-vis de la voie du lotissement ;
- l'implantation du bâtiment en retrait de 0,47 m au lieu de 4 m vis-à-vis de la limite du lot n° 2 du lotissement Matahoi (parcelle cadastrée n° 311, section R2), au vu de l'accord de voisinage.

La dérogation accordée par le présent arrêté pourra être rapportée en cas de modification du programme ou de la conception architecturale.

Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité dont l'application sera vérifiée dans le cadre de la procédure d'autorisation des travaux immobiliers.

Cet arrêté deviendra caduc dans le cas où la construction ne serait pas effectuée dans un délai de deux années à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française.

NOR : TT19801891AC

**Par arrêté n° 1591 CM du 4 décembre 1998.**— L'allocation totale est basée sur la desserte maritime régulière de Raiatea-Tahaa, définie par l'arrêté n° 1358 CM du 9 octobre 1998.

a) L'annexe 2 de l'arrêté n° 1065 CM du 5 octobre 1990, modifié et complété, fixant la liste des navires de commerce assurant la desserte maritime admis au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par la délibération n° 90-86 AT du 30 août 1990 et fixant les conditions d'application de cette délibération, est complétée comme suit :

“Colonne

- 1 M. Terehu Dimos
- 2 Tianee
- 3 arrêté n° 1358 CM du 9 octobre 1998
- 4 néant (fioul)
- 5 6.000 litres de gazole par mois
- 6 néant (fioul)
- 7 72.000 litres de gazole par an”.

b) L'annexe 2 de l'arrêté n° 672 CM du 4 août 1993 fixant la liste des navires de commerce assurant la desserte maritime admis au bénéfice du régime d'exonération des droits et taxes institué par la délibération n° 90-115 AT du 13 décembre 1990 et fixant les conditions d'application de cette délibération, est complétée comme suit :

“Colonne

- 1 M. Terehu Dimos
- 2 Tianee
- 3 arrêté n° 1358 CM du 9 octobre 1998
- 4 30 litres d'huiles lubrifiantes par mois
- 5 480 litres d'huiles lubrifiantes par an”.

NOR : OPT9801894AC

**Par arrêté n° 1595 CM du 7 décembre 1998.**— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations n° 98-30 OPT et n° 98-32 OPT adoptées par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications, lors de sa séance extraordinaire du 19 novembre 1998.

*Délibération n° 98-30 OPT du 19 novembre 1998*

Article 1er.— La tarification des accès au réseau Internet et des services Internet, applicable à compter du 1er décembre 1998, fait l'objet des annexes jointes à la présente délibération.

Dans le cadre de dynamisation du marché, il sera possible d'offrir, dans le cadre d'opérations promotionnelles, des abonnements Internet de type RTC dans la limite de deux mois d'abonnement maximum par abonné et par an, et conformément au niveau d'abonnement souscrit.

Art. 2.— Cette tarification abroge celle figurant en annexe à la délibération n° 97-57 du 12 décembre 1997 du conseil d'administration de l'O.P.T., portant tarification des accès au réseau Internet et des services Internet mis en place par l'Office des postes et télécommunications, approuvée et rendue exécutoire par l'arrêté n° 279 CM du 23 février 1998.

Art. 3.— Compte tenu de l'évolution rapide du réseau et des services Internet, l'accès à de nouveaux services pourra faire l'objet d'offres sur mesure.

ANNEXE 1

*Tarification des accès au réseau Internet (réseau O.P.T. + accès au réseau Internet)*

**1 - Frais fixes pour les accès temporaires**

Frais de mise en service de l'accès au service Internet : 7.767 F CFP (HT), perçus une fois pour toute.  
Le règlement de ces frais fixes donne droit à l'attribution d'un identifiant (login) et d'un mot de passe.  
Le changement de mot de passe effectué en ligne par le client est gratuit.

**2 - Coût d'utilisation du réseau O.P.T.**

Types d'accès	Mode d'accès Numéro d'appel	Débits	Frais de raccordement	Tarifs	Modem
Accès temporaires "Dial UP IP" Une station est reliée ponctuellement à l'opérateur via un modem et le réseau téléphonique commuté ou le RNIS. Une adresse IP est allouée dynamiquement au moment de la connexion.	RTC 36 40	En fonction du modem, les débits autorisés sont de 56 kbit/s (technologie X2 FR), 33,6 kbit/s, 28,8 kbit/s et inférieurs (1)	Néant	Tarif en vigueur de la communication intracirconscription	Non fourni
Accès RTC					
Accès RNIS	Numéris (2) 36 50	64 kbit/s	Néant	Tarif en vigueur de la communication Numéris intracirconscription	Carte RNIS non fournie
Accès permanent "Full IP"					
Accès LSN : le réseau local de l'utilisateur est relié à l'opérateur donc à Internet, via une ligne spécialisée numérique.	Ligne spécialisée numérique (2)	19,2 kbit/s	Frais de mise en service des liaisons numériques en vigueur	Tarif en vigueur de l'abonnement mensuel d'une liaison spécialisée	Inclus
Une adresse de classe C (au minimum) et un nom de domaine sont alloués.	Ligne spécialisée numérique (2)	64 kbit/s	Frais de mise en service des liaisons numériques en vigueur	Tarif en vigueur de l'abonnement mensuel d'une liaison spécialisée	Inclus

(1) Débits maximum non garantis sur la totalité du réseau téléphonique commuté de la Polynésie française.

(2) En fonction des possibilités techniques de raccordement du client au réseau Numéris ou de construction de la L.S. numérique.

### 3 - Coûts d'accès au réseau Internet (Abonnement + trafic)

Pour les formules "Forfait accès RTC de base", "Forfait accès RTC illimité" et "Forfait accès RNIS", le montant de l'abonnement du mois en cours à la date de souscription n'est pas perçu.

Pour les formules "Forfait accès RTC de base", "Forfait accès RTC illimité" et "Forfait accès RNIS", la durée minimum d'abonnement est de 3 mois et le niveau d'abonnement choisi par le client est arrêté pour une période d'un mois indivisible.

Pour les formules "Accès liaison spécialisée", la durée minimum d'abonnement est de 1 an.

Formules d'abonnement	Montant de l'abonnement mensuel (HT)	Nombre d'heures (forfait)	Coût de l'heure supplémentaire (HT) (1)
Forfait accès RTC de base	1.942 F CFP	2 heures	971 F CFP, plafonné à 19.420 F CFP par mois
Forfait accès RTC illimité	9.000 F CFP	illimité	sans
Forfait accès Numéris	18.000 F CFP	illimité	sans
Forfait accès Numéris + RTC	24.000 F CFP	illimité	sans
Forfait accès liaison spécialisée à 19,2 kbit/s	50.485 F CFP	illimité	sans
Forfait accès liaison spécialisée à 64 kbit/s	189.320 F CFP	illimité	sans

(1) La facturation des connexions excédant le forfait mensuel est calculée sur le cumul des connexions mensuelles (à la seconde) par tranche de 3 minutes indivisible, soit 48,5436 F CFP (TTC) par tranche de 3 minutes.

### 4 - Accès kiosque au réseau Internet (Trafic)

Cette tarification est destinée aux utilisateurs occasionnels d'accès au réseau Internet ou aux personnes de passage en Polynésie française désirant se connecter à ce réseau. Il n'est perçu ni frais fixes, ni frais d'accès, ni abonnement au titre du service "Accès kiosque".

Type d'accès	Mode d'accès Numéro d'appel	Débit	Tarif (réseau O.P.T. + accès au réseau Internet)	Modem
Accès kiosque : une station est reliée ponctuellement à l'opérateur via un modem et le RTC. Une adresse IP est alors allouée dynamiquement au moment de la connexion. La connexion, obtenue par le numéro d'appel 36 88 88, est effectuée avec le login "anonymous" et le mot de passe "anonymous".	RTC 36 88 88	En fonction du modem, les débits autorisés sont de 56 kbit/s (technologie X2 FR), 33,6 kbit/s, 28,8 kbit/s et inférieurs (1)	62 F CFP/mn HT à partir du RTC de l'archipel de la Société 93 F CFP/mn HT à partir du RTC des archipels éloignés	non inclus

(1) Débits maximum non garantis sur la totalité du territoire de la Polynésie française.

## ANNEXE 2

### Tarification des services Internet

Les tarifs ci-dessous se rajoutent aux tarifs d'accès au réseau Internet de l'annexe 1.

Définition du service	Libellé du service	Tarifs
1 - Les services MAIL Attribution d'une adresse électronique sur un serveur "mail.pl" de la forme : "user" @ mail.pl.	- Attribution d'une Boîte aux Lettres de taille illimitée + adresse électronique (1)	777 F CFP (HT)/mois
2 - Les Forums (ou News) Les forums sont appelés aussi News ou conférence USENET. Ce service constitue un vaste forum thématique. Chaque forum (NEWS-GROUP) regroupe des participants et des experts du monde entier intéressés par le même sujet (technique, culturel, pratique) où le principe de la libre participation de chacun se fait par un système de question-réponse ou FAQ (FREQUENTLY ASKED QUESTION).	- Accès aux FORUMS ou NEWS : news.pl	Gratuit pour tous les abonnés
3 - Attribution d'un nom de domaine et d'une adresse IP (Internet Protocole) sur une machine Internet L'Office étant reconnu sur le plan international, tous les serveurs locaux peuvent être contactés par le réseau Internet.	- Attribution d'un nom de domaine fixe	15.000 F CFP (HT)/an payable par an
	- Attribution d'une adresse IP fixe, pour les accès temporaires (RTC et RNIS)	15.000 F CFP (HT)/an payable par an

(1) L'opérateur se réserve le droit de supprimer les messages datant de plus de 3 mois lorsque la taille globale des messages hébergés met en péril le fonctionnement du service.

*Délibération n° 98-32 OPT du 19 novembre 1998*

Article 1er.— A compter du 1er décembre 1998, l'Office des postes et télécommunications commercialise le service NUMERIS DUO.

Cette offre de service autorise simultanément, par l'intermédiaire d'une terminaison numérique du réseau RNIS, un accès aux services NUMERIS et deux accès aux services RTC, sur une seule ligne RNIS.

Cet abonnement est soumis aux mêmes dispositions contractuelles que celles applicables à l'ensemble des abonnements NUMERIS.

La disponibilité de NUMERIS DUO est liée à celle du réseau NUMERIS.

La durée minimum de cet abonnement est de six mois, sauf dans le cas d'une résiliation pour transfert.

Le titulaire bénéficie de la disposition à titre gracieux de 3 numéros dans l'annuaire téléphonique publié l'année suivant celle de la souscription de cet abonnement.

Art. 2.— La tarification applicable à l'abonnement au service "NUMERIS DUO" est fixée comme suit :

*2.1 Demande pour un nouvel abonnement**Frais forfaitaires d'accès au réseau :*

19.417 F CFP HT perçus en une seule fois, lors de l'émission de la facture suivant la mise en service de la ligne RNIS correspondante.

*Abonnement mensuel : 5.049 F CFP HT*

L'abonnement mensuel comprend la parution dans l'annuaire de 3 numéros à titre gracieux (pages blanches et jaunes).

*2.2 Demande de transfert d'un abonnement "NUMERIS DUO"*

Les frais de transfert d'un abonnement NUMERIS DUO sont fixés à 4.854 F CFP HT.

*2.3 Migration d'un abonnement "NUMERIS" vers un abonnement "NUMERIS DUO"*

La migration est possible et sera facturée 9.709 F CFP HT perçus en une seule fois, lors de l'émission de la facture suivant la mise en service de la ligne RNIS correspondante.

Le numéro d'appel est conservé par le client.

*2.4 Migration d'un abonnement "ligne(s) téléphonique(s) analogique(s)" vers un abonnement "NUMERIS DUO"*

Une réduction de 9.709 F CFP HT par ligne téléphonique analogique restituée à la même adresse, avec un maximum de 19.417 F CFP HT est accordée.

Les frais d'accès sont perçus en une seule fois, lors de l'émission de la facture suivant la mise en service de la ligne principale correspondante.

Une dénumérotation est nécessaire, le numéro d'appel ne pourra pas être conservé par le client.

*2.5 Liste rouge*

Le service "liste rouge" peut être fourni en supplément aux abonnés "NUMERIS DUO" qui le demandent aux tarifs et conditions du catalogue des prix.

*2.6 Non-paiement*

Si un abonné "NUMERIS DUO" ne paie pas son abonnement, les procédures actuellement en vigueur lui sont appliquées à savoir :

- il passe dans un premier temps en "service très restreint" ;
- il est résilié d'office au bout de 90 jours (cas identique à l'abonnement de la ligne mixte) ;
- en cas de reprise d'abonnement "NUMERIS DUO" après résiliation d'office, les frais de mise en service sont ceux du catalogue dans tous les cas : 19.417 F CFP HT.

*2.7 Reprise d'abonnement 30 jours après résiliation :*  
9.709 F CFP HT.

NOR : CFS9801877AC

**Par arrêté n° 1596 CM du 7 décembre 1998.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 15-98 C.A. autorisant une souscription de la C.P.S. à l'augmentation de capital de la Financière hôtelière polynésienne pour un montant total de 96.000.000 F CFP (quatre-vingt-seize millions de francs CFP) prise en conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale du 30 octobre 1998.

NOR : CFS9801878AC

**Par arrêté n° 1597 CM du 7 décembre 1998.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 16-98 C.A. modifiant la convention relative au prêt de 200 millions de francs consenti par la C.P.S. au C.H.T. pour financer l'acquisition d'un scanner, prise en conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale du 30 octobre 1998.

NOR : DSP9801875AC

**Par arrêté n° 1598 CM du 7 décembre 1998.**— M. El Battah Abdellah, docteur en pharmacie, est autorisé à créer une officine de pharmacie dans la commune de Tahaa, sise à Haamene, sur la parcelle du lot F de la terre Haamene.

La présente autorisation cessera d'être valable si dans le délai d'un an, qui court à partir du jour où la licence a été délivrée, l'officine n'a pas été ouverte au public.

Si, pour une raison quelconque, l'officine susvisée cesse d'être exploitée, le pharmacien propriétaire ou ses héritiers devront renvoyer la présente licence au ministère de la santé et de la recherche.

L'officine ainsi créée, sauf en cas de force majeure, ne peut être vendue, cédée, échangée ou être l'objet de transaction avant l'expiration d'un délai de dix ans, qui court à partir du jour de son ouverture (déclaration d'exploitation).

NOR : DSP9801876AC

**Par arrêté n° 1599 CM du 7 décembre 1998.**— Le docteur Evelyn Kerleau est autorisée à exercer la propharmacie dans son cabinet médical sis à Patio, commune de Tahaa (îles Sous-le-Vent), et à délivrer des médicaments dans les limites des lois et règlements en vigueur en Polynésie française, aux personnes auxquelles elle donne des soins dans ladite commune.

L'approvisionnement des médicaments nécessaires à son activité se fera auprès de l'officine de pharmacie la plus proche de son cabinet médical. Les médicaments délivrés devront être revêtus du cachet du pharmacien fournisseur et vendus au même prix que celui pratiqué dans l'officine correspondante.

En ce qui concerne les substances vénéneuses du tableau B, le docteur Kerleau Evelyne ne pourra détenir que celles prévues à l'arrêté n° 1663 S du 5 juin 1981 et en quantité au plus égale à celles fixées par cet arrêté.

Cette autorisation est incessible et intransmissible. Elle est toujours révocable. Elle sera retirée dès la création d'une officine de pharmacie ouverte au public dans cette commune.

NOR : FPA9801857AC

**Par arrêté n° 1600 CM du 7 décembre 1998.**— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration du Centre de formation professionnelle des adultes :

- délibération n° 5-98 portant approbation du compte financier de l'exercice 1997 du Centre de formation professionnelle des adultes ;
- délibération n° 6-98 portant affectation du résultat de l'exercice 1997 du Centre de formation professionnelle des adultes.

NOR : FPA9801858AC

**Par arrêté n° 1601 CM du 7 décembre 1998.**— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration du Centre de formation professionnelle des adultes :

- délibération n° 8-98 portant création des postes budgétaires du Centre de formation professionnelle des adultes ;
- délibération n° 9-98 portant transformation d'un poste budgétaire au Centre de formation professionnelle des adultes.

NOR : FPA9801859AC

**Par arrêté n° 1602 CM du 7 décembre 1998.**— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 10-98 du 12 novembre 1998 du conseil d'administration du Centre de formation professionnelle des adultes arrêtant le budget modifié n° 2-98 de l'établissement pour l'exercice 1998 à la somme de *quatre cent quatre-vingt-seize millions quatre cent trente-neuf mille deux cents francs CFP* (496.439.200 F CFP), se décomposant comme suit :

*Section de fonctionnement :*

- recettes : 396.619.769 F CFP
- dépenses : 412.442.386 F CFP

*Section d'investissement :*

- recettes : 99.819.431 F CFP
- dépenses : 74.070.828 F CFP

NOR : SAE9801834AC

**Par arrêté n° 1604 CM du 8 décembre 1998.**— En Polynésie française, les prix maximaux de vente du riz conditionné en sachets de 1 kg de marque Sunlong importé dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 14 octobre 1998 sont fixés dans les conditions définies par le présent arrêté.

Les prix de vente maximaux du riz précité sont fixés, au stade de gros et de détail, en F CFP par kilogramme, comme suit :

	Prix de gros	Prix de détail
Sachet d'1 kg	66	73

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision modifiée n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

NOR : SAE9801834AC

**Par arrêté n° 1605 CM du 8 décembre 1998.**— En Polynésie française, les prix maximaux de vente des farines de froment panifiables des marques Epi d'Or et Manildra, importées dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 14 octobre 1998 sont fixés dans les conditions définies par le présent arrêté.

Les prix de vente maximaux des farines précitées, au stade des importateurs adjudicataires des marchés, sont fixés en F CFP par kilogramme, comme suit :

- boulangeries de Tahiti .....	40
- autres utilisateurs de Tahiti dont les commandes et livraisons unitaires interviennent sur une base minimale de 5 tonnes .....	40
- autres utilisateurs de Tahiti dont les commandes et livraisons unitaires interviennent sur une base inférieure à 5 tonnes .....	44
- boulangeries et utilisateurs des îles autres que Tahiti .....	40

Le montant de l'écart entre le prix de gros défini ci-dessus et les prix de gros notifiés aux adjudicataires des marchés est versé au profit du "Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité soumis à une procédure d'appel d'offres".

Les sommes dues par les adjudicataires des marchés sont versées après qu'un avis des sommes à payer aura été établi par le service des finances et de la comptabilité sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le chef du service des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visé par le service des douanes ; celle-ci devra être adressée au service des affaires économiques au plus tard cinq jours après sa date de délivrance ;
- certificat administratif délivré par le chef du service des affaires économiques.

La marge de détail applicable aux farines précitées ne peut excéder 4 F CFP par kilogramme.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

NOR : SAE9801836AC

**Par arrêté n° 1606 CM du 8 décembre 1998.**— En Polynésie française, les prix maximaux de vente des sucres, de marque Chelsea, importés dans le cadre de l'appel d'offres dépouillé le 14 octobre 1978 sont fixés dans les conditions définies par le présent arrêté.



Les prix de vente maximaux des sucres précités, au stade de gros et de détail, sont fixés, en F CFP par kilogramme, comme suit :

	Prix de gros	Prix de détail
Sachet d'1 kg	68	75
Sac de 35 kg	54	60

Le montant de l'écart entre le prix de gros défini ci-dessus et le prix de gros notifié à l'adjudicataire du marché est versé au profit du "Fonds de stabilisation des prix des produits de première nécessité soumis à une procédure d'appel d'offres".

Les sommes dues par l'adjudicataire du marché sont versées après qu'un avis des sommes à payer aura été établi par le service des finances et de la comptabilité sur la base des documents ci-après :

- copie de la notification des prix établie par le chef du service des affaires économiques ;
- copie du document de mise en consommation visé par le service des douanes ; celle-ci devra être adressée au service des affaires économiques au plus tard cinq jours après sa date de délivrance ;
- certificat administratif délivré par le chef du service des affaires économiques.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est sanctionnée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la décision modifiée n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire.

NOR : AFD9801899AC

**Par arrêté n° 1607 CM du 8 décembre 1998.**— Dans le cadre du financement de la loi Pons du projet de réalisation de l'hôtel Dive Resort Bora Bora, est autorisé le transfert au profit de la S.A.R.L. Top Hotel, pour une durée de 30 ans, à compter de l'octroi de la première concession à M. Petitjean, de divers emplacements du domaine public maritime d'une emprise totale de 1.143 m<sup>2</sup> dont 555 m<sup>2</sup> à charge de remblais au droit de deux concessions définitives accordées à M. Auguste Buchin et attenants à la terre Aoe n° 42 à Nunue, commune de Bora Bora.

Et tel que le tout figure sur le plan de M. P.C. Lacombe, architecte urbaniste i.u.u.p., PC 308.02 daté de juillet 1997, joint à la demande de concession.

Cette autorisation d'occupation est soumise aux clauses et conditions de la convention type approuvée par la décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 et sous les réserves et conditions particulières ci-après que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1) Le bénéficiaire affectera 588 m<sup>2</sup> de l'emprise autorisée à l'implantation d'installations hôtelières et touristiques de style polynésien comprenant notamment :

- 3 bungalows sur l'eau ;
- 1 ponton de 70 m<sup>2</sup> ;
- 1 fare attente sur le platier frangeant ;
- 5 corps morts.

2) Le bénéficiaire devra assurer une protection esthétique du remblai.

Les constructions seront réalisées avec des matériaux locaux pour préserver l'harmonie du projet hôtelier avec son environnement.

3) La société s'engage à prendre toutes les mesures de protection nécessaires, de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin, avant, pendant et après l'exécution des travaux.

4) Elle s'engage à mettre en œuvre tous les moyens propres à assurer la protection du milieu naturel et à se conformer aux recommandations et directives de l'étude d'impact réalisée par la S.N.C. Pae Tai - Pae Uta en septembre 1997 et à celles que pourront lui faire tenir les agents des services compétents de la Polynésie française chargés de cette protection.

Le complexe hôtelier sera raccordé au réseau d'eaux usées communal.

5) Les constructions et installations sur le domaine public maritime sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

6) Le bénéficiaire prendra en charge toutes les conséquences dommageables éventuelles qu'induiront les travaux sur les propriétés riveraines.

7) Elle sera seule tenue à toutes les garanties que ces occupations et constructions pourraient entraîner à l'égard des tiers.

La Société Top Hotel fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard de tout recours contre le gouvernement de la Polynésie française.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse des domaines de Papeete, est fixée à *trois cent quatre mille vingt francs CFP* (304.020 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature, édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le bénéficiaire, à ses frais, sauf avis contraire du conseil des ministres de la Polynésie française.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : AFD9801900AC

**Par arrêté n° 1608 CM du 8 décembre 1998.**— Considérant que dans le cadre du financement de la loi Pons du projet de réalisation de l'hôtel Dive Resort Bora Bora, des investisseurs métropolitains regroupés en une société en nom collectif dénommée S.N.C. Monceau Loc 11 doivent acquérir l'hôtel sus-dénommé, il est convenu que pour la durée pendant laquelle la S.N.C. Monceau Loc 11 sera propriétaire dudit hôtel.

Est autorisé le transfert au profit de la S.N.C. Monceau Loc 11, pour une durée de 30 ans, à compter de l'octroi de la première concession à M. Petitjean, divers emplacements du domaine public maritime d'une emprise totale de 1.143 m<sup>2</sup> dont 555 m<sup>2</sup> à charge de remblai sis au droit de deux concessions définitives accordées à M. Auguste Buchin et attenantes à la terre Aoe n° 42 à Nunue, commune de Bora Bora.

Et tel que le tout figure sur le plan de M. P.C. Lacombe, architecte urbaniste i.u.u.p., PC 308.02 daté de juillet 1997, joint à la demande de concession.

Le transfert de la concession temporaire au profit de la S.N.C. Monceau Loc 11 est accordé sous les conditions suspensives suivantes :

- 1) que la S.N.C. Monceau Loc 11 obtienne la cession du droit au bail commercial établi entre MM. Lucien Schmidlin et Olivier Petitjean à la S.A.R.L. Top Hotel ;
- 2) que la S.N.C. Monceau Loc 11 obtienne d'une part, l'agrément de la direction générale des impôts et d'autre part, qu'elle procède à l'acquisition de l'hôtel Dive Resort Bora Bora.

Cette autorisation d'occupation est soumise aux clauses et conditions de la convention type approuvée par la décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 et sous les réserves et conditions particulières ci-après que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1) Le bénéficiaire affectera 588 m<sup>2</sup> de l'emprise autorisée à l'implantation d'installations hôtelières et touristiques de style polynésien comprenant notamment :

- 3 bungalows sur l'eau ;
- 1 ponton de 70 m<sup>2</sup> ;
- 1 fare attente sur le platier frangeant ;
- 5 corps morts.

2) Le bénéficiaire devra assurer une protection esthétique du remblai.

Les constructions seront réalisées avec des matériaux locaux pour préserver l'harmonie du projet hôtelier avec son environnement.

3) La société Monceau Loc 11 s'engage à prendre toutes les mesures de protection nécessaires, de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin, avant, pendant et après l'exécution des travaux.

4) Elle s'engage à mettre en œuvre tous les moyens propres à assurer la protection du milieu naturel et à se conformer aux recommandations et directives de l'étude d'impact réalisée par la S.N.C. Pae Tai - Pae Uta en septembre 1997 et à celles que pourront lui faire tenir les agents des services compétents de la Polynésie française chargés de cette protection.

Le complexe hôtelier sera raccordé au réseau d'eaux usées communal.

5) Les constructions et installations sur le domaine public maritime sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

6) Le bénéficiaire prendra en charge toutes les conséquences dommageables éventuelles qu'induirait les travaux sur les propriétés riveraines.

7) Il sera seul tenu à toutes les garanties que ces occupations et constructions pourraient entraîner à l'égard des tiers.

Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard de tout recours contre le gouvernement de la Polynésie française.

La Polynésie française autorise la S.N.C. Monceau Loc 11 à sous-concéder ladite concession à la S.A.R.L. Top Hotel.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse des domaines de Papeete, est fixée à *trois cent quatre mille vingt francs CFP* (304.020 F CFP).

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980.

A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature, édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le bénéficiaire, à ses frais, sauf avis contraire du conseil des ministres de la Polynésie française.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : ST09801490AC

**Par arrêté n° 1609 CM du 8 décembre 1998.** — L'agrément au code des investissements de la Polynésie française institué par la délibération n° 91-98 AT du 29 août 1991 est accordé à la S.A. "Némo World" entrant dans la catégorie A6 (Les entreprises agréées de loisirs nautiques) pour son projet de création d'un centre d'activité nautique à Bora Bora.

Le montant hors droits de l'investissement est de *cent cinquante-sept millions de francs CFP* (157.000.000 F CFP).

Conformément à l'article 18 de la délibération n° 91-98, la S.A. "Némo World" bénéficie d'un montant cumulé des exonérations fiscales décrites ci-après plafonné à hauteur de 15.000.000 F CFP, soit au taux d'aide global de 9,55 % sur le montant hors droits de l'investissement.

Conformément à l'article 28 de la délibération n° 91-98, la S.A. "Némo World" bénéficie de l'exonération du paiement du droit fiscal d'entrée.

Le montant de cette exonération est plafonné à *quinze millions de francs CFP* (15.000.000 F CFP).

En contrepartie des avantages octroyés par le territoire, la S.A. "Némo World" est tenue aux obligations administratives et comptables définies par l'arrêté n° 1258 CM du 14 novembre 1991 pendant une durée fixée à 7 ans.

En outre, la S.A. "Némo World" s'engage à créer 19 emplois selon la nature et le détail figurant dans sa demande d'agrément au code des investissements.

Toutes contestations qui pourront surgir de l'application des dispositions ci-dessus devront être soumises à l'examen de la commission des investissements.

NOR : AFD9802019AC

**Par arrêté n° 1615 CM du 15 décembre 1998.**— Est autorisée l'occupation du domaine public routier pour la construction d'une passerelle piétonne au-dessus de la route de ceinture à Auae, Faau, au profit de la société S.A. Les Hôtels Tahitiens.

Et tel que le tout figure au plan en date du 30 octobre 1998 joint au dossier.

La présente autorisation est accordée sous les conditions et clauses suivantes toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

- 1) il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits sont expressément réservés ;
- 2) il se conformera aux prescriptions que lui feront tenir les agents habilités de la direction de l'équipement, à savoir :
  - déplacement de la pile côté montagne sur le domaine privé au droit de l'arrêt des trucks et taxis ;
  - l'ouvrage d'une largeur de 2,20 m aura une hauteur de 5,35 m par rapport au point le plus haut du domaine public routier et ce en conformité avec les normes propres à ce type d'ouvrage ;
  - l'habillage de l'ouvrage sera métallique sur des poteaux en béton habillés de pierres de Moorea et comportera des jardinières de fleurs irriguées automatiquement. Sa toiture sera revêtue de tuiles de bois ;
  - l'aménagement ultérieur d'un ascenseur pour permettre aux handicapés d'accéder à la passerelle.

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 1355 PR du 10 décembre 1998** relatif à l'exercice des attributions du ministre de la culture, de l'enseignement supérieur et de la vie associative.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 517 PR du 19 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'enseignement supérieur et de la vie associative ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

**Article 1er.**— Mme Lucette Taero, ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargée du dialogue social et de la condition féminine, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la vie associative, pendant l'absence de Mme Louise Peltzer du 12 décembre 1998 au 1er janvier 1999 inclus.

**Art. 2.**— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 1998.  
Gaston FLOSSE.

## VICE-PRESIDENCE, MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

**Par arrêté n° 1353 PR du 8 décembre 1998.**— M. Jacques Limoge, sous-préfet hors classe, hors échelle A, 3e chevron, détaché auprès de l'administration de la Polynésie française, est nommé en qualité de conseiller auprès du vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative.

Cette nomination prend effet à compter du 1er décembre 1998.

## MINISTRE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

**ARRETE n° 9052 MFR du 7 décembre 1998** portant acceptation de la donation par le ministère de la défense au profit du territoire d'un ensemble de biens mobiliers de l'Hôpital des armées Jean-Prince.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès ;

Vu l'arrêté n° 454 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales ;

Vu l'arrêté n° 560 CM du 30 mai 1996 portant délégation de pouvoir ;

Vu l'inventaire du 29 septembre 1998 établi contradictoirement entre la direction du service de santé des armées et la direction des affaires foncières,

Arrête :

Article 1er.— Il est accepté par le territoire de la Polynésie française la donation par le ministère de la défense des biens mobiliers, le matériel et les équipements médicaux de l'Hôpital des armées Jean-Prince.

Art. 2.— Les biens mobiliers, objets de la donation, sont estimés à *soixante et un millions deux cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cent quarante-cinq francs* (61.294.945 F CFP) et figureront au budget du territoire en recettes, chapitre 900, sous-chapitre 900-09, article 2100.

Art. 3.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, et le ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 décembre 1998.  
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des finances  
et des réformes administratives,*  
Patrick PEAUCELLIER.

*Le ministre du logement,  
de la redistribution et de la valorisation  
des terres domaniales,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

Par arrêté n° 8967 MFR du 3 décembre 1998.— Sont nommés comme membres du jury du concours externe sur épreuves, pour le recrutement d'un ingénieur subdivisionnaire de catégorie A relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, pour une affectation à la direction de l'équipement (bureau d'études génie civil de l'arrondissement infrastructure) les personnes dont les noms suivent :

- M. Marc Jammet, chef du service du personnel et de la fonction publique, *président*, ou son représentant ;
- M. Jean-Jacques Delarce, inspecteur général de l'administration territoriale, ou son représentant ;
- M. Thierry Crouvisier, directeur de l'équipement, ou son représentant ;
- M. Jean-Paul Théron, agent de 1re catégorie, représentant du cadre d'emplois, ou sa suppléante ;
- MM. Jean-Louis Detante, ingénieur à l'aviation civile, et Patrice Segonne, chef de l'arrondissement infrastructure de la direction de l'équipement, *personnalités qualifiées*.

Par arrêté n° 8968 MFR du 3 décembre 1998.— Sont nommés comme membres du jury du concours externe sur épreuves, pour le recrutement d'un ingénieur subdivisionnaire de catégorie A relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, pour une affectation à la direction de l'équipement (subdivision travaux bâtiment de l'arrondissement bâtiment) les personnes dont les noms suivent :

- M. Marc Jammet, chef du service du personnel et de la fonction publique, *président*, ou son représentant ;
- M. Jean-Jacques Delarce, inspecteur général de l'administration territoriale, ou son représentant ;
- M. Thierry Crouvisier, directeur de l'équipement, ou son représentant ;
- M. Jean-Paul Théron, agent de 1re catégorie, représentant du cadre d'emplois, ou sa suppléante ;
- MM. André Peirani, ingénieur à la direction des enseignements secondaires, et Christian Mariotti, chef de l'arrondissement bâtiment de la direction de l'équipement, *personnalités qualifiées*.

#### **MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME**

Par arrêté n° 9044 MAA.AU du 4 décembre 1998.— Est approuvé le dossier après travaux du lotissement Bel Air (2e tranche, lots n° 22 à n° 35) sis à Moorea, enregistré au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction") le 25 novembre 1998, sous le n° L/97-22 et composé comme suit :

- plan de bornage ;
- plan après travaux ;
- cahier des charges du lotissement.

Le talus en limite sud du lot n° 32 présentant des signes d'instabilité, il est nécessaire de réaliser des travaux de terrassement (déblai) et de confortation (plantations). La délivrance de certificat de conformité de ce lot reste subordonnée à la réalisation de ces travaux complémentaires.

#### *Communication au public*

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D.141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Moorea-Maiao et du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

Par arrêté n° 9069 MAA.AU du 8 décembre 1998.— M. et Mme Eric et Nadine Ludi sont autorisés à réaliser les travaux de viabilisation du lotissement "Moorea Country Club" sur la terre Apitia dite Vaiofano sise à Paopao, commune de Moorea-Maiao.

Le lotissement est composé de 10 lots numérotés (de 2 à 11) destinés à la vente et destinés à recevoir des habitations.

#### *Dossier du lotissement*

Le dossier du lotissement pris en considération comprend les documents suivants enregistrés au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction") les 6 et 19 mars et 30 juin 1998 sous le n° L/98-4 :

- la demande d'autorisation ;
- le plan de situation ;
- le plan de l'état actuel ;
- le plan parcellaire ;
- le plan de la citerne d'eau ;

- le plan de la voirie ;
- les 3 plans du pont ;
- le plan du réseau d'eau potable ;
- le plan du réseau téléphonique ;
- le plan du réseau électrique ;
- le plan de délimitation du domaine public routier, maritime et fluvial ;
- le procès-verbal d'essais n° 98-130 du 28 janvier 1998 ;
- le programme des travaux ;
- le règlement de construction ;
- le cahier des charges.

Les travaux d'aménagement et de viabilisation seront réalisés conformément au dossier pris en considération, en tenant compte des dispositions suivantes.

#### 1) Voirie et eaux pluviales :

L'eau en provenance du projet ne doit pas ruisseler sur la route de ceinture.

Le réaménagement éventuel des places de parking en bordure de la route de ceinture sera desservi à partir du chemin d'accès et devra comprendre une séparation physique infranchissable côté route. Cette séparation ne devra pas masquer la visibilité des usagers, ni gêner l'écoulement des eaux de ruissellement.

#### 2) Citerne d'eau :

Seront mis en place les équipements complémentaires suivants :

- une aération anti-animaux ;
- un regard de visite de dimensions suffisantes pour les opérations de nettoyage ;
- un robinet de prélèvement à l'entrée et à la sortie de la citerne.

#### 3) Assainissement :

- pour les lots n° 6, n° 7, n° 8, n° 9, n° 10 et n° 11 la valeur de perméabilité à retenir est de 20 mm/h, type d'assainissement proposé : filière 1a (épandage souterrain en sol naturel) ou 1b (tertre d'infiltration). Il conviendra d'implanter tout système d'épuration le plus en amont possible afin d'avoir une tranche de sol hors eau au moins égale à 1 mètre ;
- pour les lots n° 2, n° 3, n° 4 et n° 5 la valeur de perméabilité à retenir est de 100 mm/h, type d'assainissement proposé : filière 1a. Il faudra veiller à implanter tout système d'épuration le plus loin possible des berges de la rivière ;
- lors de la demande de permis de construire des habitations prévues sur ces parcelles, le promoteur devra tenir compte des valeurs de perméabilité citées dans le P.-V. d'essais n° 98-130 du 28 janvier 1998 et prévoir une surface d'épandage suffisante au regard de l'arrêté n° 1506 CM du 29 décembre 1997 ;
- ces prescriptions devront être incluses au chapitre eaux usées du cahier des charges et du règlement de construction.

#### 4) Réseaux électrique et téléphonique :

- les réseaux électrique et téléphonique seront réalisés conformément aux normes techniques de distribution publique ;

- avant le début des travaux d'adduction téléphonique, un projet détaillé d'infrastructure téléphonique établi par une entreprise admise par l'O.P.T. devra être présenté au CCL/ENSIM (Centre de construction des lignes - ensemble immobilier à Tipaerui, téléphone : 41.43.62, fax : 45.06.38).

#### 5) Réseau incendie :

- l'ensemble des parcelles à créer et les constructions à réaliser dans le futur devront pouvoir être défendu par un poteau d'incendie normalisé, implanté judicieusement dans le lotissement et répondant aux exigences de débit (17 l/s) et d'une pression dynamique de 1 bar ;
- le réseau R.I.A. devra être réalisé conformément aux normes N.F.S. 61-201 et 62-201.

#### Dossier complémentaire

A l'appui de toute demande de certificat de conformité pour les lots du lotissement les pièces suivantes complétant le dossier du lotissement devront être déposées :

- 4 ex. du plan de bornage et récolement si nécessaire ;
- 4 ex. du règlement de construction ;
- 4 ex. du cahier des charges ;
- une attestation de réception du réseau téléphonique ;
- une attestation de contrôle du réseau incendie laquelle devra préciser le respect de la norme ;
- 4 ex. du plan (format A4) définissant le périmètre loti et le découpage de l'ensemble des lots avec leur numérotation.

#### Validité

Le présent arrêté devient caduc si les travaux d'aménagement ne sont pas commencés dans un délai de dix-huit mois ou achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'autorisation.

#### Communication au public

Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D.141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Moorea-Maiao et du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Par arrêté n° 8975 MED du 4 décembre 1998. — Est modifiée comme suit la composition nominative du conseil d'administration de l'Etablissement d'achats groupés (E.T.A.G.) :

- le ministre chargé de l'éducation, *président* : M. Nicolas Sanquer ;
- le ministre de l'économie, *1er vice-président* : M. Georges Puchon ;
- le ministre chargé du budget, *2e vice-président* : M. Patrick Peaucellier ;
- le directeur des enseignements secondaires : M. Claude Michellet (suppléant : M. Michel Ricard) ;
- le chef du service de l'éducation : M. Jean-Paul Ariotima (suppléant : M. Gérard Pare) ;

- 1 conseiller territorial désigné par l'assemblée : Mme Huguette Hong Kiou (suppléant : M. Joseph Lucas) ;
- 1 maire désigné par le Syndicat pour la promotion des communes : M. Eugène Bessert ;
- 1 chef d'établissement de l'enseignement public du second degré : M. Marcel Martinez, proviseur du lycée professionnel de Faa'a (suppléant : M. Patrick Tietze, proviseur du collège de Hitiaa O Te Ra), désignés par le ministre de l'éducation ;
- 1 intendant d'établissement public : M. Daniel Soulan, lycée professionnel de Faa'a (suppléant : M. Dominique Chalaye, collège de Paopao), désignés par le ministre chargé de l'éducation ;
- 1 représentant de la fédération de parents d'élèves la plus représentative de l'enseignement public du premier degré : M. Alfred Teiti ;
- 1 représentant de la fédération de parents d'élèves la plus représentative de l'enseignement privé : M. René Baerhel (suppléant : Mme Madeleine Chang) ;
- 1 représentant du syndicat de l'enseignement le plus représentatif dans l'enseignement du premier degré : M. Marc Ploton ;
- 1 représentant du syndicat des personnels de l'enseignement privé le plus représentatif : M. Emile Vernier (suppléant : Mme Georgette Mairau) ;
- 1 représentant du personnel de l'établissement : M. Robert Taarea (suppléant : M. Robert Teng), élus par l'ensemble du personnel.

L'arrêté n° 4150 MED du 30 juin 1997 est abrogé. Il est remplacé par le présent arrêté.

**Par arrêté n° 9047 MED du 7 décembre 1998.**— Dans les établissements d'enseignement public et privé désignés ci-après, une bourse ou aide scolaire est attribuée, renouvelée, transformée ou supprimée pour l'année scolaire 1998-1999 à chacun des élèves portés sur la liste jointe et aux dates indiquées. (1)

(1) Cette liste peut être consultée à la direction des enseignements secondaires (Pirae) et dans les établissements d'enseignement.

**Par arrêté n° 9048 MED du 7 décembre 1998.**— Une indemnité de trousseau d'un montant de 5.000 F CFP est attribuée pour l'année scolaire 1998-1999 à chacun des élèves des 4 centres scolaires primaires dont les noms suivent (1) :

(1) Cette liste peut être consultée à la direction des enseignements secondaires (Pirae) et dans les centres scolaires primaires.

La dépense sera imputée au budget local de fonctionnement, chapitre 943, sous-chapitre 94302, article 655-05, exercice 1998.

**Par arrêté n° 9050 MED du 7 décembre 1998.**— Est constatée comme suit la composition nominative du conseil d'administration de l'Etablissement d'achats groupés (E.T.A.G.) :

- le ministre chargé de l'éducation, *président* : M. Nicolas Sanquer ;
- le ministre de l'économie, *1er vice-président* : M. Georges Puchon ;
- le ministre chargé du budget, *2e vice-président* : M. Patrick Peaucellier ;

- le directeur des enseignements secondaires : M. Claude Michellet (suppléant : M. Michel Ricard) ;
- le chef du service de l'éducation : M. Jean-Paul Ariitima (suppléant : M. Gérard Pare) ;
- 1 conseiller territorial désigné par l'assemblée : Mme Huguette Hong Kiou (suppléant : M. Joseph Lucas) ;
- 1 maire désigné par le Syndicat pour la promotion des communes : M. Eugène Bessert ;
- 1 chef d'établissement de l'enseignement public du second degré : M. Marcel Martinez, proviseur du lycée professionnel de Faa'a (suppléant : M. Patrick Tietze, proviseur du collège de Hitiaa O Te Ra), désignés par le ministre de l'éducation ;
- 1 intendant d'établissement public : M. Daniel Soulan, lycée professionnel de Faa'a (suppléant : M. Dominique Chalaye, collège de Paopao), désignés par le ministre chargé de l'éducation ;
- 1 représentant de la fédération de parents d'élèves la plus représentative de l'enseignement public du premier degré : M. Alfred Teiti ;
- 1 représentant de la fédération de parents d'élèves la plus représentative de l'enseignement privé : M. René Baerhel (suppléant : Mme Madeleine Chang) ;
- 1 représentant de la fédération la plus représentative de l'enseignement du second degré : M. Jean Temauri (suppléant : M. Pierre Tessier) ;
- 1 représentant du syndicat de l'enseignement le plus représentatif dans l'enseignement du premier degré : M. Marc Ploton ;
- 1 représentant du syndicat des personnels de l'enseignement privé le plus représentatif : M. Emile Vernier (suppléant : Mme Georgette Mairau) ;
- 1 représentant du personnel de l'établissement : M. Robert Taarea (suppléant : M. Robert Teng), élus par l'ensemble du personnel.

L'arrêté n° 8975 MED du 4 décembre 1998 est abrogé.

**Par arrêté n° 1354 PR du 10 décembre 1998.**— Il est accordé un deuxième et dernier acompte d'un montant de cinq millions de francs CFP (5.000.000 F CFP) au profit de l'Association polynésienne de l'enseignement supérieur à faire valoir sur la dotation de l'année 1998 d'un montant de onze millions de francs CFP (11.000.000 F CFP).

La dépense sera imputée au budget local de fonctionnement, chapitre 943, sous-chapitre 94307, article 657-75 "subvention APES-CNAM", exercice 1998.

#### MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DES AUTRES CIRCONSCRIPTIONS PORTUAIRES

**ARRETE n° 9172 MEQ du 10 décembre 1998** annulant et remplaçant l'arrêté n° 5640 MEQ du 25 septembre 1996 portant délégation de signature du ministre de l'équipement à M. François Durgeat, directeur de cabinet.

Le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination et cessation des fonctions de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 894 PR du 22 septembre 1998 modifiant l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 fixant les attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 915 PR du 24 septembre 1998 portant modification de l'arrêté n° 453 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de l'équipement ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 597 CM du 13 juin 1996 portant nomination de M. François Durgeat aux fonctions de directeur de cabinet du ministre de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 811 CM du 20 août 1996 portant nomination de M. André Lo aux fonctions de chef de cabinet du ministre de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 440 PR du 2 juillet 1997 portant nomination de Mme Paule Rosello en qualité de chargée de mission au ministère de l'équipement ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

**Article 1er.**— Délégation de signature est donnée à M. François Durgeat, directeur de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires, dans la limite de ses attributions :

Tous actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre adressés aux services territoriaux, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés ;

**1.2 - Les réquisitions et ordres de déplacement à l'intérieur du territoire des chefs de services placés sous l'autorité du ministre et les ordres de déplacement d'une durée supérieure à six (6) jours pour les agents de ces mêmes services.**

**Art. 2.**— Délégation de signature est donnée à M. François Durgeat, directeur de cabinet, pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires, en application de l'arrêté n° 453 PR modifié du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de l'équipement.

**Art. 3.**— Délégation de signature est donnée à M. François Durgeat, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux actes de gestion ci-après du personnel du cabinet du ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires :

- congés de toute nature à passer en Polynésie française ;
- déplacements à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

**Art. 4.**— Délégation de signature est également donnée à M. François Durgeat, directeur de cabinet, à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses sur les crédits budgétaires affectés au cabinet du

ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires.

**Art. 5.**— En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Durgeat, directeur de cabinet, la délégation visée aux articles 1er, 3 et 4 ci-dessus est attribuée à M. André Lo, chef de cabinet.

**Art. 6.**— En cas d'absence ou d'empêchement de M. André Lo, chef de cabinet, la délégation visée aux articles 1er, 3 et 4 ci-dessus est attribuée à Mme Paule Rosello, chargée de mission.

**Art. 7.**— Le directeur de cabinet du ministre de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 décembre 1998.

Jonas TAHUAITU.

**Par arrêté n° 9066 MEQ du 8 décembre 1998.**— Une partie de l'indemnité revenant à la succession de Terevaura Teave est déconsignée et versée au compte bancaire de Mme Philomène Teave épouse Cuthers comme suit :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Bénéficiaires	Indemnité à déconsigner en F CFP
117	N57 N58 N373	392 150 85	Succession de Terevaura Teave ; A) Succession de Mehao Teave : - Mme Philomène Teave épouse Cuthers	91.960

**Par arrêté n° 9161 MEQ du 9 décembre 1998.**— Les indemnités relatives aux parcelles de terre nécessaires au projet de création d'un centre d'enfouissement technique au P.K. 21 à Papenoo dans la commune de Hitiaa O Te Ra et celles relatives aux constructions sont déconsignées et versées aux comptes bancaires des bénéficiaires comme suit :

Terre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Indemnité à déconsigner en F CFP
Nivee Rahl Nivee Iiti Vaioneone	113 ha 38 a 0 ca	I-) Terrains  Succession de M. Emile Lagarde A - Me Lollichon, mandataire de : 1 - Mme Rolanda Lagarde  B - Me Bambridge-Babin Ternanava, mandataire de : 1 - M. Auguste Lagarde ; 2 - M. Paul Lagarde ; 3 - M. François Lagarde.  C - Me Hermann-Auclair, mandataire de : 1 - M. William Lagarde ; 2 - M. Emile Lagarde ; 3 - M. Georges Lagarde ; 4 - Mme Irma Lagarde ; 5 - Mme Rose Lagarde ; 6 - M. Ahvis Lagarde ; 7 - Mme Christa Lagarde ; 8 - M. Félix Lagarde ; 9 - M. Mario Lagarde  II-) Constructions 1 - M. Félix Lagarde ; 2 - Mme Irma Lagarde	30.514.417  91.543.251  274.629.753  3.300.000 7.200.000

**MINISTÈRE DU LOGEMENT,  
DE LA REDISTRIBUTION  
ET DE LA VALORISATION  
DES TERRES DOMANIALES**

Par arrêté n° 9166 MLD du 10 décembre 1998.— L'arrêté n° 8120 MLD du 2 novembre 1998 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Vairao, commune de Taïarapu-Ouest, au profit de l'Ifremer (Centre océanologique du Pacifique), est rectifié comme suit en ce qui concerne la situation géographique de l'emplacement maritime accordé :

*Lire : ... sur la face sud du récif Toafai à Vairao, commune de Taïarapu-Ouest.*

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE L'ELEVAGE**

Par arrêté n° 9070 MAG du 8 décembre 1998.— L'agrément sanitaire n° 2001 PF accordé à l'atelier de conditionnement d'œufs frais de M. Lucien Lirzin par arrêté n° 7281 MAG du 28 octobre 1997 est transféré à Mme Tatiana Tekohuetua, acquéreur dudit atelier.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE n° 9054 MEN du 8 décembre 1998 autorisant Mme Win Chin Josiane à installer et exploiter un dépôt-vente de produits agro-pharmaceutiques, commune de Huahine (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Arrête :

Article 1er.— Mme Josiane Win Chin est autorisée à installer et exploiter un dépôt-vente de produits agro-pharmaceutiques situé sur le terrain lot de ville PIE n° 73 d'une superficie de 10 a 92 ca, commune de Huahine.

*1 - Equipements et caractéristiques*

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 2e classe, rubrique 185 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprend :

- un local réservé au stockage de produits agro-pharmaceutiques (inférieur à une tonne) ;
- un bureau ;
- une surface de vente.

Art. 3.— L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration à l'inspection des installations classées.

Art. 4.— Le dépôt de produits agro-pharmaceutiques est réalisé dans un bâtiment fermé dans des locaux spécialisés.

Art. 5.— L'accès du bâtiment est maintenu libre sur au moins deux façades pour permettre l'intervention du personnel des services d'incendie et de secours. Les allées de circulation intérieures sont maintenues dégagées en permanence.

Art. 6.— Le sol du dépôt doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement et les produits d'extinction d'un incendie.

Art. 7.— Les installations électriques doivent répondre à la norme NF C 15-100 et faire l'objet d'une attestation délivrée à l'exploitant par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 8.— Les installations électriques sont entretenues en bon état ; elles sont périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toute installation électrique autre que celle nécessaire à l'exploitation du dépôt est interdite.

Art. 9.— Le bâtiment est largement ventilé d'une façon telle qu'il n'en résulte ni inconvénient ni danger pour le voisinage.

Il est équipé d'orifices de désenfumage d'une surface suffisante.

Art. 10.— Tous réservoirs ou stockages enterrés de produits agro-pharmaceutiques sont interdits.

Art. 11.— La zone affectée au dépôt est strictement réservée à cet usage. Il est interdit d'utiliser un même local ou une même zone au stockage de produits agro-pharmaceutiques et au stockage ou à la manipulation d'autres produits dangereux.

Tout stockage de produits agro-pharmaceutiques sur des aires non affectées à cet usage est interdit.

Art. 12.— L'exploitation du dépôt se fait sous la surveillance d'une personne qui a obligatoirement suivi une formation spécifique sur les dangers des produits agro-pharmaceutiques (toxicité, inflammabilité).

Art. 13.— Les dépôts et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

Art. 14.— Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement et périodiquement vérifiés.

Art. 15.— Tout récipient défectueux doit être stocké et évacué conformément à l'article 33 du présent arrêté.

Art. 16.— Le dépôt doit être clos en l'absence du personnel d'exploitation et la clef confiée à un agent désigné.

Les personnels chargés de la vente devront être en possession du diplôme délivré par le ministère de l'agriculture concernant la vente de produits agro-pharmaceutiques.



Art. 17.— L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits stockés. Cet état est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 18.— Dans le local de vente où la clientèle est autorisée à circuler (libre-service...), les produits agro-pharmaceutiques sont rangés de manière à être séparés des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale.

Art. 19.— Toutes les substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage.

Art. 20.— Il est interdit de stocker des produits agro-pharmaceutiques liquides au-dessus des poudres ou solides. De même, on évitera de mettre en contact ou de stocker ensemble des produits incompatibles tels que combustibles et comburants.

## 2 - Moyens de secours et de lutte contre l'incendie

Art. 21.— Il est interdit d'apporter ou de provoquer dans le dépôt du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction doit être affichée de façon apparente dans le dépôt et à l'extérieur à proximité des accès.

Art. 22.— Le dépôt est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur, en particulier :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux ou sur les aires extérieures du dépôt, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents extincteurs stockés et utilisés doivent être compatibles avec les produits stockés ;
- d'un réseau d'adduction d'eau ou, à défaut, d'une réserve d'eau permettant d'alimenter, avec un débit suffisant, des robinets d'incendie, des prises d'eau ou tous autres matériels fixes ou mobiles, situés à l'extérieur des bâtiments ;
- d'une réserve de sable maintenu meuble et sec et de pelles.

Art. 23.— Les consignes précisant la conduite à tenir en cas d'incendie sont affichées à l'intérieur à proximité des accès. Elles indiquent en particulier :

- la procédure d'alerte, les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- les moyens d'extinction à utiliser.

Art. 24.— Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie.

## Protection de l'environnement

Art. 25.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 26.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

## 4 - Bruits

Art. 27.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 28.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne doit pas dépasser :

- les jours ouvrables :
  - de 7 h à 21 h 60 dB (A)
  - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 55 dB (A)
  - de 22 h à 6 h 50 dB (A)
- les dimanches et jours fériés :
  - de 6 h à 22 h 55 dB (A)
  - de 22 h à 6 h 50 dB (A)
- émergence autorisée : 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## 5 - Prescriptions administratives

Art. 29.— La présente autorisation ne vaut pas permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public. Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 30.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 31.— L'exploitant doit se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

## Prescriptions générales

Art. 32.— L'établissement est implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés. Toute modification de ces plans doit, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 33.— Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 34.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne peut être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations est exigée.

Art. 35.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 36.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 8 décembre 1998.  
Lucie LUCAS.

### MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Par arrêté n° 9180 MTR du 10 décembre 1998.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 20 UM du 15 janvier 1996 complété, portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A.R.L. Wong et Cie pour l'exploitation du navire Hotu Maru sur la desserte maritime régulière des Tuamotu, le navire Hotu Maru est autorisé à collecter du poisson lagunaire à Arutua, lors de son voyage n° 37-98 du 16 décembre 1998.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE MINISTERIEL du 20 novembre 1998 modifiant l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs).

Le ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944, publiée par le décret n° 69-1158 du 18 décembre 1969 ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1981, modifié notamment par l'arrêté du 13 juillet 1998 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs),

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le 3 du 4.2.1.1 de l'annexe à l'arrêté du 31 juillet 1981 susvisé est remplacé par un 3 rédigé comme suit :

« 3. Avoir suivi un entraînement en vol sur avion comportant au minimum :

« 25 heures (22 heures pour les candidats déjà titulaires d'une licence de pilote de planeur ou d'hélicoptère) de vol d'instruction double commande ;

« 15 heures (10 heures pour les candidats déjà titulaires d'une licence de pilote de planeur ou d'hélicoptère) de vol comme pilote seul à bord, dont 5 heures au moins en voyage, comprenant au moins un vol en campagne d'au moins 270 kilomètres (150 milles marins) au cours duquel deux atterrissages avec arrêt complet du moteur seront effectués sur deux aérodromes différents de celui du départ ;

« 3 décollages et 3 atterrissages complets comme pilote seul à bord sur un aérodrome contrôlé.

« Lorsque la situation géographique du lieu ne permet pas au candidat d'effectuer les vols de voyage seul à bord requis ci-dessus, sans survols maritimes qui l'entraîneraient à plus de 10 milles marins de la côte la plus proche ou sans survols de régions inhospitalières, des conditions requises particulières sont définies par l'autorité aéronautique responsable de la délivrance des brevets et licences.

« Les candidats qui ont débuté leurs heures de vol comme pilote seul à bord avant le 3 décembre 1998 restent soumis aux dispositions du 3 du 4.2.1.1 de l'arrêté susvisé dans sa rédaction antérieure à l'arrêté du 13 juillet 1998, jusqu'au 28 février 1999. »

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables le 3 décembre 1998.

Art. 3. — Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 novembre 1998.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de l'aviation civile :  
Le chef de service,  
J.-F. GRASSINEAU

**Décision n° 98-829 du 25 novembre 1998 portant nomination du président de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision française pour l'outre-mer (RFO)**

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, et notamment ses articles 44 (4<sup>e</sup>) et 47 ;

Vu le décret n° 89-518 du 26 juillet 1989 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu la délibération du 28 juillet 1989 portant règlement intérieur du Conseil supérieur de l'audiovisuel ;

Vu la décision n° 97-26 du 7 février 1997 portant nomination du président de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision française pour l'outre-mer (RFO) ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Art. 1<sup>er</sup>. — M. André-Michel Besse est nommé, au titre des personnalités qualifiées mentionnées au 4<sup>e</sup> de l'article 47 de la loi du

30 septembre 1986 susvisée, administrateur de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision française pour l'outre-mer pour remplir les fonctions de président à compter du 30 novembre 1998.

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 novembre 1998.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :  
*Le président,*  
H. BOURGES

**DECRET du 10 novembre 1998**  
portant promotion et nomination.

Par décret du Président de la République en date du 10 novembre 1998, pris sur le rapport du Premier ministre et des ministres et visé pour son exécution par le chancelier de l'ordre national du Mérite, vu la déclaration du conseil de l'ordre portant que les présentes promotions et nominations sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus ou nommés, pour prendre rang de la date de la remise réglementaires de l'insigne :

Ministère de la justice

*Au grade de chevalier*

M. Gaussen (Pierre), président de chambre à la cour d'appel de Papeete ; 23 ans de services civils.

**ARRETE MINISTERIEL du 9 novembre 1998** fixant au titre de l'année 1999 les modalités d'organisation des concours pour le recrutement de lieutenants de police de la police nationale.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 9 novembre 1998, conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 octobre 1998 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement de lieutenants de police, les épreuves écrites d'admissibilité des concours (externe et interne) organisés pour le recrutement de lieutenants de police auront lieu les 14 et 15 avril 1999 dans les centres d'examen suivants :

**a) Métropole :**

Secrétariats généraux pour l'administration de la police de Bordeaux, de Dijon, de Lille, de Lyon, de Marseille, de Metz, d'Orléans-Tours, de Paris, de Rennes et de Versailles ;

b) Départements et territoires d'outre-mer : Basse-Terre, Cayenne, Fort-de-France, Saint-Denis-de-la-Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouméa et Papeete.

Des centres supplémentaires peuvent être ouverts dans le ressort de chacun d'eux si le nombre de candidats le justifie.

Les candidats seront convoqués individuellement par les préfets (pour la métropole et les départements d'outre-mer) et les hauts-commissaires de la République (pour les territoires d'outre-mer). Toutefois, le défaut de réception de la convocation ne saurait engager la responsabilité de l'administration.

Les épreuves orales et physiques d'admission se dérouleront exclusivement à Paris.

Les sujets des épreuves écrites seront envoyés par l'administration aux centres d'examen, sous plis cachetés ; ceux-ci ne seront ouverts qu'en présence des candidats et au début de chaque épreuve.

**ARRETE MINISTERIEL du 9 novembre 1998** fixant au titre de l'année 1999 les modalités d'organisation des concours pour le recrutement de commissaires de police de la police nationale.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 9 novembre 1998, conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 octobre 1998 portant autorisation d'ouverture de concours pour le recrutement de commissaires de police de la police nationale, les épreuves écrites d'admissibilité des concours (externe et interne) organisés pour le recrutement de commissaires de police de la police nationale auront lieu les 30, 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 1999 dans les centres d'examen suivants :

**a) Métropole :**

Secrétariats généraux pour l'administration de la police de Bordeaux, de Dijon, de Lille, de Lyon, de Marseille, de Metz, d'Orléans-Tours, de Paris, de Rennes et de Versailles ;

b) Départements et territoires d'outre-mer : Basse-Terre, Cayenne, Fort-de-France, Saint-Denis-de-la-Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouméa et Papeete.

Des centres supplémentaires peuvent être ouverts dans le ressort de chacun d'eux si le nombre de candidats le justifie.

Les candidats seront convoqués individuellement par les préfets (pour la métropole et les départements d'outre-mer) et les hauts-commissaires de la République (pour les territoires d'outre-mer). Toutefois, le défaut de réception de la convocation ne saurait engager la responsabilité de l'administration.

Les épreuves orales et physiques d'admission se dérouleront exclusivement à Paris.

Les sujets des épreuves écrites seront envoyés par l'administration aux centres d'examen sous plis cachetés. Ceux-ci ne seront ouverts qu'en présence des candidats et au début de chaque épreuve.

**ARRETE MINISTERIEL du 17 novembre 1998** portant ouverture de la session de 1999 conduisant à l'obtention des unités de spécialisation 1 et 2 de l'examen du certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaires en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie en date du 17 novembre 1998, une session d'examen en vue de l'obtention des unités de spécialisation 1 et 2 du certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaires est ouverte dans les territoires d'outre-mer, à partir du 4 juin 1999 pour la Polynésie française et à partir du 14 juin 1999 pour la Nouvelle-Calédonie.

L'épreuve écrite de l'unité de spécialisation 1 aura lieu le 4 juin 1999, de 8 h 30 à 11 h 30, à Papeete (Polynésie française). Elle se déroulera le 14 juin 1999, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), aux mêmes heures.

Le sujet de l'épreuve de l'unité de spécialisation 1 est choisi par le ministre.

Les candidats originaires de Wallis-et-Futuna sont rattachés au centre d'examen de Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

Pour l'unité de spécialisation 2, les candidats choisissent l'une des options définies par l'arrêté du 15 juin 1987 modifié fixant les options et programmes de l'examen du certificat d'aptitude aux actions pédagogiques spécialisées d'adaptation et d'intégration scolaires.

Le calendrier fixant l'organisation des épreuves de l'unité de spécialisation 2 sera arrêté par le vice-recteur du centre d'examen.

Les demandes d'inscription aux épreuves des unités de spécialisation 1 et 2 seront reçues du 1<sup>er</sup> janvier au 15 mars 1999 inclus.

**ARRETE INTERMINISTERIEL** du 23 novembre 1998 autorisant au titre de l'année 1999 l'ouverture de concours pour le recrutement de conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (femmes et hommes).

Par arrêté du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation et de la ministre de la jeunesse et des sports en date du 23 novembre 1998, est autorisée au titre de l'année 1999 l'ouverture de deux concours pour le recrutement de conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (femmes et hommes).

Le nombre total de places offertes à ces concours est fixé à 10, réparties de la manière suivante :

- concours externe : 6 ;
- concours interne : 4.

Les demandes d'inscription seront obligatoirement présentées sur les dossiers de candidature délivrés à partir du lundi 30 novembre 1998 par les centres d'inscription que sont les directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports métropolitaines, les directions départementales de la jeunesse et des sports métropolitaines et d'outre-mer, les services territoriaux de la jeunesse et des sports implantés dans les territoires d'outre-mer, les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Ces demandes seront :

- soit déposées dans les centres d'inscription au plus tard le jeudi 31 décembre 1998, à 17 heures ;
- soit confiées aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe d'expédition soit timbrée au plus tard le jeudi 31 décembre 1998, à minuit (le cachet de la poste faisant foi).

Tout dossier déposé ou posté hors délai ne pourra être pris en considération.

Les dates des épreuves écrites sont fixées ainsi (heures de la métropole) :

- épreuve n° 1 : mardi 2 février 1999, de 14 heures à 18 heures ;
- épreuve n° 1 : mercredi 3 février 1999, de 14 heures à 18 heures ;
- épreuve n° 3 : jeudi 4 février 1999, de 14 heures à 18 heures.

Les épreuves d'admission se dérouleront courant mai 1999.

Les lieux et dates des épreuves d'admissibilité et des épreuves d'admission seront communiqués individuellement aux candidats.

Les épreuves écrites se dérouleront en France métropolitaine, au siège de chaque direction et délégation régionales de la jeunesse et des sports ; dans les départements d'outre-mer, au siège de chaque direction départementale de la jeunesse et des sports ; dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, au siège de chaque service territorial de la jeunesse et des sports.

La liste des spécialités est arrêtée comme suit :

- activités scientifiques et techniques ;
- image et son ;
- jeunesse.

**ARRETE INTERMINISTERIEL** du 24 novembre 1998 autorisant l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'inspecteurs pédagogiques régionaux - inspecteurs d'académie au titre de l'année 1999.

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie et du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation en date du 24 novembre 1998, un concours est ouvert pour le

recrutement d'inspecteurs pédagogiques régionaux - inspecteurs d'académie au titre de l'année 1999.

Le nombre de postes offerts au concours sera fixé ultérieurement par arrêté interministériel.

Le registre des inscriptions est ouvert du 1<sup>er</sup> décembre 1998 au 15 janvier 1999.

*Nota.* — Tous renseignements peuvent être obtenus auprès de la division des examens et concours des rectorats.

**AVIS** relatif à la publication générale des comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 1997.

### 1<sup>o</sup> Généralités

Conformément aux dispositions des articles 11-4 et 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988, modifiée par l'article 3 de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990, les articles 13-I et 13-II de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 et l'article 3 de la loi n° 96-62 du 29 janvier 1996 :

« Les partis ou groupements bénéficiaires de tout ou partie des dispositions des articles 8 à 11-4 ont l'obligation de tenir une comptabilité. Cette comptabilité doit retracer tant les comptes du parti ou groupement politique que ceux de tous les organismes, sociétés ou entreprises dans lesquels le parti ou groupement détient la moitié du capital social ou des sièges de l'organe d'administration ou exerce un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

« Les comptes de ces partis ou groupements sont arrêtés chaque année. Ils sont certifiés par deux commissaires aux comptes et déposés dans le premier semestre de l'année suivant celle de l'exercice à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques instituée à l'article L. 52-14 du code électoral, qui assure leur publication sommaire au *Journal officiel* de la République française.

« Si la commission constate un manquement aux obligations prévues au présent article, le parti ou groupement politique perd le droit, pour l'année suivante, au bénéfice des dispositions des articles 8 à 10 de la présente loi », notamment au bénéfice de l'aide budgétaire publique.

### 2<sup>o</sup> Rôle de la commission

La commission ne tient pas des textes ci-dessus un pouvoir d'approbation des comptes, encore moins un pouvoir d'investigation et de contrôle des opérations retracées dans les documents comptables qui lui sont présentés.

Pas plus que les commissaires aux comptes, elle n'est habilitée à porter un jugement sur l'opportunité des dépenses.

A la différence des comptes de campagne, les comptes présentés par les formations politiques ne sont pas appuyés de pièces justificatives, mais se limitent aux données comptables de synthèse.

Le rôle de la commission consiste à :

- constater non seulement les manquements aux règles d'établissement des comptes, mais aussi, dans la mesure du possible, les infractions relatives aux dons de personnes physiques et morales, et saisir, le cas échéant, les autorités judiciaires compétentes ;
- publier, d'une part, les comptes « sous une forme sommaire » comme le prévoit la loi ;
- arrêter et transmettre au Premier ministre la liste des formations politiques considérées comme ayant rempli

leurs obligations comptables déclaratives au regard des dispositions des articles 11-4 et 11-7 de la loi du 11 mars 1988 précitée et pouvant prétendre, de ce fait, en principe, au bénéfice de l'aide budgétaire publique l'année suivante (sous réserve que, par ailleurs, le groupement politique ne se soit pas rendu coupable d'une autre infraction également passible de la perte du financement public, comme l'encaissement de dons de personnes physiques ou morales hors l'intermédiaire d'une association de financement de parti agréée par la C.C.F.P. ou d'un mandataire financier, personne physique, désigné à la préfecture) (cf. art. 11-8 de la loi de 1988 modifiée précitée).

La Commission rappelle qu'elle se prononce sur les comptes en se limitant à relever les irrégularités du dépôt constatées qu'elle signale au ministre de l'intérieur par l'intermédiaire du Premier ministre chargé de l'élaboration du décret de répartition de la dotation budgétaire annuelle affectée aux différentes formations politiques.

### 3<sup>e</sup> Evolution doctrinale et jurisprudentielle relative à l'interdiction des dons de personnes morales édictée par la loi du 19 janvier 1995

Le législateur a prévu deux exceptions à l'interdiction des dons de personnes morales.

• **Première exception :** les dévolutions provenant des associations de financement électorales.

En dehors du cas des partis politiques qui est évoqué ci-après, une autre catégorie de personnes morales échappe à l'interdiction générale : il s'agit des versements émanant des associations de financement électorales au titre de la dévolution obligatoire des excédents des comptes de campagne des candidats aux élections générales et partielles (art. L. 52-5 du code électoral).

En effet, les dévolutions en question ne peuvent être effectuées qu'au profit :

- d'un ou plusieurs établissements reconnus d'utilité publique ; ou
- d'une association de financement agréée de parti politique.

Les commissaires aux comptes ne semblent pas avoir rencontré de difficulté particulière dans le contrôle de cette source de financement facilement identifiable.

Les dévolutions sont versées aux partis par l'association de financement électorale, par chèque ou virement bancaire ou postal, à partir de leur compte bancaire unique (art. L. 52-5 du code électoral).

Le montant des dévolutions n'est soumis à aucun plafonnement et ne donne pas lieu à la délivrance d'un reçu sur les formules éditées par la C.C.F.P. au sens de l'article 11 du décret n° 90-606 du 9 juillet 1990 modifié.

La suppression des dons de personnes morales a eu pour conséquence de réduire, dans des proportions notables, le montant des soldes excédentaires des comptes de campagne des candidats des grandes formations politiques.

C'est ainsi que le montant total des dévolutions des excédents de comptes de campagne est tombé de 21 millions en 1994 (année d'élections européennes et cantonales) à 13 millions en 1995 (année des élections municipales), et à moins de 1,7 million en 1996 (année, il est vrai, sans élections générales).

Au vu des premiers résultats, cette tendance devrait se confirmer en 1997, année au cours de laquelle sont pourtant intervenues des élections générales.

Pour être complet, il convient de préciser que cette source de financement représentait en moyenne en 1994 dans certains partis de 3 % à 5 % de leurs recettes, pourcentage en diminution sensible depuis 1995.

• **Deuxième exception :** les dons provenant de *partis* ou *groupements politiques*.

La loi de 1995 a interdit aux partis politiques de recevoir des dons de personnes morales à l'exception de ceux provenant d'autres *partis* ou *groupements politiques*.

En l'absence de définition légale du parti politique, la Commission a été amenée à élaborer en 1995 une doctrine, consacrée en 1996 par le Conseil d'Etat, puis récemment, en février 1998, par le Conseil constitutionnel.

Ainsi, le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, a, dans une décision du 18 octobre 1996 (élections municipales de Fos-sur-Mer, requête n° 177927), posé comme principe :

« *Eu égard à l'objet de la législation relative à la transparence financière de la vie politique et au financement des campagnes électorales et à la limitation des dépenses électorales, une personne morale de droit privé qui s'est assignée un but politique ne peut être regardée comme un "parti ou groupement politique" au sens de l'article L. 52-8 du code électoral que si elle relève des articles 8, 9 et 9-1 de la loi susvisée du 11 mars 1988, relative à la transparence financière de la vie politique, ou s'est soumise aux règles fixées par les articles 11 à 11-7 de la même loi qui imposent notamment aux partis et groupements politiques de ne recueillir des fonds que par l'intermédiaire d'un mandataire qui peut être soit une personne physique dont le nom est déclaré à la préfecture, soit une association de financement agréée par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.* »

Ce principe a été confirmé en termes strictement identiques par le Conseil constitutionnel dans une décision du 13 février 1998 (requête n° 97-2303, A.N., Réunion, 1<sup>er</sup> circ. René Paul Victoria).

### Cas des organisations territoriales ou spécialisées de partis politiques

La commission a toujours considéré que les opérations comptables (recettes et dépenses) des *organisations territoriales* ou *spécialisées* d'un parti, au sens de l'article 11 de la loi n° 88-227 modifiée (quelle que soit leur dénomination : fédérations, sections, comités locaux, etc.) tenu de produire ses comptes auprès de la C.C.F.P. devraient être retracés dans les *comptes d'ensemble* de la formation politique, sauf exceptions dûment justifiées par le parti lorsque, notamment, elles constituent des formations politiques *totallement autonomes* tenues de produire, à ce titre, leurs propres comptes certifiés.

Cette interprétation de la loi a été expressément consacrée par le législateur (cf. débats Assemblée nationale, séance du 13 décembre 1994, J.O. du 14 décembre 1994, p. 8976, rejet de l'amendement n° 39 visant à infirmer cette position).

Toutefois, en pratique et par pragmatisme, la Commission a jusqu'à présent adopté, à l'égard des sections de parti notamment, une position plus souple, compte tenu des arguments avancés par les formations politiques elles-mêmes (notamment, multiplicité de ce type de structures, intérêts financiers le plus souvent négligeables, difficultés pratiques d'intégration de leurs comptes tenus par des « bénévoles »).

Cependant, il a été constaté que certaines de ces structures :

- disposent annuellement, dans certains cas, de sommes qui sont loin d'être négligeables ne provenant pas toujours du parti lui-même ;
- participent souvent *directement* ou *indirectement* au financement de *campagnes électorales* (législatives, régionales, cantonales et municipales) ou apportent des *contributions financières* au centre national et aux structures locales d'autres *formations politiques* alors que les comptes de ces « organisations territoriales ou

spécialisées » ne sont pas intégrés dans les comptes d'ensemble du parti « donateur », et par conséquent ne sont pas certifiés par les commissaires aux comptes.

Dans ces conditions, la commission a été conduite à s'interroger sur la légalité de telles opérations de financements politiques.

Elle considère, compte tenu de la disposition de la loi du 19 janvier 1995 qui interdit les dons de personnes morales à l'exception de ceux provenant d'autres formations politiques que les seules organisations territoriales ou spécialisées de parti satisfaisant aux conditions de transparence financière exigées par la législation, c'est-à-dire celles dont les comptes sont couverts par la certification des commissaires aux comptes du parti et qui disposent d'un mandataire, peuvent en toute régularité :

- consentir un don à une autre formation politique au sens de l'article 11 de la loi du 11 mars 1988 modifiée ;
- apporter des fonds à la formation politique dont ils se réclament ;
- participer, directement ou indirectement, à une campagne électorale, notamment, soit par apport de fonds au mandataire financier désigné pour le candidat, soit par prise en charge directe de dépenses.

Ce n'est qu'à cette condition que la commission a l'assurance que l'entité en question fonctionne conformément à la législation mise en place depuis la loi du 15 janvier 1990.

Elle estime, en effet, que la simple inclusion d'une entité dans le périmètre de certification des comptes par les commissaires aux comptes d'un parti n'autorise pas pour autant cette structure à participer à des financements politiques si elle ne fait pas transiter en outre ses recettes par le canal d'un mandataire régulièrement désigné ou agréé (position confirmée par l'arrêt du Conseil d'Etat du 3 mai 1997 « élections municipales de Villejuif » rendu à propos d'une association de développement « ADEPARE 94 » financée exclusivement par le parti, dont les comptes étaient couverts par la certification des commissaires aux comptes mais dont l'objet n'était pas exclusivement politique et qui ne disposait pas d'un mandataire financier).

Autrement dit, le financement d'une campagne électorale ou d'un autre parti par des organismes figurant dans le périmètre de certification des comptes, quelle que soit leur dénomination (associations, comités locaux, sociétés) à l'exception de certaines fédérations et sections (cf. ci-après) est assimilable à un don prohibé émanant d'une personne morale si ces organismes ne disposent pas en outre d'un mandataire financier.

La commission a appliqué cette doctrine lors de l'examen des comptes des candidats aux élections législatives générales des 25 mai et 1<sup>er</sup> juin 1997, sauf dans quelques circonstances d'espèce où elle a accepté des financements émanant de certaines structures locales alors même que ces structures ne disposaient pas de mandataires financiers.

Cette approche pragmatique a été validée par le Conseil constitutionnel dans une décision du 13 février 1998 (requête n° 97-2201/2203, A.N., Val-d'Oise, 5<sup>e</sup> circ.).

Dans sa décision, la haute juridiction, dans un considérant de principe, a estimé que les fédérations et sections d'un parti relevant des articles 8, 9 et 9-1 de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique, c'est-à-dire qui est attributaire de l'aide budgétaire publique directe, ne sont que la « représentation locale du parti ». Dès lors, elle en conclut que les dons consentis aux candidats par les sections et les fédérations des partis entrant dans cette catégorie ne sont pas irréguliers même si ces structures ne recueillent pas leurs recettes par le canal d'un mandataire (étant rappelé qu'au cas de l'espèce, le financement litigieux était pris en charge, en définitive, par la fédération du Val-d'Oise du P.C.F., struc-

ture figurant expressément dans le périmètre de certification des commissaires aux comptes de l'exercice 1996).

En conclusion, les sections et fédérations d'un parti bénéficiaire de l'aide budgétaire publique qui, par conséquent, déposent des comptes certifiés auprès de la C.C.F.P., peuvent participer au financement de la campagne d'un candidat à la seule condition que les comptes des structures en question soient inclus dans les comptes d'ensemble certifiés du parti.

En revanche, les autres entités (quelle que soit leur dénomination) d'un parti bénéficiaire ou non de l'aide budgétaire publique ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, à titre définitif, que :

- si leurs comptes sont inclus dans les comptes d'ensembles certifiés du parti, et
- si elles recueillent leurs fonds par le canal d'un mandataire financier.

#### 4<sup>o</sup> Cas des comptes certifiés avec réserves (nouvelle doctrine de la Commission)

Les commissaires aux comptes de certains partis de métropole ou d'outre-mer ont estimé devoir assortir leur certification de réserves particulièrement significatives de nature à jeter un doute sur la fiabilité des comptes déposés.

Au cours de sa séance plénière du 8 septembre 1998, la Commission s'est longuement penchée sur la question de savoir si, dans de telles circonstances, les partis concernés pouvaient être réputés avoir satisfait aux obligations comptables exigées par l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée.

Consciente de la limite de ses pouvoirs en la matière, en l'état de la législation (1), la commission est néanmoins soucieuse de ne pas perdre sa crédibilité en acceptant des comptes qui, en raison de l'importance des réserves prononcées par les commissaires aux comptes, ne sont pas totalement réguliers.

C'est pourquoi, elle est désormais favorable à une analyse des réserves, au cas par cas, pouvant l'amener à considérer, sauf appréciation contraire des tribunaux, que la certification n'est pas acquise.

Les partis politiques n'ayant pas été informés, au préalable, de cette évolution doctrinale de la Commission sur ce point, il a été décidé de reporter à l'an prochain sa mise en œuvre.

Néanmoins, dès à présent, les décisions suivantes ont été prises :

- comme les années antérieures, les réserves sont publiées *in extenso* au Journal officiel mais, désormais, dans un chapitre séparé ;
- les partis politiques dont les comptes ont été assortis de réserves particulièrement fortes et significatives ont été avisés, par les soins du secrétaire général de la commission que celle-ci est susceptible, à l'avenir, dans des circonstances similaires, de considérer que les comptes n'ont pas été déposés dans des conditions respectant strictement les règles légales avec les conséquences financières qu'entraîneront, le cas échéant, une telle décision ;
- la commission a pris l'initiative de saisir de cette question la Compagnie nationale des commissaires aux comptes dont le groupe de travail spécialisé est appelé à se réunir rapidement.

(1) En effet, les textes actuels régissant les pouvoirs de la commission ne paraissent pas lui donner un pouvoir de rejet des comptes mais seulement la faculté de contrôler la régularité formelle de leur dépôt.

### 5° Données statistiques

#### a) Nombre de formations politiques concernées

191 formations politiques au total étaient juridiquement, au vu des informations disponibles, tenues de déposer leurs comptes avant le 30 juin 1998 au titre de l'exercice 1997 :

- 42 en tant que bénéficiaires directs de l'aide budgétaire publique en 1997 (1) ;
- 149 non bénéficiaires de l'aide publique directe en 1997, mais ayant disposé avant le 31 décembre 1997 d'au moins une association de financement agréée par la C.C.F.P. ou ayant désigné au moins un mandataire financier (personne physique) à la préfecture.

#### b) Synthèse de la conformité des dépôts

Les 191 partis ou groupements concernés (2) ont été invités, comme les années antérieures, par circulaire détaillée du 5 décembre 1997, à produire leurs comptes avant le 30 juin 1998.

Sont publiés (3) : les 162 comptes (84 %) qui ont été adressés en 1998 à la C.C.F.P. avant sa séance du 8 septembre 1998 dont 156 comptes (82 %) ont été transmis dans le délai légal (83 % en 1997).

- Comptes conformes (nombre : 150, soit 93 % des comptes déposés).

Les 150 comptes sont publiés au chapitre I<sup>er</sup> (137 comptes conformes) et au chapitre II (13 comptes conformes mais assortis de réserves).

- Comptes non conformes (nombre : 12, soit 7 % des comptes déposés).

Les 12 comptes sont publiés au chapitre III :

#### • 6 pour dépôt hors délais :

- Assemblée des Alliances de Citoyens ;
- Comité Central Bonapartiste ;
- Convergences Ecologie Solidarité ;
- Ensemble pour le Haut Vacluse ;
- Mouvement Politique pour la Relance Economique et Sociale de la Seyne-sur-Mer ;
- Rassemblement Social et Libéral.

#### • 6 pour certification non conforme :

- Citoyens Candidats ;
  - Club Gambetta, République et Egalité ;
  - Démocratie Chrétienne Sociale Française ;
  - Parti Socialiste Guyanais ;
  - Unité 13 ;
  - Union Nationale Ecologiste.
- Comptes non déposés (nombre : 29, soit 15 %) (cf. colonne « ND » du tableau ci-après) :
- Agir avec Gilbert Meyer ;
  - Alliance Locale des Citoyens d'Orsay et Bures ;
  - Alliance Populaire ;
  - Alliance pour l'Ecologie et la Démocratie ;

(1) Cf. décret n° 97-59 du 23 janvier 1997, J.O. du 24 janvier 1997.

(2) Ils étaient 29 au titre de l'exercice 1990 ; 54 au titre de l'exercice 1991 ; 100 au titre de l'exercice 1992 ; 142 au titre de l'exercice 1994 ; 262 au titre de l'année 1995 ; 165 au titre de l'exercice 1996.

(3) Rappel des statistiques de l'année 1997 (exercice 1996) (séance du 9 septembre 1997) :

145 comptes sur 165 (84 %) ont été publiés :  
 137 (94 %) au chapitre I<sup>er</sup> (dépôt conforme) ;  
 8 (6 %) au chapitre II (dépôt non conforme) ;  
 5 dépôts hors délais ;  
 3 certifications irrégulières ;  
 20 (12 %) non-dépôts.  
 Pour mémoire : 3 dispenses de dépôt.

- Citoyens d'Europe ;
- Combat Ouvrier ;
- Confédération des Ecologistes Indépendants ;
- Euskal Batasuna ;
- Fédération pour une Nouvelle Solidarité ;
- Forum Provence 13 ;
- La Mana Te Nuna ;
- Mouvement Populaire Mahorais ;
- Mouvement de Solidarité des Français ;
- Mouvement des Démocrates ;
- Parti Ecologiste ;
- Parti Libéral ;
- Parti Mondialiste ;
- Pour Renover la Gauche ;
- Pupu Here Ai'a Te Nuna'a La Ora ;
- Rassemblement des Buxangeorgiens Républicains ;
- Rassemblement des Démocrates et Républicains de Progrès ;
- Réformes et Libertés ;
- Solidarité Entreprises ;
- Tiréo ;
- Union des Forces Libérales de Guyane ;
- Union des Indépendants ;
- Union du Peuple de France ;
- Union et Rassemblement pour le Gers ;
- Union pour la VII<sup>e</sup>.

#### TABLEAU RÉCAPITULATIF

Le tableau ci-après, page 36010, donne les informations suivantes :

- département du siège du parti ;
- nom de ses représentants ;
- origine de l'obligation de dépôt (perception de l'aide budgétaire publique ou recueil de dons par l'intermédiaire d'une association de financement agréée ou d'un mandataire financier, personne physique) ;
- avis de la commission sur la régularité du dépôt ;
- référence de la page du Journal officiel où sont publiés les comptes de la formation politique.

### 6° Informations complémentaires

Les 5 formations politiques suivantes ont déposé des comptes, bien que non légalement tenues de le faire (elles n'ont en effet en 1997 ni bénéficié de l'aide budgétaire publique ni disposé d'un mandataire [association de financement agréée ou mandataire financier, personne physique]) :

- Comité pour Saint-Michel (siège : Essonne ; président : M. Jean-Loup Englander ; trésorier : M. Adolphe-Laurent Polizzi).

Ce parti a déposé des comptes certifiés par deux commissaires aux comptes (bilan et compte de résultat) faisant état de 179 093 F de produits dont 166 750 F de cotisations.

L'actif net de bilan est de 414 653 F.

- Forces démocratiques de Guyane (siège : Guyane ; président : non connu ; trésorier : M. Raphaël Rabord).

Ce parti a déposé des comptes certifiés par un seul commissaire aux comptes (bilan et compte de résultat) faisant état de 19 700 F de recettes, constituées en totalité de cotisations.

Situation nette figurant au bilan : 55 227 F.

- Parti nationaliste basque (siège : Pyrénées-Atlantiques ; président et trésorier : non connus).

Ce parti a déposé des comptes certifiés par deux commissaires aux comptes (bilan et compte de résultat) faisant état de 609 223 F de produits,

Le total de l'actif s'élève à : 612 904 F.  
Les commissaires aux comptes ont formulé les réserves suivantes :

« Des opérations substantielles ont eu lieu en 1996. La première année d'exploitation (inscription le 1<sup>er</sup> octobre 1996) n'a pas fait l'objet d'une clôture légale, ni d'une approbation, avec dépôt des comptes auprès de la C.C.F.P. avant le 30 juin 1997.

« Un journal de caisse est tenu à compter du mois d'août 1997, qui ne mentionne que les dépenses courantes, non les frais de déplacement, qui sont très lourds par caisse, soit un montant de 26 343,60 F, justifiés par les attestations sur l'honneur du président de l'association.

« Le produit principal est constitué par les subventions du Parti nationaliste basque espagnol qui a apporté 519 720 F au titre du fonctionnement et 50 000 F au titre des élections législatives de 1997. Ce financement ne semble pas être en contradiction avec la loi du 11 mars 1988, modifiée par le décret n° 90-55 du 15 janvier 1990 (J.O. du 13 juillet). »

#### Observations de la commission

Le Parti nationaliste basque, bien que non officiellement répertorié auprès de la commission (absence d'aide budgétaire publique et de mandataire financier), a déposé des comptes certifiés auprès de la C.C.F.P. le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

Compte tenu de la rédaction actuelle de l'article 11-4 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée qui interdit les dons des personnes morales à l'exception des partis et groupements politiques, la commission s'est interrogée longuement sur la légalité de l'encaissement par un parti ou un candidat à une élection de dons provenant d'un parti étranger.

Par nature, en effet, ce type de contributions financières ne répond pas aux critères fixés par la jurisprudence du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat, rappelée supra § 3.

• **Parti Union pour Muret** (siège : Haute-Garonne ; président : M. Claude Saint-Espès ; trésorier : Mme Martine Téchine).

Ce parti a déposé des comptes certifiés par deux commissaires aux comptes (bilan et compte de résultat) faisant état de 175 121 F de recettes dont 173 602 F de contribution des élus.

Le bilan affiche une situation nette de 139 571 F.

Ce parti dispose d'une association de financement agréée par la commission depuis le 10 février 1998.

(1) Pour information, les comptes afférents à l'année 1991 ont été publiés au Journal officiel du 20 février 1993, série Lois et Décrets, annexe au n° 43 ; ceux de l'année 1992 ont été publiés au Journal officiel du 24 février 1994, série Lois et Décrets, annexe au n° 46 ; ceux de l'année 1993 ont été publiés au Journal officiel du 19 novembre 1994, série Lois et Décrets, annexe au n° 268 ; ceux de l'année 1994 ont été publiés au Journal officiel du 10 novembre 1995, série Lois et Décrets, annexe au n° 262 ; ceux de l'année 1995 ont été publiés au Journal officiel des 11, 12, 13 novembre 1996, série Lois et Décrets, annexe au n° 264 ; ceux de l'année 1996 ont été publiés au Journal officiel du 29 octobre 1997, série Lois et Décrets, annexe au n° 252.

• **Moselle debout** (siège : Moselle ; président : Dr. Jean Kiffer).

Ce parti a déposé des comptes (bilan et compte de résultat) simplement « contrôlés et vérifiés » par un commissaire aux comptes interne (produits : 5 524 F ; dépenses : 47 454 F ; total de l'actif du bilan : 39 507 F).

#### 7<sup>o</sup> Précisions sur les modalités de publication

La commission est chargée par le législateur d'assurer la publication sommaire des comptes (1) ;

Outre les dons de personnes morales aux partis politiques supprimés depuis la loi du 19 janvier 1995 précitée, la présente publication ne comporte plus également le détail des contributions financières entre formations politiques (application de l'art. 16 de la loi n° 95-65 du 19 janvier 1995 qui a supprimé la publication des dons de personnes morales sans distinction).

La commission a reproduit comme en 1997, dans un cadre normalisé démarquant l'imprimé C.C.F.P., les données comptables des partis, sauf dans quelques cas, en raison du volume des comptes fournis par ces derniers ou de leur caractère peu exploitable en l'état.

La présente publication, qui comporte 162 comptes, est divisée en trois chapitres :

**Chapitre I<sup>er</sup> : « Comptes des formations politiques considérées par la commission comme ayant rempli leurs obligations comptables dans les conditions légales »** (nombre : 136).

**Chapitre II : « Comptes des formations politiques considérées par la commission comme ayant rempli leurs obligations comptables mais dont la certification des comptes est assortie de réserves »** (nombre : 14).

**Chapitre III : « Comptes des formations politiques déposés dans des conditions non conformes à la loi et publiés simplement pour information »** (nombre : 12).

#### Nota :

- à l'intérieur des chapitres, les comptes sont classés par ordre alphabétique de parti ;
- les termes « formation politique », « parti politique » et « groupement politique » sont utilisés indifféremment ;
- les montants sont exprimés en francs sauf mentions spécifiques (pour certains partis d'outre-mer où les données comptables sont parfois libellées en francs Pacifique « FCFP ») ;
- la présente publication comporte parfois des données comptables en francs à l'exclusion des centimes.

Il peut arriver dès lors que les totaux de « l'actif » et du « passif » du bilan ou encore le total des « charges » ou des « produits » du compte d'exploitation général ne correspondent pas exactement au total des postes comptables rattachés :

- les chiffres précédés au bilan du signe - ou placés entre parenthèses ([...]) ; <...> signifient un chiffre négatif ;
- les noms du principal responsable et du trésorier des formations politiques sont ceux indiqués par ces dernières en annexe des comptes déposés.

En cas d'absence de dépôt, ont été mentionnés les derniers noms connus de la commission.



**Comptes des formations politiques  
considérés par la commission comme ayant rempli leurs obligations comptables.**

**A.I.A. - A.P.I.**

**A.I.A. - A.P.I.** est une formation politique qui a bénéficié au titre de l'année 1997 de l'aide budgétaire publique, mais n'a pas disposé de mandataire financier (personne physique ou morale).

Elle a déposé des comptes (bilan et compte de résultat), certifiés par deux commissaires aux comptes.

Le groupement politique n'a pas déclaré détenir dans d'autres organismes ou structures de participation majoritaire ou de pouvoir prépondérant de décision ou de gestion au sens de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée.

**Précisions fournies par le parti :**

1. L'année 1997 est marquée notamment par les élections législatives du 17 mai 1997.

Le parti a personnellement participé au financement de la campagne électorale des candidats du parti A.I.A.-A.P.I. lors de ces élections pour un montant total de 2 998 400 FCFP (= 164 912 FF).

2. Trois adhérents ont consenti au profit du parti un abandon partiel de leur créance antérieure qu'ils détenaient envers le parti A.I.A.-A.P.I. Le montant des sommes abandonnées au titre de l'exercice 1997 s'est élevé à 2 000 000 FCFP (= 110 000 FF) et a été comptabilisé en « produits exceptionnels ».

3. Une dette datant de 1991 non réclamée par la société en liquidation judiciaire *Tahiti Conquest Air Lines* a été reprise en « produits exceptionnels » pour une somme de 3 323 770 FCFP (= 182 807 FF).

**Précisions fournies par les commissaires aux comptes :**

« Nous tenons à préciser que les frais de déplacement et les frais de réception inscrits en charges ne sont pas toujours appuyés de pièces justificatives. Ils correspondent souvent à des viatiques versés. »

**I. - BILAN D'ENSEMBLE**

(en francs)

ACTIF NET		PASSIF	
<b>I. - Actif immobilisé</b>		<b>I. - Fonds propres de l'ensemble</b>	
Immobilisations incorporelles.....		Réserves :	
Ecart d'acquisition .....		- réserves consolidées ou assimilées.....	
Immobilisations corporelles :		- autres réserves.....	- 1 266 163
- terrains et constructions.....		Excédent ou perte de l'exercice.....	57 000
- autres immobilisations corporelles.....	12 888		
Immobilisations financières :		<b>II. - Provisions pour risques et charges</b>	
- participations et créances rattachées.....		Provisions pour risques.....	
- prêts.....		Provisions pour campagnes électorales.....	
- autres immobilisations financières.....		Provisions pour autres charges.....	
<b>II. - Actif circulant</b>		<b>III. - Dettes</b>	
Stock et en-cours.....		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit.....	235 885
Créances :		Emprunts et dettes financières divers.....	867 431
- adhérents et comptes rattachés.....		Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	29 610
- autres créances.....		Dettes fiscales et sociales.....	
Valeurs mobilières de placement.....		Autres dettes.....	96 306
Disponibilités.....	7 181	<b>IV. - Comptes de régularisation</b>	
<b>III. - Comptes de régularisation</b>		Produits constatés d'avance.....	
Charges constatées d'avance.....			
Charges de campagnes électorales à répartir sur plusieurs exercices.....			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices.....			
<b>Total de l'actif.....</b>	<b>20 069</b>	<b>Total du passif.....</b>	<b>20 069</b>

## II. - COMPTE DE RESULTAT D'ENSEMBLE

(en francs)

CHARGES DE L'EXERCICE		PRODUITS DE L'EXERCICE	
Propagande et communication .....		Cotisations des adhérents.....	117 005
dont :		Contributions des élus.....	
- congrès, manifestations, universités		Financement public : 1997	
- presse, publication, télévision,		- dont première fraction..... 125 412	} Total... 125 412
espaces publicitaires.....		- dont deuxième fraction .....	
Aides financières aux candidats :		- dont contribution forfaitaire..	
- versées aux mandataires (personnes physiques ou	97 350	Dons de personnes physiques.....	
morales).....		Dévolution de l'excédent des comptes de campagne...	
- versées directement aux candidats.....	67 562	Contributions reçues d'autres formations politiques.....	
- prise en charge directe de dépenses électorales....		Produits des manifestations et colloques .....	
Autres aides financières :		Produits d'exploitation.....	
- à d'autres formations politiques (à détailler en		Autres produits.....	
annexe).....	2 211	Produits financiers.....	
- à d'autres organismes .....		Produits exceptionnels.....	317 628
Achats consommés .....		Reprises sur provisions et amortissements.....	55 000
Autres charges externes.....	265 211	dont :	
dont :		- reprise sur provisions pour cam-	
- loyers.....		pagnes électorales.....	
- frais de voyage et de déplacement 30 130			
Impôts et taxes.....			
Charges de personnel :			
- salaires.....			
- charges sociales.....			
Autres charges d'exploitation.....	42 546		
Charges financières.....	12 862		
Charges exceptionnelles.....	62 700		
Dotations aux amortissements et provisions.....	7 603		
dont :			
- dotation aux amortissements des			
charges à répartir.....			
- dotation aux provisions pour cam-			
pagnes électorales.....			
Total des charges .....	558 045	Total des produits .....	615 045
Résultat d'ensemble (excédent) .....	57 000	Résultat d'ensemble (perte) .....	
Total .....	615 045	Total .....	615 045

## FETIA API

*Fetia Api* est une formation politique qui n'a pas bénéficié au titre de l'année 1997 de l'aide budgétaire publique, mais a disposé d'un mandataire financier (personne physique).

Elle a déposé des comptes certifiés par deux commissaires aux comptes comprenant :

- les comptes *d'ensemble* (bilan et compte de résultat) regroupant par *agrégation* :
  - les comptes *individuels* du parti ;
  - les comptes de son mandataire financier.
- les comptes *individuels* (bilan et compte de résultat) du parti ;
- les comptes *individuels* (bilan et compte de résultat) du mandataire financier du parti.

Ce groupement politique n'a pas déclaré détenir dans d'autres organismes ou structures de participation majoritaire ou de pouvoir prépondérant de décision ou de gestion au sens de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée.

### I. - BILAN D'ENSEMBLE

(en francs)

ACTIF NET		PASSIF	
I. - Actif immobilisé		I. - Fonds propres de l'ensemble	
Immobilisations incorporelles.....		Réserves :	
Ecart d'acquisition.....		- réserves consolidées ou assimilées.....	152 755
Immobilisations corporelles :		- autres réserves.....	128 827
- terrains et constructions.....	53 675	Excédent ou perte de l'exercice.....	
- autres immobilisations corporelles.....			
Immobilisations financières :		II. - Provisions pour risques et charges	
- participations et créances rattachées.....		Provisions pour risques.....	
- prêts.....		Provisions pour campagnes électorales.....	
- autres immobilisations financières.....		Provisions pour autres charges.....	
II. - Actif circulant		III. - Dettes	
Stock et en-cours.....		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Créances :		Emprunts et dettes financières divers.....	550
- adhérents et comptes rattachés.....	24 310	Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	
- autres créances.....	14 905	Dettes fiscales et sociales.....	
Valeurs mobilières de placement.....		Autres dettes.....	17 246
Disponibilités.....	206 487	IV. - Comptes de régularisation	
III. - Comptes de régularisation		Produits constatés d'avance.....	
Charges constatées d'avance.....			
Charges de campagnes électorales à répartir sur plusieurs exercices.....			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices.....			
Total de l'actif.....	299 378	Total du passif.....	299 378

## II. - COMPTE DE RÉSULTAT D'ENSEMBLE

(en francs)

CHARGES DE L'EXERCICE		PRODUITS DE L'EXERCICE	
Propagande et communication .....		Cotisations des adhérents.....	6 270
dont :		Contributions des élus.....	
- congrès, manifestations, universités		Financement public : 1997	
- presse, publication, télévision,		- dont première fraction.....	} Total...
espaces publicitaires.....		- dont deuxième fraction.....	
Aides financières aux candidats :		- dont contribution forfaitaire..	
- versées aux mandataires (personnes physiques ou		Dons de personnes physiques.....	140 800
morales).....		Dévolution de l'excédent des comptes de campagne...	
- versées directement aux candidats.....		Contributions reçues d'autres formations politiques.....	
- prise en charge directe de dépenses électorales...		Produits des manifestations et colloques .....	257 596
Autres aides financières :		Produits d'exploitation .....	
- à d'autres formations politiques (à détailler en		Autres produits.....	
annexe).....		Produits financiers.....	
- à d'autres organismes.....		Produits exceptionnels.....	
Achats consommés.....		Reprises sur provisions et amortissements.....	
Autres charges externes.....	265 392	dont :	
dont :		- reprise sur provisions pour cam-	
- loyers.....		pagnes électorales.....	
- frais de voyage et de déplacement			
Impôts et taxes.....	5 500		
Charges de personnel :			
- salaires.....			
- charges sociales.....			
Autres charges d'exploitation.....			
Charges financières.....			
Charges exceptionnelles.....			
Dotations aux amortissements et provisions.....	4 947		
dont :			
- dotation aux amortissements des			
charges à répartir.....			
- dotation aux provisions pour cam-			
pagnes électorales.....			
Total des charges.....	275 839	Total des produits.....	404 666
Résultat d'ensemble (excédent).....	128 827	Résultat d'ensemble (perte) .....	
Total.....	404 666	Total.....	404 666

## FRONT DE LIBÉRATION DE POLYNÉSIE

Le *Front de Libération de Polynésie* est une formation politique qui a bénéficié au titre de l'année 1997 de l'aide budgétaire publique, elle a déclaré disposer d'un mandataire financier (personne morale) mais non agréée par la Commission (régularisation en cours).

Elle a déposé des comptes *d'ensemble* (bilan et compte de résultat), certifiés par deux commissaires aux comptes.

### I. - BILAN D'ENSEMBLE

(en francs)

ACTIF NET		PASSIF	
I. - Actif immobilisé		I. - Fonds propres de l'ensemble	
Immobilisations incorporelles.....		Réserves :	
Ecart d'acquisition.....		- réserves consolidées ou assimilées.....	
Immobilisations corporelles :		- autres réserves.....	- 49 511
- terrains et constructions.....	43 880	Excédent ou perte de l'exercice.....	115 068
- autres immobilisations corporelles.....		II. - Provisions pour risques et charges	
Immobilisations financières :		Provisions pour risques.....	
- participations et créances rattachées.....		Provisions pour campagnes électorales.....	
- prêts.....		Provisions pour autres charges.....	
- autres immobilisations financières.....		III. - Dettes	
II. - Actif circulant		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Stock et en-cours.....		Emprunts et dettes financières divers.....	13 431
Créances :		Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	
- adhérents et comptes rattachés.....		Dettes fiscales et sociales.....	
- autres créances.....		Autres dettes.....	
Valeurs mobilières de placement.....	35 108	IV. - Comptes de régularisation	
Disponibilités.....		Produits constatés d'avance.....	
III. - Comptes de régularisation			
Charges constatées d'avance.....			
Charges de campagnes électorales à répartir sur plusieurs exercices.....			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices.....			
Total de l'actif.....	78 988	Total du passif.....	78 988

## II. - COMPTE DE RÉSULTAT D'ENSEMBLE

(en francs)

CHARGES DE L'EXERCICE		PRODUITS DE L'EXERCICE	
Propagande et communication.....	35 750	Cotisations des adhérents.....	660
dont :		Contributions des élus.....	21 450
- congrès, manifestations, universités.....	8 250	Financement public : 1997	
- presse, publication, télévision, espaces publicitaires.....	27 500	- dont première fraction.....	179 425
Aides financières aux candidats :		- dont deuxième fraction.....	} Total... 179 425
- versées aux mandataires (personnes physiques ou morales).....		- dont contribution forfaitaire..	
- versées directement aux candidats.....		Dons de personnes physiques.....	
- prise en charge directe de dépenses électorales.....	12 574	Dévolution de l'excédent des comptes de campagne...	14 174
Autres aides financières :		Contributions reçues d'autres formations politiques.....	
- à d'autres formations politiques (à détailler en annexe).....		Produits des manifestations et colloques.....	
- à d'autres organismes.....		Produits d'exploitation.....	
Achats consommés.....		Autres produits.....	
Autres charges externes.....	41 347	Produits financiers.....	
dont :		Produits exceptionnels.....	
- loyers.....		Reprises sur provisions et amortissements.....	
- frais de voyage et de déplacement.....	21 146	dont :	
Impôts et taxes.....		- reprise sur provisions pour campagnes électorales.....	
Charges de personnel :			
- salaires.....			
- charges sociales.....			
Autres charges d'exploitation.....			
Charges financières.....			
Charges exceptionnelles.....			
Dotations aux amortissements et provisions.....	10 970		
dont :			
- dotation aux amortissements des charges à répartir.....			
- dotation aux provisions pour campagnes électorales.....			
Total des charges.....	100 641	Total des produits.....	215 709
Résultat d'ensemble (excédent).....	115 068	Résultat d'ensemble (perte).....	
Total.....	215 709	Total.....	215 709

## TAHOERAA HUIRAATIRA

*Tahoeraa Huiraatira* est une formation politique qui a bénéficié au titre de l'année 1997 de l'aide budgétaire publique et a disposé d'un mandataire financier (personne morale).

Elle a déposé des comptes certifiés par deux commissaires aux comptes, comprenant :

- les comptes *d'ensemble* (bilan et compte de résultat) regroupant, *par agrégation*, les comptes des entités suivantes :
  - le parti *Tahoeraa Huiraatira* ;
  - son association de financement ;
  - la fédération des socioprofessionnels du parti ;
- les comptes *individuels* (bilan et compte de résultat) du parti ;
- les comptes *individuels* (bilan et compte de résultat) de son association de financement ;
- les comptes *individuels* (bilan et compte de résultat) de la fédération des socioprofessionnels du parti.

Ce groupement politique n'a pas déclaré détenir dans d'autres organismes ou structures de participation majoritaire ou de pouvoir prépondérant de décision ou de gestion au sens de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée.

### I. - BILAN D'ENSEMBLE

(en francs)

ACTIF NET		PASSIF	
I. - Actif immobilisé		I. - Fonds propres de l'ensemble	
Immobilisations incorporelles.....		Réserves :	
Ecart d'acquisition.....		- réserves consolidées ou assimilées.....	
Immobilisations corporelles :		- autres réserves.....	- 150 138,34
- terrains et constructions.....		Excédent ou perte de l'exercice.....	- 231 435,71
- autres immobilisations corporelles.....	290 905,23	II. - Provisions pour risques et charges	
Immobilisations financières :		Provisions pour risques.....	
- participations et créances rattachées.....		Provisions pour campagnes électorales.....	
- prêts.....		Provisions pour autres charges.....	
- autres immobilisations financières.....		III. - Dettes	
II. - Actif circulant		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit.....	70 665,82
Stock et en-cours.....		Emprunts et dettes financières divers.....	
Créances :		Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	888 641,88
- adhérents et comptes rattachés.....		Dettes fiscales et sociales.....	5 984,83
- autres créances.....	249 999,97	Autres dettes.....	104 470,85
Valeurs mobilières de placement.....		IV. - Comptes de régularisation	
Disponibilités.....	147 284,12	Produits constatés d'avance.....	
III. - Comptes de régularisation			
Charges constatées d'avance.....			
Charges de campagnes électorales à répartir sur plusieurs exercices.....			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices.....			
Total de l'actif.....	688 189,32	Total du passif.....	688 189,32

## II. - COMPTE DE RÉSULTAT D'ENSEMBLE

(en francs)

CHARGES DE L'EXERCICE		PRODUITS DE L'EXERCICE	
Propagande et communication .....	151 331,57	Cotisations des adhérents .....	19 250,00
dont :		Contributions des élus .....	290 400,00
- congrès, manifestations, universités .....	130 442,57	Financement public : 1997	
- presse, publication, télévision, espaces publicitaires .....		- dont première fraction .....	} Total...
Aides financières aux candidats .....	103 565,94	- dont deuxième fraction .....	
- versées aux mandataires (personnes physiques ou morales) .....		- dont contribution forfaitaire .....	
- versées directement aux candidats .....		Dons de personnes physiques .....	404 030,00
- prise en charge directe de dépenses électorales .....		Dévolution de l'excédent des comptes de campagne .....	
Autres aides financières :		Contributions reçues d'autres formations politiques .....	
- à d'autres formations politiques (à détailler en annexe) .....		Produits des manifestations et colloques .....	
- à d'autres organismes .....		Produits d'exploitation .....	
Achats consommés .....		Autres produits .....	25 344,50
Autres charges externes .....	677 118,70	Produits financiers .....	
dont :		Produits exceptionnels .....	
- loyers .....	209 600,16	Reprises sur provisions et amortissements .....	
- frais de voyage et de déplacement .....	277 229,32	dont :	
Impôts et taxes .....	4 252,93	- reprise sur provisions pour campagnes électorales .....	
Charges de personnel .....	111 420,32		
- salaires .....	86 638,86		
- charges sociales .....	24 781,46		
Autres charges d'exploitation .....			
Charges financières .....	1 330,78		
Charges exceptionnelles .....	292 165,50		
Dotations aux amortissements et provisions .....	101 532,09		
dont :			
- dotation aux amortissements des charges à répartir .....			
- dotation aux provisions pour campagnes électorales .....			
Total des charges .....	1 442 717,82	Total des produits .....	1 211 282,11
Résultat d'ensemble (excédent) .....		Résultat d'ensemble (perte) .....	231 435,71
Total .....	1 442 717,82	Total .....	1 442 717,82



**TABLEAU synoptique de synthèse des formations politiques tenues de déposer des comptes certifiés auprès de la C.C.P.F. avant le 30 juin 1996 au titre de l'exercice 1997 et avis de la commission sur la conformité légale du dépôt.**

(Nombre : 191)

Dénomination de la formation politique (1)	Origine de l'obligation de dépôt				Département du siège	Nom du principal responsable (2)	Nom du trésorier (3)	Observations C.C.F.P. (4)	Numéro de page de publication des comptes
	Perception de l'aide budgétaire publique en 1997		AF (5)	MF (6)					
	1re fraction	2e fraction							
A.I.A.-A.P.I.	X				Polynésie	Vernaudon (Emile)	Buillard (Joël)	D.C.	36022
F.E.T.I.A. A.P.I.				X	Polynésie	Léontieff (Boris)	Non connu (10)	D.C.	36106
Front de libération de Polynésie.	X				Polynésie	Tamaru (Oscar)	Non connu	D.C.	36119
Ia mana te nuna	X				Polynésie	Bryant (Jacques)	Non connu	N.D.	-
Pupu here ai'a te nuna'a ia ora.			X		Polynésie	Hiro (Tony)	Taaroamea (Myma) (Mme)	N.D.	-
Tahoeraa huiraatira	X	X	X		Polynésie	Flosse (Gaston)	Levy (Nelson)	D.C.	36263
Tireo	X			X	Polynésie	Razpoto (Marius)	Poinceau (Jacqueline)	N.D.	-

(1) Ordre alphabétique de la liste des formations politiques soumises à l'obligation de dépôt de comptes.

(2) Nom du principal responsable au moment du dépôt des comptes.

(3) Nom du trésorier au moment du dépôt des comptes.

N. B. : S'agissant du nom du principal responsable et du trésorier en cas de non-dépôt des comptes en 1998, ont été portés dans le tableau les derniers noms connus de la commission.

(4) D.C. : dépôt conforme (comptes publiés aux chapitres 1er et II de la présente publication) ; H.D. : dépôt hors délai, c'est-à-dire après le 30 juin 1998, cf. chapitre III de la présente publication (les comptes des partis reçus après la séance de la commission du 8 septembre 1998 ne sont pas publiés) ; N.D. : non-dépôt à la date de la séance de la commission.

(5) Ayant disposé en 1997 d'au moins une association de financement agréée (A.F.).

(6) Ayant disposé en 1997 d'au moins un mandataire financier désigné à la préfecture (M.F.).

(10) Le précédent trésorier, William Wong-Fat est décédé en mai 1996.

### CONVENTION de financement n° 416-98 du 19 novembre 1998.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Rapa, représentée par son maire, M. Tuanainai Narii,

Conviennent :

#### Dispositions générales

#### Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rapa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Aménagement d'un centre socio-culturel", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation de l'aménagement d'un centre socio-culturel dont le coût est estimé à 660.000 FF, soit 12.000.000 F CFP.

#### Art. 3.— *Plan de financement*

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Territoire	264.000 FF	4.800.000 F CFP
- Etat	393.000 FF	7.200.000 F CFP

### CONVENTION de financement n° 418-98 du 20 novembre 1998.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Raivavae, représentée par son maire, M. Taaroa Tevaatua,

Conviennent :

#### Dispositions générales

#### Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la

commune de Raivavae pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un camion à benne", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'achat d'un camion à benne dont le coût est estimé à 448.250 FF, soit 8.150.000 F CFP.

#### Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Territoire 40 %	179.300 FF	3.260.000 F CFP
- Etat (F.I.D.E.S.) 60 %	268.950 FF	4.890.000 F CFP

#### CONVENTION de financement n° 431-98 du 30 novembre 1998.

Entre :

- L'Etat, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- La commune de Pirae, représentée par son maire, M. Gaston Flosse,

.....  
Convient :

#### Dispositions générales

#### Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Pirae pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Etude d'aménagement du site de Hamuta", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'étude globale d'aménagement de la zone, jusqu'à l'avant-projet, de manière à mieux intégrer les différents équipements, dont le coût est estimé à 82.500 FF, soit 1.500.000 F CFP.

#### Art. 3.— Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	82.500 FF	1.500.000 F CFP
--------	-----------	-----------------

#### CONVENTION de financement n° 437-98 du 2 décembre 1998.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme F.I.P. et représenté par le président de son comité de gestion, le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Huahine, représentée par son maire, M. Delano Flohr,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

#### Dispositions générales

#### Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Grosses réparations de l'école maternelle de Fiti", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants :

##### 1re tranche :

- remise en état de six modules ;
- réparations des huisseries ;
- remise en état du réfectoire et du sanitaire ;
- réparations des clôtures ;
- réparations du préau ;
- frais d'études,

dont le coût est estimé à 15.593.335 F CFP.

##### 2e tranche :

- reconstruction d'un bureau de direction ;
- reconstruction de deux modules préau,

dont le coût est estimé à 3.699.436 F CFP.

#### Art. 3.— Financement

La première tranche de l'opération décrite à l'article précédent sera financée à 100 % au titre de la programmation 1997 "réserve cyclone" du Fonds intercommunal de péréquation, soit une dotation de 15.593.335 F CFP, dont 540.000 F CFP de frais d'études.

#### CONVENTION de financement n° 438-98 du 2 décembre 1998.

Entre :

- Le Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme F.I.P. et représenté par le président de son comité de gestion, le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Jean Aribaud,

Et :

- La commune de Huahine, représentée par son maire, M. Delano Flohr,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

#### Dispositions générales

#### Article 1er.— Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Grosses réparations de l'école primaire de Fiti", décrite à l'article 2 ci-après.

#### Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la réalisation des ouvrages suivants :

*1re tranche :*

- bâtiment trois classes (réfection complète de la charpente, de la couverture, de l'installation électrique, des plafonds, des revêtements de sols, de la peinture, remplacement des huisseries) ;
  - bâtiment sept classes (remplacement de certaines huisseries) ;
  - autres bâtiments (réparations diverses) ;
  - réparations des clôtures,
- dont le coût est estimé à 13.128.990 F CFP sans frais d'études.

*2e tranche :*

- reconstruction du préau ;
  - frais d'études,
- dont le coût est estimé à 30.346.131 F CFP, dont 1.400.000 F CFP de frais d'études.

**Art. 3.— Financement**

La première tranche de l'opération décrite à l'article précédent sera financée à 100 % au titre de la programmation 1997 "réserve cyclone" du Fonds intercommunal de péréquation, soit une dotation de 13.128.990 F CFP.

## ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### SERVICE DES DOUANES

#### COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2924 D du 9 septembre 1961)

(Période du 17 au 30 décembre 1998 inclus)

PAYS	DEVICES	Cours en francs Pacifique
Belgique .....	1 franc belge	2,95
Suisse .....	1 franc suisse	75,42
Italie .....	100 lires	6,15
Etats-Unis d'Amérique .....	1 dollar	101,22
Australie .....	1 dollar	63,06
Nouvelle-Zélande .....	1 dollar	52,91
Canada .....	1 dollar canadien	69,66
Hong Kong .....	1 dollar	13,06
Singapour .....	1 dollar	61,36
Fidji .....	1 dollar	51,15
Allemagne .....	1 deutsche mark	60,98
Pays-Bas .....	1 florin	54,10
Suède .....	1 couronne suédoise	12,56
Norvège .....	1 couronne norvégienne	12,93
Danemark .....	1 couronne danoise	16,03
Autriche .....	1 schilling	8,67
Espagne .....	1 peseta	0,71
Portugal .....	1 escudo	0,59
Japon .....	100 yens	86,75
Grande-Bretagne .....	1 livre sterling	170,44
Ecu européen .....	1 Ecu	119,75

## SERVICE DE L'URBANISME

### AVIS OFFICIEL N° L/98-22/AU

Le service de l'urbanisme a été saisi par M. Guion Christian, pour l'O.T.H.S., d'une demande d'autorisation de lotir en 30 lots du lotissement "Utuofai" sis à Faane, sur les parcelles cadastrées n° 293, n° 304, n° 305, n° 308 et n° 309.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction, téléphone : 46.80.28) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus pendant un mois à compter de la date de la présente publication.

Fait à Papeete, le 3 décembre 1998.

Pour le ministre des affaires foncières,  
de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,  
et par délégation :  
*Le chef du service de l'urbanisme,*  
Paul DANTU.

### PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

### CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 2062 MAA.AU

*Réf. :* Arrêté n° 9044 MAA.AU du 4 décembre 1998.

Les formalités prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant la réalisation de la deuxième partie du lotissement Bel Air par M. Jean-Claude Brouillet sur une parcelle de terre sise à Teavaro, Moorea, ayant été accomplies pour les 13 lots, n° 22 à n° 31 et n° 33 à n° 35, le présent certificat, prévu à l'article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 7 décembre 1998.

Pour le ministre des affaires foncières,  
de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,  
et par délégation :  
*Le chef du service de l'urbanisme,*  
Paul DANTU.

### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE MOIS DE NOVEMBRE 1998

#### COMMUNE DE ARUE

*Travaux autorisés le 24 novembre 1998*

N° 97-983 MAA.AU, M. le gérant de la S.C.I. Min Chiu, sur la parcelle cadastrée n° 176, section B, sise à Arue, P.K. 4,300, côté mer, extension d'un immeuble et surélévation du bâtiment commercial ;

N° 97-1113-5, M. le directeur de la S.C.I. Manatea, sur la parcelle cadastrée n° 51, section AV (parcelle de la terre Tipapa, partie du lotissement résidence Jay), identification des logements et modification du 12<sup>e</sup> logement.

*Travaux autorisés le 27 novembre 1998*

N° 97-5-10 MAA.AU, M. P.C. Lacombe pour le compte de la Société hôtelière du Taharaa, à Arue, 1 prorogation du permis de construire.

*Travaux autorisés le 30 novembre 1998*

N° 98-1789-1 MAA.AU, Mlle Dominique Bonno, sur la parcelle cadastrée n° 228, section E (lot B du lot 1d du domaine Terua), 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE FAA'A**

*Travaux autorisés le 24 novembre 1998*

N° 97-1436-2 MAA.AU, M. et Mme Heimanu Garbut, parcelle cadastrée n° 1248, section T.5 (terre Teachoparae), Pamatai, travaux de terrassement (remblai, enrochement) ;

N° 98-1625-1, M. Gaston Tetuanui, parcelle cadastrée n° 1305, section TS, 1 mur de clôture.

*Travaux autorisés le 27 novembre 1998*

N° 98-1628-1 MAA.AU, M. Gaston Tetuanui, parcelle cadastrée n° 1305, section TS, 1 mur de clôture.

**COMMUNE DE HITIAA O TE RA**

*Travaux autorisés le 30 novembre 1998*

N° 98-1663-1 MAA.AU, Mme Hortense Wholer née Richmond, sur le lot 1 dépendant d'une parcelle de la terre Tepaae 2, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE MAHINA**

*Travaux autorisés le 24 novembre 1998*

N° 98-1660-1 MAA.AU, M. Arnaud Callaert, parcelle cadastrée n° 586, section W6 (lot n° 3 du lotissement les Hauts de Mahinarama), 1 clôture ;

N° 98-945-2, M. Pascal Yu, parcelle cadastrée n° 62, section P, lot 5 de la zone résidentielle du lotissement Atima sise à Mahina, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 27 novembre 1998*

N° 98-1765-1 MAA.AU, M. François Kwong, parcelle cadastrée n° 70, section E, lot A35 du lotissement Fareroi), 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE PAPARA**

*Travaux autorisés le 27 novembre 1998*

N° 98-1656-1 MAA.AU, M. Daniel Champsavoir, parcelle cadastrée n° 174, section BB, un terrain formant le lot n° 5c2 du domaine Tehaamatai sis au P.K. 35,500, côté mer, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 30 novembre 1998*

N° 98-1752-1 MAA.AU, Mme Pamela Noho, sur la parcelle cadastrée n° 46, section B1 (un terrain dépendant du lot 8 du partage de la propriété Tehaamatai), 1 maison d'habitation ;

N° 98-1718-1, M. et Mme Eria Temahuki, sur la parcelle cadastrée n° 154, section BC (une parcelle de terre dépendant de la parcelle B de la propriété Millaud), 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE MOOREA-MAIAO**

*Travaux autorisés le 24 novembre 1998*

N° 98-1542-2 MAA.AU, M. Guillaume Tuahu, sur le lot H de la terre Vaipua sise à Afareaitu, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1493-2, Mme Moea Taha, parcelle de la terre Puura sise à Haapiti, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 27 novembre 1998*

N° 98-1644-1 MAA.AU, M. Yannick Arapari, parcelle n° 3 du lot n° 1 du plan de partage des terres Tefaumarumaru et Utuuturi, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1659-1, M. Jean Druitti, parcelle B1 du lot n° 24 dépendant des terres Tematatahoa et Teaafoaiputupu sises à Afaahiti, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 30 novembre 1998*

N° 98-1737-1 MAA.AU, Mlle Lina Fanaurai, sur la terre Apitia dite Motu sise à Teavaro, lieudit Temae, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE PAPEETE**

*Travaux autorisés le 30 novembre 1998*

N° 98-84 MAA.AU.PPTE, M. Edmond Teriifatau, rue du 22 septembre 1914, rénovation d'un immeuble existant (rez-de-chaussée et niveau 1).

**COMMUNE DE PAEA**

*Travaux autorisés le 24 novembre 1998*

N° 98-188-1 MAA.AU, M. Naea Iro, parcelle cadastrée n° 97, section AD (lot n° 10 du lotissement Tehaupu), 1 clôture.

*Travaux autorisés le 27 novembre 1998*

N° 98-1814-1 MAA.AU, M. le président de l'Eglise évangélique de la Polynésie française, parcelle cadastrée n° 99, section AE (une parcelle de la terre Atitiapehu 1), 1 clocher.

*Travaux autorisés le 30 novembre 1998*

N° 98-1666-1 MAA.AU, Mme Lina Apuarii née Taumihau Nuupure, sur le lot n° 5 du partage du lot n° 4 de la terre Teahoro sise au quartier Taumihau, P.K. 21, côté montagne, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE PIRAE**

*Travaux autorisés le 24 novembre 1998*

N° 98-1669-1 MAA.AU, M. Jean Luc Guilloux, lot B du lot n° 2 de la propriété Laharrague, parcelle de la terre formant le lot n° 2 du partage de l'ancienne propriété Laharrague, Fautau, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 27 novembre 1998*

N° 98-1796-1 MAA.AU, M. Frédéric Maitere, parcelle cadastrée n° 137, section B (une parcelle du lot 2A dépendant du partage du lot n° 2 de la terre Matahiri), 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 30 novembre 1998*

N° 98-1608-1 MAA.AU, Mme Tahia Tehuioa, sur la parcelle cadastrée n° 174, section R3 (terre Arereauahi), sise à Titiro, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE PUNAAUIA**

*Travaux autorisés le 24 novembre 1998*

N° 98-1811 MAA.AU, M. et Mme Ernest Moux, parcelle cadastrée n° 116, section AV, parcelle de la terre formant le lot 167 du lotissement Te Tavake, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1598-1, M. et Mme Gaetan Bordes, parcelle cadastrée n° 61, section BE, 1 maison d'habitation.

N° 98-1730-1, M. Thierry Vanselme, lot n° 31 du lotissement Te Tavake Village (1re tranche), 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 27 novembre 1998*

N° 98-1205-8 MAA.AU, M. Bruno Legendre pour le compte de la S.E.G.C., Continent Punaauia, travaux d'extension ;

N° 98-1579-1, M. le gérant de la S.C.I. Tea Nui, sur la parcelle cadastrée n° 195, section AD (une parcelle de terre dénommée lot 6, A1, détachée de la parcelle B de la propriété Hamilton Bunkley), Nuuroasd, immeuble à usage d'habitation (8 logements en duplex).

*Travaux autorisés le 30 novembre 1998*

N° 98-1628-1 MAA.AU, M. Gustave Van Bastolaer, sur la parcelle cadastrée n° 327, section L (une parcelle du lot n° 5 de la propriété Pugibet), sise au P.K. 11,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE TAIARAPU-EST**

*Travaux autorisés le 24 novembre 1998*

N° 98-1552-2 MAA.AU, M. Jean Marie Bernière, parcelle C dépendant du partage d'une partie du lot 1 des terres Atitama, Atinoua, Tehitiapa et Tohitohiparau, sise à Faaone, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1799-1, M. Léon Butcher, parcelle 6 dépendant du lot n° 4 de la terre Tevihonu sise à Afaahiti, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 30 novembre 1998*

N° 98-1675-1 MAA.AU, Mme Léna Tauru née Tauaea, sur le lot n° 2 d'une partie de la parcelle B aa de la terre Atinoho, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST**

*Travaux autorisés le 24 novembre 1998*

N° 98-1757-1 MAA.AU, M. et Mme James Bernadino, lot n° 140 du lotissement Mitirapa Plateau, dépendant des terres Mitirapa, Rotorua, Mauoro et Puahiana (1re tranche), à Toahotu, 1 maison d'habitation ;

N° 98-1378-2, M. Michel Chang Kui, lot n° 17 du plan de partage de la terre Fareaito et Tapahechee, sis à Toahotu, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE TEVA I UTA**

*Travaux autorisés le 24 novembre 1998*

N° 98-811-2 MAA.AU, Mme Perita Tauhiro épouse Teheipuari, sur la terre Piaua sise à Mataiea, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 30 novembre 1998*

N° 98-1766-1 MAA.AU, M. Mauri Taarao, sur les parcelles cadastrées n° 302 et n° 303 (lot 8 du partage de la terre Teparepare 1 et 2), 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE RANGIROA**

*Travaux autorisés le 27 novembre 1998*

N° 98-1636-1 MAA.AU, M. Gilbert Teheiuira, parcelle de la terre Tereia O Taarao, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE HAO**

*Travaux autorisés le 27 novembre 1998*

N° 97-1346-2 MAA.AU.TG, M. Tanemaruanku Arakino, sur une partie de la terre Pareruke, 1 maison d'habitation.

**DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES**

**AVIS N° 1350 MAA**

En application de l'article 22 de la délibération n° 90-126 AT du 13 décembre 1990, il est porté à la connaissance du public que les sections EA, EB, EC, ED, EH, EM, EN, PE, PH, PI, PK, PL, PM, PN, PO et PR de la commune de Moorea-Maiao, sont soumises à la conservation cadastrale.

Les terres situées dans cette zone devront être identifiées dans les actes qui les concernent par les références du nouveau cadastre (commune, section, numéro de parcelle, nom de la terre, surface).

Fait à Papeete, le 3 décembre 1998.

*Le ministre des affaires foncières,  
de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,*  
Gaston TONG SANG.

**AVIS N° 1351 MAA**

En application de l'article 22 de la délibération n° 90-126 AT du 13 décembre 1990, il est porté à la connaissance du public que les sections BA, BB, BC, BD, BE, BH, BI, BK, CA, CB, CC, CD, CE, CH et AK de la commune de Bora Bora, sont soumises à la conservation cadastrale.

Les terres situées dans cette zone devront être identifiées dans les actes qui les concernent par les références du nouveau cadastre (commune, section, numéro de parcelle, nom de la terre, surface).

Fait à Papeete, le 3 décembre 1998.

*Le ministre des affaires foncières,  
de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,*  
Gaston TONG SANG.

**INSPECTION DU TRAVAIL**

**AVIS**

En application des dispositions de l'article 15 de la loi du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et de l'article 18 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991 relative aux conventions et accords collectifs de travail, il est envisagé de rendre obligatoires pour tous les employeurs et tous les travailleurs du secteur d'activité des banques et sociétés financières, les dispositions de l'avenant du 17 novembre 1998 à la convention collective du travail dudit secteur portant accord de salaires pour l'année 1999 intervenu entre :

*d'une part,*

- l'Association française des banques/Comité de Polynésie française (A.F.B./C.P.F.),

*et d'autre part,*

- la Confédération des syndicats des travailleurs de Polynésie/Force ouvrière (C.S.T.P./F.O.) ;

- le Conseil fédéral des syndicats indépendantistes de Polynésie (C.F.S.I.P.) ;
- la confédération A Tia I Mua,

et déposé au greffe du tribunal du travail de Papeete le 27 novembre 1998 sous le n° 705-161.

Conformément aux prescriptions légales, la teneur des dispositions de cet accord dont l'extension est envisagée, est publiée dans les colonnes du présent numéro du *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les organisations professionnelles et toutes les personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations éventuelles sur l'opportunité de l'extension des dispositions en question dans le délai de quinze (15) jours à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les communications devront être adressées à l'inspection du travail, B.P. 308, 98713 Papeete.

**AVENANT du 17 novembre 1998 à la convention collective du travail du secteur des banques et sociétés financières de Polynésie française du 20 octobre 1986 (accord de salaires pour l'année 1999).**

ENTRE :

- l'Association française des banques/Comité de Polynésie française (A.F.B./C.P.F.),

*d'une part,*

ET :

- le Conseil fédéral des syndicats indépendantistes de Polynésie (C.F.S.I.P.) ;
- la Confédération des syndicats des travailleurs de Polynésie/Force ouvrière (C.S.T.P./F.O.) ;
- la confédération A Tia I Mua,

*d'autre part,*

#### IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er.— Conformément aux dispositions de l'article 37 de la convention collective du personnel des banques et sociétés financières de la Polynésie française, la valeur du point sera revalorisée en 1999 de la manière suivante :

- + 1,4 % au 1er janvier 1999, ce qui porte la valeur du point à 390,98 F CFP ;
- + 0,6 % au 1er juillet 1999, ce qui porte la valeur du point à 393,32 F CFP.

La nouvelle grille salariale est annexée au présent accord.

Art. 2.— Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord qui sera déposé au greffe du tribunal du travail de Papeete.

Fait à Papeete, le 17 novembre 1998.

Pour l'A.F.B./C.P.F. :

Ch. DESBORDES.

Pour la C.S.T.P./F.O. :  
Calixte HELME.

Pour le C.F.S.I.P. :  
Michel TETO.

Pour A Tia I Mua/Westpac :  
Yann GAUDU.

#### Salaires conventionnels applicables dans le secteur des banques et sociétés financières pour l'année 1999

Valeur du point au 1er janvier 1999 : 390,98 ;

Valeur du point au 1er juillet 1999 : 393,32.

Catégorie professionnelle	Indice au 1er juin 1997	Salaire mensuel (169 h)	
		au 1er janvier 1999	au 1er juillet 1999
Employés			
Secteur technique			
1re catégorie .....	254	99.309 F	99.903 F
2e catégorie .....	264	103.219 F	103.836 F
3e catégorie .....	279	109.083 F	109.736 F
4e catégorie .....	294	114.948 F	115.636 F
5e catégorie .....	309	120.813 F	121.536 F
Secteur informatique			
1re catégorie .....	284	111.038 F	111.703 F
2e catégorie .....	304	118.858 F	119.569 F
3e catégorie .....	319	124.723 F	125.469 F
4e catégorie .....	354	138.407 F	139.235 F
5e catégorie .....	384	150.136 F	151.035 F
Secteur bancaire			
1re catégorie .....	264	103.219 F	103.836 F
2e catégorie .....	279	109.083 F	109.736 F
3e catégorie .....	289	112.993 F	113.669 F
4e catégorie .....	319	124.723 F	125.469 F
5e catégorie .....	344	134.497 F	135.302 F
Gradés			
Secteur bancaire			
Classe I .....	374	146.227 F	147.102 F
Classe II .....	419	163.821 F	164.801 F
Classe III .....	469	183.370 F	184.467 F
Classe IV .....	524	204.874 F	206.100 F
Secteur informatique			
Classe I .....	419	163.821 F	164.801 F
Classe II .....	469	183.370 F	184.467 F
Classe III .....	524	204.874 F	206.100 F
Classe IV .....	584	228.332 F	229.699 F
Secteur technique			
Classe I .....	334	130.587 F	131.369 F
Cadres			
Secteur bancaire			
Classe V .....	614	240.062 F	241.498 F
Classe VI .....	709	277.205 F	278.864 F
Classe VII .....	814	318.258 F	320.162 F
Classe VIII .....	939	367.130 F	369.327 F
Secteur informatique			
Classe V .....	679	265.475 F	267.064 F
Classe VI .....	779	304.573 F	306.396 F

#### ETABLISSEMENT D'ACHATS GROUPES

**Par délibération n° 9-98 du 7 décembre 1998.**— Après intervention de la décision modificative n° 2-98, l'état prévisionnel des dépenses et des recettes de l'exercice 1998 est arrêté à la somme de *six cent quarante-huit millions quatre cent cinquante-deux mille sept cent six francs* (648.452.706 F CFP).

**Par délibération n° 10-98 du 7 décembre 1998.**— L'état prévisionnel des dépenses et des recettes de l'exercice 1999 est arrêté à la somme de *six cent trente et un millions trois cent trente et un mille francs* (631.331.000 F CFP).

**AVENANT n° 9 à la convention collective du 10 mai 1968  
des agents non fonctionnaires de l'administration.**

*Reconduction partielle des mesures incitatives  
au départ volontaire définitif  
d'agents de l'administration du territoire pour l'année 1998*

Article 1er.— Les dispositions relatives aux incitations financières au départ volontaire sont reconduites jusqu'au 30 juin 1999 :

- pour les agents A.N.F.A. de catégorie 5, âgés de plus de 50 ans ou qui atteignent cet âge au plus tard le 30 juin 1999, justifiant de quinze années de services effectifs dans l'administration ;
- pour les agents A.N.F.A. des catégories 2, 3 et 4, âgés de plus de 55 ans ou qui atteignent cet âge au plus tard le 30 juin 1999, justifiant de quinze années de services effectifs dans l'administration.

Art. 2.— A l'exception des clauses relatives aux actions de soutien, à la conversion ou à la réinsertion professionnelle, les dispositions de l'annexe X de l'avenant n° 6 du 10 mars 1992 modifiées et complétées par l'annexe II de l'avenant n° 7 du 7 décembre 1993 sont reconduites dans les conditions suivantes :

*1) Dispositions applicables aux agents CC5*

Pour cette catégorie d'agents, l'indemnité de départ est maintenue dans les conditions fixées à l'article 2.2 de l'annexe X susvisée, sous réserve des limites fixées au 3°) du présent article.

*2) Dispositions applicables aux agents CC2, CC3 et CC4*

Pour cette catégorie d'agents, les dispositions de l'article 2.2 de l'annexe X susvisée relatives à l'indemnité de départ sont modifiées comme suit :

"Les agents des catégories 2, 3 et 4, candidats au départ volontaire, bénéficient, dès la rupture de leur contrat de travail, du versement global d'une indemnité de départ fixée, sous réserve des limites instituées au 3°) du présent article, comme suit :

- 1/24e de la rémunération totale perçue (primes et indemnités incluses) au cours des douze derniers mois de services effectifs dans l'administration, par année d'ancienneté ("année d'ancienneté" s'entendant : fractions d'ancienneté inférieures à [6] six mois non comprises), jusqu'à 24 années de services effectifs au sein de l'administration ;
- au-delà de 24 années de services effectifs dans l'administration, il est alloué aux agents des catégories 2, 3 et 4 un complément de 1/48e du montant de la rémunération totale perçue (primes et indemnités incluses) au cours des douze derniers mois de services effectifs dans l'administration, par année d'ancienneté ("année d'ancienneté" s'entendant : fractions d'ancienneté inférieures à [6] six mois non comprises).

*3) Dispositions communes applicables aux agents CC2, CC3, CC4 et CC5*

Pour l'application des dispositions du présent avenant aux agents des catégories 2, 3, 4 et 5, l'article 3.2 de l'annexe X susvisée est modifié comme suit :

"Le montant de l'indemnité de départ est égal au plus à vingt-quatre (24) fois l'indemnité de base fixée au 1°) du présent article pour les agents de catégorie 5 et au 2°) du présent article pour les agents des catégories 2, 3 et 4.

Toutefois, le nombre de mois de rémunération moyenne correspondant au montant de l'indemnité ne peut être supérieur au nombre de mois d'activité que le salarié aurait accompli s'il avait travaillé jusqu'à 60 ans.

Le versement de l'indemnité de départ ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 2.3 intitulé "cotisations sociales" de l'annexe IX de l'avenant du 10 mars 1992, relatives au rachat des cotisations dues à la Caisse de prévoyance sociale pour les périodes d'activité salariée antérieures à 1968, accomplies tant dans le secteur privé qu'au sein de l'administration, étant entendu que l'employeur remboursé, dans tous les cas, à l'intéressé, les sommes qu'il a, le cas échéant, directement versées à ce titre à la Caisse de prévoyance sociale.

Art. 3.— Tout agent ayant bénéficié des dispositions du présent avenant ne pourra plus exercer d'emploi au sein de l'administration de Polynésie française, de ses institutions ou de ses établissements publics.

Art. 4.— Les présentes dispositions ne sont applicables à l'assemblée de Polynésie française et aux établissements publics territoriaux ayant adhéré à la C.C.A.N.F.A. qu'après adoption par leurs instances d'une délibération.

Art. 5.— Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1er octobre 1998.

Sont adoptées les dispositions ci-annexées intitulées : "Reconduction partielle des mesures incitatives au départ volontaire définitif d'agents de l'administration du territoire pour l'année 1998".

Fait à Papeete, le 3 décembre 1998.

*Ont signé :*

*Le Président du gouvernement  
de la Polynésie française,  
Gaston FLOSSE.*

Pour l'U.S.A.T.P./F.O. :  
Jean-Pierre LE GAULIER.

Pour la confédération A Tia I Mua :  
Yves LAUGROST.

Pour la Fédération des syndicats  
de Polynésie française :  
Calixte HELME.

Pour Otahi :  
Teamio TUARAU.

Pour l'Union polynésienne de l'encadrement :  
Philippe COURAUD.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### Etude de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete

**S.N.C. LEHARTEL et Cie**

**Nom commercial : PARADISE PEARL**

**Société en nom collectif au capital de 99.000 F CFP**

**Siège social : Nunue (Bora Bora) terre Paparoa 1**

**R.C. Papeete n° 6.661-B**

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, les 3 novembre et 4 décembre 1998, M. Thierry Jean-Jacques AZERAD, demeurant à Papeete, centre Vaima, appartement 121, Mlle Sophie BASCHENIS, demeurant à Papeete, et M. Edouard LEHARTEL et Mme Vaea DAUPHIN, son épouse, demeurant ensemble à Papeete, B.P. 2392, ont cédé à M. John RERE, demeurant à Rikitea, et M. Bruno Amédée BASCHENIS, demeurant à Papeete, Taunua, immeuble Ruperupe, des parts qu'ils possèdent dans la S.N.C. LEHARTEL et Cie.

Aux termes du même acte, Mlle Sophie BASCHENIS a démissionné de ses fonctions de gérante, et M. Bruno BASCHENIS a été nommé en qualité de gérant.

Il en résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

#### Ancienne mention

##### Associés :

- M. Thierry AZERAD, demeurant à Papeete ;
- Mlle Sophie BASCHENIS, demeurant à Papeete ;
- M. Edouard LEHARTEL, demeurant à Papeete.

#### Art. 13. — Gérance - Pouvoirs

La société est gérée par M. Thierry AZERAD, Mlle Sophie BASCHENIS et M. Edouard LEHARTEL.

#### Nouvelle mention

##### Associés :

- M. Thierry AZERAD, demeurant à Papeete ;
- M. Bruno BASCHENIS, demeurant à Papeete ;
- M. Edouard LEHARTEL, demeurant à Papeete ;
- et M. John RERE, demeurant à Rikitea.

#### Art. 13. — Gérance - Pouvoirs

La société est gérée par M. Thierry AZERAD, M. Bruno BASCHENIS et M. Edouard LEHARTEL.

*Pour avis,*

Me Dominique DUBOUCH, notaire.

### Etude de Me Bernard BRUGGMANN

**Notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)  
11, avenue Bruat**

Suivant acte demeuré au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 7 décembre 1998, il a été constitué une société en nom collectif dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

*Dénomination : "COHEN-SOLAL".*

*Siège : Papeete, 11, avenue Bruat.*

*Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.*

*Objet : En Polynésie française, toutes opérations généralement quelconques pouvant concerner directement ou indirectement l'exportation, l'achat, la vente, l'échange, le dépôt, la consignation, le courtage de tous articles de bijouterie, joaillerie, de perles et tous produits perliers demi-finis et finis, objets d'art et de collection. La vente en gros, semi-gros et détail de tous les articles ci-dessus.*

*Capital social : 200.000 F CFP, divisé en 100 parts sociales de 2.000 F CFP chacune, toutes entièrement souscrites et intégralement libérées en numéraire.*

*Associés tenus indéfiniment des dettes sociales : M. Serge COHEN-SOLAL, demeurant à Pirae, rue Yves-Martin, et Mme Martine MAILLET, demeurant à Arue, P.K. 4,500, côté mer.*

*Gérance : M. Serge COHEN-SOLAL susnommé. Nommé aux termes des statuts, pour une durée non limitée.*

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés, tenu par le greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

*Pour avis,*

Me Bernard BRUGGMANN, notaire.

### Etude de Me Bernard BRUGGMANN

**Notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)**

**"KINA SERVICES"**

**Société à responsabilité limitée**

**au capital de 1.000.000 F CFP**

**Siège social : Pirae, marché de Pirae**

**R.C.S. Papeete n° 4.387-B - N° Tahiti 242 917**

Statuant en application de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1966, l'assemblée générale mixte des associés réunie le 16 novembre 1998 a décidé qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la dissolution de la société.

*Pour avis,*

Me Bernard BRUGGMANN, notaire.

**Société Civile Immobilière**

**Au capital de 100.000 F CFP**

**Siège social : Tipaerui, Pic Rouge**

**PAPEETE**

#### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 octobre 1998 enregistré à Papeete le 4 décembre 1998, il a été établi les statuts de la société civile "ANAVAI ITI" dont les caractéristiques sont les suivantes :



*Forme* : Société civile immobilière.

*Dénomination* : "ANAVAI ITI".

*Objet* : Toutes opérations mobilières ou immobilières.

*Siège social* : TIPAERUI, lieu-dit Pic Rouge (Papeete).

*Durée* : 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

*Capital social* : 100.000 F CFP divisé en 100 parts sociales de 1.000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 100 entièrement libérées et souscrites par chaque associé en représentation de son apport.

*Gérance* : M. COIRRE Philippe demeurant 16, avenue François-Mitterrand à Fougères (35), et M. COIRRE Yannick demeurant à Tiaerui lieu-dit Pic Rouge (Papeete), sans limitation de durée.

*Immatriculation* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés du tribunal mixte de commerce de Papeete.

#### **E.U.R.L. Polynésie Informatique**

N° R.C. : 6.138-B

N° TAHITI 393 165

Le mardi 8 décembre 1998 à 20 h s'est tenue l'assemblée générale de l'E.U.R.L. Polynésie Informatique.

Le quorum étant atteint, la réunion s'est déroulée en présence de M. Alain Baudouin, gérant.

Au cours de cette réunion, il a été décidé la dissolution de la société. Un liquidateur a été nommé : M. Alain Baudouin, siège de la liquidation B.P. 50.020, Pirae, Tahiti.

*Le gérant de l'E.U.R.L.  
Polynésie Informatique.*

**Jeanne LAM, Jean-Yves DESPOIR,  
Jacqueline FLOSSE-DUMONT  
Avocats**

#### *Homologation de changement de régime matrimonial*

Par jugement en date du 18 novembre 1998, le tribunal civil de première instance de Papeete a homologué l'acte notarié en date du 10 juillet 1998 passé devant Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete, aux termes duquel M. Christophe Sylvain Tamati DUROSSET, né le 23 mars 1964 à Papeete, agent à l'Office des postes, et Mme Yvana PATER, née le 28 février 1963 à Papeete, sans profession, demeurant ensemble à Afareaitu-Moorea, P.K. 10,500, côté montagne, ont déclaré adopter le régime de la séparation de biens au lieu et place du régime légal de la communauté de biens, tel qu'il est établi par les articles 1536 et suivants du code civil.

*Pour extrait,  
Jacqueline FLOSSE-DUMONT.*

#### **S.A.R.L. GALERIE D'ART O TAHITI NUI**

Société à Responsabilité limitée en liquidation

Au capital de 400.000 F CFP

Siège : Immeuble Vaïete, front de mer, Papeete  
R.C. 4225 B

L'assemblée générale réunie le 10 décembre 1998 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Fourmanoir Fabrice de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes définitifs établis par le liquidateur sont déposés au greffe du tribunal de commerce de Papeete, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

*Le liquidateur.*

## **ANNONCES DIVERSES**

### **COOPERATIVE SCOLAIRE DE REAO**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(18 septembre 1998)

Présidente	: TEAHUOTOGA Adrienne
Secrétaire	: MOOROA Dallas
Trésorière	: MANATE-SCHNEIDER Marguerite
Trésorière adjointe	: RIVETA Sandra

### **COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE VAIATU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(7 décembre 1998)

Président	: DEXTER Maire
Vice-président	: TERII Philippe
Secrétaire	: FARAIRE Odile
Secrétaire adjointe	: TANG Thérèse
Trésorière	: BOYER Marie-Louise
Trésorier adjoint	: MANIN Denis

### **SKI NAUTIQUE CLUB DE TAHITI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(28 novembre 1998)

Président	: PLUVIAUD Patrick
Vice-président	: DANIELLOU Gilbert
Secrétaire	: CAUSSARIEUX Jean-Jacques
Trésorière	: PLUVIAUD Nadou

### **ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE DE MAHINA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(8 septembre 1998)

Président	: MONNERET Patrick
Vice-présidents	: BALDUCCI René BOURNE Marie-Laure
Secrétaire	: JAMET Vaïete
Secrétaire adjoint	: OLIN Pascal
Trésorier	: BRU Jean-Louis
Trésorier adjoint	: MULLER Gabriel

### **ASSOCIATION DES AMIS DE L'HOPITAL DE AFAREAITU - AMUTAHIRAA NO TE FARE MA'I AFAREAITU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(13 novembre 1998)

Présidente	: MEIGNEN Lucienne
Secrétaire	: WILLIAMS Cathy
Secrétaire adjointe	: TERAÏ Béline
Trésorier	: SZTEJNMAN Michel
Coordonnateur	: COJAN Bruno
Assesseurs	: ALEXANDRE Moetu MONIER Pascale GRIHANGNE Marion CHAVE Jimmy

**COMITE DU TOURISME DE BORA BORA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(2 octobre 1998)

Président : DOOM Alfred  
 Vice-présidente : GUGLIOTTA Sylvie  
 Secrétaire : NICOLLE Jean-Claude  
 Trésorier : BUCHIN Teiva

**LES AMIS DU CENTRE LOCAL DE DOCUMENTATION  
DES ILES SOUS-LE-VENT****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(21 septembre 1998)

Présidente : GALEAZZI Patricia  
 Vice-président : RONGOMATE Augustin  
 Secrétaire : PRATX Jean-Hiro  
 Secrétaire adjointe : MOURIN Gislaine  
 Trésorier : BEAUMONT Daniel  
 Trésorier adjoint : CHIN MEUN Pierre  
 Commissaires aux comptes : EBB Eunice  
 BRYANT Jacques

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE  
PRIMAIRE ET MATERNELLE PUBLIQUE DE TAOHAE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(8 octobre 1998)

Présidente : TEAHUI Magali  
 Vice-présidente : ARAPARI Dolorès  
 Secrétaire : DUREL Sophie  
 Secrétaire adjointe : NOUEL Stéphanie  
 Trésorière : LENGAINNE M. Hélène  
 Trésorière adjointe : LEUDIERE Laurence  
 Assesseurs : PETERANO Sylvestre  
 BRUNEAU Mireille

**PUPU POI HOU VAI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(22 novembre 1998)

Présidente : TATA Victorine  
 Vice-président : AH-SCHA Charles  
 Secrétaire : TEIKITEKAHIOHO Gabriel  
 Secrétaire adjointe : TAATA Tina  
 Trésorier : TATA Henri  
 Trésorier adjoint : TEHIKIHINUHATU Désiré  
 Assesseurs : PAUTU Joseph  
 TAPAU/HAITI Hinatiu

**VAIRUI CLUB  
anciennement VAITEHI CLUB****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(3 novembre 1998)

Président : BARBOS Valentin  
 Vice-présidente : VANAA Ela  
 Secrétaire : BARBOS Vaité  
 Trésorière : BARBOS Germaine

**ASSOCIATION ATIIRI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(10 décembre 1998)

Président : NAUTA Matoa dit Kaky  
 Vice-président : TERIIPAIA Alexandre  
 Secrétaire : FAANA Dorothé  
 Secrétaire adjointe : TERIIPAIA Roro  
 Trésorier : ALLOUCHE Claude  
 Trésorier adjoint : SUHAS Robert  
 Assesseurs : AMARU Jacques  
 FAIVRE Georges

**COOPERATIVE SCOLAIRE DU COLLEGE DE TIPAERUI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(19 novembre 1998)

Présidente : MANDELERT Marie-Claude  
 Vice-président et secrétaire : PAVAN Rolland  
 Trésorier : SHAN YAN René

**TAKEMUSU AIKIDO DE POLYNESIE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(10 novembre 1998)

Président : REICHERT Philippe  
 Vice-président : TEFAU Gabriel  
 Secrétaire : CHIM Lict  
 Trésorière : CHEVALIER Odette

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DE L'ECOLE PRIMAIRE DE FAIE - HUAHINE  
DENOMMEE FAIE - URA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(31 août 1998)

Président : MAONO Stellio  
 Vice-président : MOUA Heimata  
 Secrétaire : FAATAU Murielle  
 Secrétaire adjointe : PIHA Rachelle  
 Trésorière : ITCHNER Raymonde  
 Trésorière adjointe : OOPA Paola

**ASSOCIATION ARTISANALE TIARE FANIU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(9 décembre 1998)

Présidente d'honneur : TEUNU Hau  
 Présidente : TAVITA Yvonette  
 Vice-présidente : PUAHIO Emilienne  
 Secrétaire : LAU Elina  
 Secrétaire adjoint : TAKAMOANA Sting  
 Trésorière : YVERNEAUX PEDERSEN Corine  
 Trésorière adjointe : TEUNU Alène

**ASSOCIATION DES CHASSEURS DE PAPENOO  
VAITUORU NUI***Modification de statuts*

La modification des articles concernant les conditions d'adhésion dans l'association a été votée à l'unanimité. Il s'agit des articles 4, 5 et 6 : composition de l'association, condition d'admission, qualité de membre.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(18 octobre 1998)

Président d'honneur	: DAUPHIN Yves
Président	: LETOURNEUX Teuira
Vice-présidents	: TISSIOU Roger
	: DOMINGO Owen
Secrétaire	: MACKINTOSH Alastair
Secrétaire adjoint	: MAIHI Eric
Trésorier	: TOREA Etienne
Trésorier adjoint	: IRTI Isidore
Assesseurs	: ATGER Paul
	: DAUPHIN Vatea
	: FAUFAU Terii
	: DOMINGO Nicolas
Membres d'honneur	: PAI Tuaira
	: PAI Topata

**ASSOCIATION LES AMIS DU JAPON**

*Modification des statuts*

Le siège social de l'association est fixé à Tahiti,  
B.P. 50776, Pirae 98716, c/o Prokop, quartier Atger, Fautaua.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(9 novembre 1998)

Présidente	: PROKOP Ingrid
Secrétaire	: CHING Antony
Trésorier	: VANLUYD Raf
Assesseurs	: SAGE Lahaina
	: SUEN Moerii

**COOPERATIVE DU C.J.A. DE RIMATARA DITE HAUMOO**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(28 octobre 1998)

Présidente	: TEHIO Pérérina
Secrétaire	: HATITIO Laurette
Trésorier	: TETUIRA Alphonse

**UNION CHRETIENNE DES JEUNES GENS  
DU 4e ARRONDISSEMENT - U.C.J.G.**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(18 septembre 1998)

Président	: MAITERAI Vincent
Vice-président	: TUHEIAVA Henri
Secrétaire	: TEAHUI Myrna
Secrétaire adjointe	: TUIHANI Anita
Trésorière	: CHASSANIOL Tevahine
Trésorier adjoint	: ARUTAH I Gabriel

**FOYER SOCIO-EDUCATIF DU COLLEGE DE FAAROA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(23 novembre 1998)

Président	: ULM Yves
Vice-présidente	: RODIER Anne-Lise
Secrétaire	: HUNTER Wella
Secrétaire adjointe	: TEHAHE Vaitape
Trésorier	: MOREL Laurent
Trésorier adjoint	: HOATA Raphaël

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE  
DE RURUTU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(9 octobre 1998)

Président	: UTIA Edmond
Vice-présidente	: TEIKIHOKATOUA Ginette
Secrétaire	: VANAA Laverna
Secrétaire adjoint	: TETUANUI Omer
Trésorière	: DROLLET Ingrid
Trésorière adjointe	: TEAUROA Nadine
Assesseurs	: MANATE Abel
	: POETAI Joséphine
	: ROOINO Rosa

**COOPERATIVE DU GROUPE SCOLAIRE  
DE OPOA-FAREATAI-PUOHINE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(16 novembre 1998)

Président	: PRATX Jean-Hiro
Vice-présidente	: PUKE Raita
Secrétaire	: DELORD Louana
Secrétaire adjointe	: FAATAHE Juliana
Trésorière	: TAVITA Pauline
Trésorier adjoint	: EBB Moise

**ASSOCIATION POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE  
DE OPOA ET FAREATAI**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(28 octobre 1998)

Président	: PRATX Jean-Hiro
Vice-présidente	: MAHUTA Elvina
Secrétaire	: DELORD Lidia
Secrétaire adjointe	: DELORD Louana
Trésorière	: TAVITA Pauline
Trésorière adjointe	: TIRAO Clarita

**COMITE DU TOURISME DE NUKU HIVA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(3 novembre 1998)

Présidente	: KIMITETE Débora
Vice-président	: GENDRON Bruno
Secrétaire	: ALVARADO Yasmina
Secrétaire adjointe	: PIRIOTUA Jocelyne
Trésorière	: SPATZ Sylvie
Trésorier adjoint	: MOMBAERTS Charles
Commissaires aux comptes	: KATUPA Yvonne
	: VAIANUI Cécile

**ASSOCIATION SPORTIVE "TAMARII TE ONE MAHINA"**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(15 novembre 1998)

Président d'honneur	: TAPII Francis
Président	: TARIOE Norbert
Vice-président	: TEAMO Tihoti
Secrétaire	: VILLANT Raphaël
Secrétaire adjoint	: MAKITUA Tapu
Trésorière	: TARIOE Poema
Trésorière adjointe	: RICHMOND Tonie
Assesseurs	: AHINI Justin
	: TETUAMANUHIRI Eugène

**PARA CLUB DE TAHITI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(6 novembre 1998)

Président : BIANCARELLI Michel  
 Vice-président : DUTAC Dominique  
 Secrétaire : BERTRAND Jean-Thomas  
 Trésorier : LAVOIX Frédéric

**FEDERATION D'ATHLETISME DE TAHITI ET DES ILES****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(13 novembre 1998)

Président : TERIEROOITERAI Patrick  
 Vice-présidents : CABRAL Saturnin  
 MAURIN Titaua  
 Secrétaire : ARBUS de LAPALME Jacqueline  
 Secrétaire adjointe : TIATIA Patricia  
 Trésorier : TEGANAHOU François  
 Trésorier adjoint : YAMATSY Xavier

**ASSOCIATION SPORTIVE VOLLEY-BALL  
DITE TE OHI NO VAIRAO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(1er juillet 1998)

Président d'honneur : TERITEMAURIREI Orairai  
 Président : LEMAIRE Philippe  
 Vice-président : TERITEMAURIREI Robby  
 Secrétaire : HAREHOE Noella  
 Secrétaire adjoint : LUCAS Stéphane  
 Trésorier : LUCAS Pascal  
 Trésorier adjoint : RAUFEA Fiana

**COOPERATIVE SCOLAIRE  
DE L'ÉCOLE MATERNELLE AAHIAA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(3 novembre 1998)

Présidente : MOURIN Popoua  
 Vice-présidente : POUIRA Alice  
 Secrétaire : LO Maeva  
 Secrétaire adjointe : TERITAOHIA Cilia  
 Trésorière : HAAPAITAHA Bélinda  
 Trésorier adjoint : SMITH Alphonse  
 Commissaires aux comptes : LE BRONNEC Faribe  
 BECQUET Patrick

**FOYER SOCIO-ÉDUCATIF  
DES ÉLÈVES DU COLLEGE DE TARAVAO**

Rectificatif à l'annonce parue au J.O.P.F. n° 45 du  
 5 novembre 1998, page 2327 :

Au lieu de : Vice-président : TEFAATAU Olivier ;  
 Lire : Vice-président : TAHUA Olivier.

**AMUIRAA TIARE TARONA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(4 novembre 1998)

Président : MATEAU Neri  
 Secrétaire : TAVITA Tiria Adrien  
 Trésorier : TEUA a Teua

**AMICALE DE LA POLICE NATIONALE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(24 janvier 1998)

Président : RAIOHO Vetea  
 Vice-président : VAHIRUA Pascal  
 Secrétaire : GRIGGIO Jean-Paul  
 Secrétaire adjoint : TRAFTON Gino  
 Trésorière : RAIOHO Brigitte  
 Trésorier adjoint : TEFAATAU Tihoni  
 Chargé de mission, sport  
 et détente : ALVES Antonio  
 Assesseur : BESINEAU Heimana

**ASSOCIATION SPORTIVE  
DU LYCÉE PROFESSIONNEL DE MAHINA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(23 septembre 1998)

Président : PIERREL Jean-Luc  
 Secrétaire : BOUCARD Christian  
 Secrétaire adjoint : TAHA Adriano  
 Trésorière : BOUCARD Ariane  
 Trésorière adjointe : PUKOKI Repeta

**ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE DE PAEA****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(25 novembre 1998)

Présidente : CHANFOUR Suzanne  
 Vice-président : GARREAU Alain  
 Secrétaire : TRIBES Marc  
 Secrétaire adjointe : RATARO Vaite  
 Trésorier : JAUFFRON Jackie  
 Trésorier adjoint : CHAUSSOY Dominique

**RESULTATS DE LA MINI-TOMBOLA  
DE L'ASSOCIATION SPORTIVE BRASSERIE DE TAHITI**  
(Tirage effectué le 17 octobre 1998)

N° 1 - 6.948 2 A/R Papeete/Los Angeles/Paris  
 N° 2 - 26.967 1 A/R Papeete/Honolulu  
 N° 3 - 16.077 1 A/R Papeete/Honolulu  
 N° 4 - 30.478 1 mini chaîne laser Sanyo, chargeur 6 CD, radio K7  
 N° 5 - 26.232 1 télévision couleur Thomson 36 cm  
 N° 6 - 21.412 2 nuits à l'hôtel Bora Bora Pearl Beach + A/R Air Tahiti pour  
 2 personnes  
 N° 7 - 14.969 2 nuits à l'hôtel Bora Bora Lagoon Resort + A/R Air Tahiti  
 pour 2 personnes  
 N° 8 - 25.127 2 nuits à l'hôtel Bora Bora Lagoon Resort + A/R Air Tahiti  
 pour 2 personnes  
 N° 9 - 37.253 2 nuits à l'hôtel Matira Bora Bora + A/R Ono Ono pour  
 2 personnes  
 N° 10 - 35.091 1 perle noire montée en pendentif  
 N° 11 - 3.251 1 week-end au Moorea Beachcomber Park Royal + transport  
 bateau pour 2 personnes  
 N° 12 - 31.176 1 week-end au Sofitel la Ora Moorea + transfert bateau pour  
 2 personnes  
 N° 13 - 5.022 1 week-end au Moorea Beach Club + transfert bateau pour  
 2 personnes  
 N° 14 - 30.787 1 week-end au Moorea Village + 2 Maa Tahiti + transfert  
 bateau pour 2 personnes

N° 15 - 20.833	1 dîner pour 2 personnes au restaurant L'O à la Bouche
N° 16 - 34.264	1 dîner pour 2 personnes au restaurant La Petite Auberge
N° 17 - 31.533	1 dîner pour 2 personnes au restaurant Le Dragon d'Or
N° 18 - 40.620	1 bon de repas pour 2 personnes au restaurant Le Cheval d'Or
N° 19 - 6.595	1 body board offert par Shop Tahiti
N° 20 - 36.439	1 bibelot offert par Tahiti Pas Cher

### 209e SECTION DES ANCIENS DES FORCES FRANÇAISES EN ALLEMAGNE ET EN AUTRICHE

(Récépissé n° 1810-98 DRCL du 8 décembre 1998)

#### Extraits de statuts

Le 11 novembre 1998, au Mess des Sous-Officiers, est fondée une association dénommée "209e Section des Anciens des Forces Françaises en Allemagne et en Autriche" afin de perpétuer avec la mémoire des camarades tombés en service, les souvenirs et le patrimoine moral communs à tous ceux qui participèrent après 1918 ou depuis 1945 à l'accomplissement de cette haute mission.

La présente association est constituée conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but de :

- 1) favoriser l'entraide mutuelle entre les autres associations telles que : Anciens Combattants, médaillés militaires, etc. ;
- 2) maintenir la solidarité entre ses membres et la camaraderie nées au cours de leur séjour en Allemagne ou en Autriche ;
- 3) permettre de se rencontrer le plus souvent possible dans des réunions amicales.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est à Mahina, cité Villierme, route de la pointe Vénus ; il peut être transféré ailleurs suivant décision du bureau directeur.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: VEYSSIERE Raymond
Vice-présidents	: TROC Jean VAN DER HEYOTEN Jean
Secrétaire	: DAMBLEVE Patrick
Secrétaire adjoint	: HEITZ Paul
Trésorier	: GRESSET Jean
Trésorier adjoint	: VERGNES Charles
Porte-drapeau	: FAURE Maurice
Membre du bureau	: ROBERT Charles

### ASSOCIATION TE VE'A MAOHI

(Récépissé n° 1844-98 DRCL du 11 décembre 1998)

#### Extraits de statuts

L'association "TE VE'A MAOHI", créée le 30 novembre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

L'association "TE VE'A MAOHI" a pour objectif :

- de venir en aide aux familles et aux jeunes défavorisés dans l'insertion sociale et professionnelle ;
- de promouvoir la culture, les activités artisanales, touristiques et sportives.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à Sainte-Amélie, quartier SALVANAYAGAM, Papeete, Tahiti. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le bureau exécutif.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MOPI Miriama
Vice-président	: MANJARD Jean-Claude
Secrétaire	: TEFAAFANA Iaera
Secrétaire adjoint	: TEATAOTERANI Nicolas
Trésorière	: MANJARD Ginette
Trésorier adjoint	: HAATANI Jimmy
Assesseur	: AKA Joseph

### ASSOCIATION DES ELEVEURS DE BASSE-COUR DE RAIATEA

(Récépissé n° 1662-98 DRCL du 17 novembre 1998)

#### Extraits de statuts

L'association des éleveurs de basse-cour de Raiatea, fondée le 14 septembre 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet et pour but de s'intéresser à toutes les questions concernant les animaux de basse-cour, notamment la reproduction, le développement et l'amélioration de certaines espèces, et d'organiser des manifestations folkloriques s'y rapportant (combats de coqs).

Elle a son siège social à Tevaitoa, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEAOTE Edouard
Vice-président	: TAEAE Albert
Secrétaire	: MARERE Daniel
Secrétaire adjoint	: SHAN Gabriel
Trésorier	: TAUTU Williams
Trésorier adjoint	: TEIHOTAATA Faatu

### DISTRICT DE TENNIS DE TABLE DE RURUTU

(Récépissé n° 1768-98 DRCL du 28 novembre 1998)

#### Extraits de statuts

Le siège social du district de Tennis est basé à Rurutu, ayant comme adresse le domicile de M. Teinaore Louis, B.P. 59 - 98753, Moeraï, Rurutu.

Sa durée est illimitée.

Le district a pour rôle :

- de coordonner les différentes activités sportives de l'île ou du groupe d'îles qu'il contrôle notamment lors des Jeux de Polynésie Française ou des Jeux Inter-îles ;
- d'aider les associations dans la réalisation de leur calendrier sportif ;
- de rechercher les moyens (surtout financiers) nécessaires à la bonne réalisation ;
- de définir la répartition des subventions éventuelles qu'elles reçoivent du C.T.O.S. de Polynésie française ou de toute autre collectivité locale (commune en particulier) ;

- de définir une politique de formation des cadres et d'animation sportive ;
- de définir une politique d'équipements sportifs et d'en rechercher les moyens auprès des communes, de l'assemblée territoriale et des services de la jeunesse et des sports ;
- de décider de toutes les actions utiles à entreprendre pour le développement du sport et de son bon fonctionnement ;
- d'ouvrir une école d'apprentissage de Tennis de table.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TEINAORE Louis
Vice-présidente	:	LENOIR Cécile
Secrétaire	:	LENOIR Harold
Secrétaire adjointe	:	TEINAORE Dolorès
Trésorier	:	BEUTIER Philippe
Trésorière adjointe	:	TEURUARIH Sylvana

**ASSOCIATION SPORTIVE  
DES PIROGUIERS DE MAUPITI MAURUA HOE**  
(Récépissé n° 1787-98 DRCL du 2 décembre 1998)

## Extraits de statuts

L'association "MAURUA HOE", fondée le 8 novembre 1998, a pour objet la pratique de la pirogue ainsi que la pratique de toutes activités sportives nautiques et l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Elle a son siège social à la mairie de Maupiti. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TEAOTEA Jacques
Vice-président	:	MORPHY Nohorai
Secrétaire	:	MAUAHITI Reanui
Secrétaire adjointe	:	TUHEIAVA Elgine
Trésorière	:	SPITZ Nicole
Trésorière adjointe	:	TUTAVAE Philomène

**SYNDICAT AUTONOME  
DU PERSONNEL DE LA SETIL AEROPORT**  
(Récépissé n° 925 DIR/IT/SCT du 17 novembre 1998)

## Extraits de statuts

Il est constitué le 30 septembre 1998, un syndicat qui sera régi par la loi et par les présents statuts. Le syndicat prend la dénomination de SYNDICAT AUTONOME DU PERSONNEL DE LA SETIL AEROPORT, soit S.A.P.S.

Le syndicat a pour but :

- de relever le niveau moral et économique des travailleurs ;
- de soutenir solidairement les revendications professionnelles des travailleurs ;
- de défendre les intérêts généraux et particuliers des travailleurs ;
- l'étude de questions sociales, économiques et professionnelles propres à amener une amélioration des conditions de vie ;

- de créer ou favoriser tous moyens d'informations, bibliothèque, éditions de brochures, bulletins ;
- de s'intéresser financièrement à tout organisme immobilier à caractères sociaux.

Le siège du syndicat est fixé à Faava. Il pourra être transféré par simple décision du conseil du syndicat.

La durée du syndicat est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Secrétaire générale	:	MARSTERS Nadine
Secrétaire adjointe	:	HIRO Lucie
Trésorier	:	LY SING SAO Roger
Trésorier adjoint	:	HOUARIKI Jacky
Archiviste	:	DUQUENNE Myrtille
Assesseurs	:	PITOMAI Irlande PITOMAI Tumata PEHAU Douglas HAUMANI Titiri TIATIA Huhig

**ASSOCIATION TEPAETIA KICK BOXING SAVATE**  
(Récépissé n° 1809-98 DRCL du 7 décembre 1998)

## Extraits de statuts

L'association TEPAETIA KICK BOXING SAVATE, fondée le 23 novembre 1998, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique de Kick Boxing Savate, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Elle a son siège social à Avatoru, Rangiroa. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	LOPEZ Stéphane
Vice-président	:	MAHATIA Gaston
Secrétaire	:	THIZON Corinne
Trésorière	:	FRUCTUOSO Helen

**ASSOCIATION TE RO'O NUI O MATA'IREA**  
(Récépissé n° 1777-98 DRCL du 1er décembre 1998)

## Extraits de statuts

L'association "TE RO'O NUI O MATA'IREA" a été fondée le 14 octobre 1998 à Fare, Huahine, et a pour objet :

- l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses adhérents ;
- de favoriser l'expression musicale à travers la danse ;
- la recherche de moyens en vue d'aider ses adhérents dans le cas d'épreuves liées à la condition sociale, familiale et sanitaire ;
- l'organisation de fêtes ou manifestations en vue de trouver les moyens financiers nécessaires à la réalisation de ses objectifs ;
- l'organisation d'échanges culturels avec les pays étrangers.

Elle a son siège social à Fare, Huahine, au domicile de Mlle Lai Leila. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: OOPA Harie
Présidente	: LAI Leila
Vice-président	: TEAURAI Abinadi
Secrétaire	: VAIHO Mayana
Secrétaire adjoint	: TEREUA Tom
Trésorier	: GANAHOA Ravatua
Trésorier adjoint	: TEAURAI Henri
Assesseurs	: TSINGTING Maxime TEVAATUA Moetu JOHNSTON Lahaina TEAURAI Colette

#### ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE DE TAAONE A PIRAE

(Récépissé n° 1825-1998 DRCL du 8 décembre 1998)

#### Extraits de statuts

Il est constitué, le 3 décembre 1998, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901 entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts, une association qui prend la dénomination de ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE DE TAAONE A PIRAE.

L'association a pour buts :

- de défendre par tous les moyens qu'elle tient de la loi et des règlements les intérêts des élèves du collège, tout autant que ceux de leurs parents ou tuteurs ;
- l'éducation mutuelle des familles et l'entraide familiale ;
- l'entente, la liaison et la collaboration avec toutes associations semblables ;
- de prendre toutes dispositions utiles pour qu'à tout instant les parents d'élèves puissent exprimer en toute liberté et franchise leurs *desiderata*, critiques et suggestions concernant les divers aspects de la vie et de la scolarité au collège.

Le siège social est fixé à Pirae, au collège. Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration.

La durée de cette association est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: PARO Irvine
Vice-présidente	: OMITAI Christiane
Secrétaire	: LEMAIRE Marie-Claire
Secrétaire adjointe	: HAPAIRAI Dominique
Trésorier	: PERRY Arthur
Trésorier adjoint	: LOWING Julien

#### POLYNESIE TUNING CLUB

(Récépissé n° 1812-98 DRCL du 7 décembre 1998)

#### Extraits de statuts

L'association "POLYNESIE TUNING CLUB", fondée le 3 octobre 1998, a pour objet de promouvoir, défendre et regrouper les passionnés du Tuning automobile de Polynésie

ainsi que l'organisation d'activités physiques, sportives, ludique et récréative ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Elle peut étendre ses actions dans les domaines autre que sportif, décidé par le comité directeur.

Elle a son siège social au C.P.S.M., B.P. 650 c/o C.T.O.S., Pirae, Fautaua. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: COUPIN Réginald
Vice-président	: TENG Vincent
Secrétaire	: VICART Laurent
Secrétaire adjointe	: VICART Sonia
Trésorière	: TEHAHETUA Laina
Trésorier adjoint	: DIVIN Marcel

### LOTO NATIONAL

#### AVIS RELATIF AU 2e TIRAGE DU LOTO N° 102 DU MERCREDI 23 DECEMBRE 1998

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 102 du mercredi 23 décembre 1998, un gain total minimum de 846.363.636 F CFP net du prélèvement légal.

A cet effet, en application de l'article 12.4 du règlement du loto, sont affectées aux gains de premier rang du deuxième tirage du loto mentionné à l'alinéa précédent, les sommes disponibles indiquées ci-après (pour leur montant brut du prélèvement légal), qui n'ont pas été attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors du deuxième tirage du loto concerné :

- le solde des sommes non attribuées lors du tirage n° 89 du 7 novembre 1998, soit 42.239.900 F CFP ;
- le solde des sommes non attribuées lors du tirage n° 92 du 18 novembre 1998, soit 15.044.151 F CFP ;
- le solde des sommes non attribuées lors du tirage n° 94 du 25 novembre 1998, soit 37.185.339 F CFP.

Le complément éventuellement nécessaire à cet effet sera prélevé, par tranche de 1.818.181 F CFP, sur le fonds de réserve du loto, en application de l'article 13 du règlement du loto.

Dans l'hypothèse où aucun joueur du tirage n° 102 n'aurait misé sur l'ensemble de numéros gagnants au premier rang, les dispositions de l'article 12.4 du règlement du loto seront appliquées à la somme affectée à ce rang telle qu'elle est déterminée au paragraphe précédent.

Le président-directeur général  
de la Française des jeux,  
Bertrand de GALLE.

Le président  
de la Pacifique des jeux,  
Roland de VILLEPIN.

#### AVIS RELATIF AU 2e TIRAGE DU LOTO N° 104 DU MERCREDI 30 DECEMBRE 1998

Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang du deuxième tirage du loto n° 104 du mercredi 30 décembre 1998, un gain total minimum de 846.363.636 F CFP net du prélèvement légal.

A cet effet, en application de l'article 12.4 du règlement du loto, sont affectées aux gains de premier rang du deuxième tirage du loto mentionné à l'alinéa précédent, les sommes disponibles indiquées ci-après (pour leur montant brut du prélèvement légal), qui n'ont pas été attribuées en raison de l'absence de gagnant de premier rang lors du deuxième tirage du loto concerné :

- la totalité des sommes non attribuées lors du tirage n° 84 du 21 octobre 1998 ;
- une partie, soit 127.272.727 F CFP, des sommes non attribuées lors du tirage n° 87 du 31 octobre 1998.

Le solde sera affecté en totalité ou en partie aux gains de premier rang d'un (ou de plusieurs) deuxième tirage ultérieur du mercredi ou du samedi du loto, qui sera porté à la connais-

sance du public par avis publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le complément éventuellement nécessaire à cet effet sera prélevé, par tranche de 1.818.181 F CFP, sur le fonds de réserve du loto, en application de l'article 13 du règlement du loto.

Dans l'hypothèse où aucun joueur du tirage n° 104 n'aurait misé sur l'ensemble de numéros gagnants au premier rang, les dispositions de l'article 12.4 du règlement du loto seront appliquées à la somme affectée à ce rang telle qu'elle est déterminée au paragraphe précédent.

*Le président-directeur général  
de la Française des jeux,  
Bertrand de GALLE.*

*Le président  
de la Pacifique des jeux,  
Roland de VILLEPIN.*

#### LOTO NATIONAL N° 98

Premier tirage du mercredi 9 décembre 1998 :

**11 12 15 29 30 34**

Numéro complémentaire : 5

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	3	39.385.636
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	12	1.021.272
5 bons numéros.....	438	97.090
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1.350	4.654
4 bons numéros.....	21.331	2.327
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	37.041	508
3 bons numéros.....	363.032	254

Deuxième tirage du mercredi 9 décembre 1998 :

**11 16 24 26 28 34**

Numéro complémentaire : 3

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	251.701.000
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	8	1.529.636
5 bons numéros.....	344	122.363
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1.150	4.800
4 bons numéros.....	21.170	2.400
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	32.190	508
3 bons numéros.....	383.032	254

#### LOTO NATIONAL N° 99

Premier tirage du samedi 12 décembre 1998 :

**1 10 18 20 26 36**

Numéro complémentaire : 4

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	<i>Pas de gagnant, sommes distribuées</i>	
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	13	9.966.545
5 bons numéros.....	456	100.454
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1.419	5.090
4 bons numéros.....	21.041	2.545
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	38.372	508
3 bons numéros.....	390.617	254

Deuxième tirage du samedi 12 décembre 1998 :

**1 2 4 6 7 28**

Numéro complémentaire : 42

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	136.349.454
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	13	1.017.727
5 bons numéros.....	1.947	23.636
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1.301	2.218
4 bons numéros.....	52.193	1.109
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	33.130	362
3 bons numéros.....	596.605	181